

La contribution sociale et économique de l'exploitation minière aurifère



À propos du World Gold Council

Le World Gold Council est l'organisation de développement commercial de l'industrie aurifère. Notre but est de stimuler et soutenir la demande d'or, d'assurer un leadership industriel et d'être l'autorité mondiale de référence sur le marché de l'or.

Nous développons des solutions, des services et des produits adossés à l'or, sur la base d'une vision faisant autorité sur le marché, et nous travaillons avec plusieurs partenaires pour mettre nos idées en pratique. Nous créons ainsi des variations structurelles dans la demande d'or sur les principaux secteurs du marché.

Nous fournissons des informations concernant les marchés aurifères internationaux, qui permettent à chacun de mieux comprendre les qualités de l'or en termes de préservation du patrimoine et la réponse que ce minerai apporte aux besoins sociaux et environnementaux de la société.

Basé au Royaume-Uni et présent en Inde, en Chine, à Singapour et aux États-Unis, le World Gold Council est une association réunissant les entreprises d'exploitation minière aurifère de premier ordre les plus visionnaires au monde.

À propos de Steward Redqueen

Steward Redqueen est une société de conseil qui vise à mettre le monde des affaires au service de la société. Elle permet aux organisations de mesurer et de gérer leurs impacts économiques, environnementaux et sociaux en apportant des solutions aux problèmes complexes sur l'intégration du développement durable, la quantification de l'impact et la création de valeur partagée. Depuis ses bureaux situés à Amsterdam, Barcelone, Singapour, Stockholm et Washington, elle met en œuvre des projets pour les multinationales et les institutions financières du monde entier.

Depuis 2000, Steward Redqueen a effectué plus de 150 études d'impact et évaluations pour des multinationales, des institutions de financement du développement, des banques et d'autres organisations dans plus de 75 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe. Ces études couvrent des sujets tels que la croissance économique, l'emploi, les émissions de gaz à effet de serre et le changement social. Grâce aux meilleures données et techniques de modélisation disponibles, elle contribue à établir une base factuelle permettant de comprendre et de gérer les impacts. Pour de plus amples informations, veuillez consulter : www.stewardredqueen.com

Steward Redqueen a effectué l'analyse des données et la modélisation économique, produit les résultats quantitatifs et préparé le récit initial du rapport. L'équipe de Steward Redqueen était dirigée par le Dr René Kim et incluait Magdalena Krzysztofik, Thomas Pons-Seguín, Tias van Moorsel et Toon Remmers.

Date de publication : novembre 2021.

Photo de couverture utilisée avec la permission de Golden Star.

Table des matières

Avant-propos	01
Sommaire	03
Faits essentiels sur la contribution sociale et économique de l'exploitation minière aurifère	05
L'exploitation minière aurifère dans le contexte mondial	08
La contribution sociale et économique de l'exploitation minière aurifère	15
La contribution au PIB	15
L'exploitation minière aurifère en proportion du PIB total	19
Accroître les recettes gouvernementales	19
Soutenir la transformation économique	21
Aide à la subsistance	25
Employer des gens	26
Augmenter les revenus des foyers	27
Lutter pour l'égalité des genres	29
Développer les compétences	32
Investir dans les communautés et contribuer aux objectifs de développement durable	33
L'exploitation minière responsable	36
Conclusion	40
Annexe 1 : Méthodes et modèle économique	41
Annexe 2 : Recueil et analyse des données	45
Annexe 3 : Définition des pays à exploitation aurifère intensive	47
Annexe 4 : Résumé des résultats par objectif de développement durable	49
Annexe 5 : Ventilation additionnelle des données	51

Pour de plus amples informations

Veuillez contacter :

Hannah Brandstaetter

Directrice du Programme ESG
hannah.brandstaetter@gold.org
+44 20 7826 4701

Peter Sinclair

Conseiller principal
Peter.sinclair@gold.org
+44 20 7826 4700

Avant-propos



La très honorable Helen Clark
Présidente du Conseil
d'administration de l'ITIE

Ce rapport est une contribution bienvenue aux données disponibles sur les industries extractives et peut jouer un rôle dans l'enrichissement du débat sur les politiques qui façonneront leur avenir.

Ce rapport instructif offre une analyse de la distribution de valeur provenant de 31 grandes entreprises d'exploitation minière aurifère dans 38 pays, dans une grande variété de milieux socio-économiques.

Parmi les pays couverts, on trouve neuf pays en voie de développement – le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, le Guyana, le Kirghizistan, le Mali, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Suriname et la Tanzanie – où l'or représente entre 21 et 80 % de la valeur des biens exportés. Ces neuf pays font également partie des 56 pays qui se sont engagés à mettre en œuvre l'ITIE, la norme mondiale pour la bonne gouvernance dans les industries extractives.

Dans ces pays en particulier, le secteur minier aurifère offre une opportunité de développement. Le rapport décrit les domaines dans lesquels ce développement potentiel peut être axé : l'emploi, la contribution aux revenus des ménages, l'investissement communautaire et le potentiel à accroître l'égalité des sexes et à développer les compétences.

Quantifier ces contributions souligne l'opportunité présentée par le développement des ressources extractives. Cela met en évidence l'importance de la bonne gouvernance, étayant le premier principe de l'ITIE, à savoir que l'utilisation prudente des ressources naturelles devrait être un moteur de croissance économique durable, contribuant ainsi au développement durable et la réduction de la pauvreté.

Bien qu'il y ait de nombreuses informations utiles dans le rapport, trois opportunités se démarquent dans les domaines où il est possible pour les gouvernements, les entreprises et la société civile de travailler ensemble afin d'améliorer la manière dont les citoyens peuvent bénéficier de l'exploitation minière aurifère. Un tel travail peut être appuyé par des plateformes multipartites, telles que l'ITIE.

En premier lieu, il faut réduire les émissions pour atteindre les cibles de l'Accord de Paris sur le climat. Avec les travaux précédents menés par le WGC sur le profil des émissions du secteur minier aurifère, le rapport montre l'énorme contribution de l'exploitation minière aurifère aux émissions mondiales, supérieure à la moyenne par rapport aux autres secteurs économiques. Il souligne le besoin urgent de prendre des mesures visant à réduire les émissions de scope 1. Il met également en relief l'opportunité de collaborer avec les gouvernements pour réduire les émissions de scope 2, qui représentent actuellement 44 % des émissions totales du secteur, au moyen de la décarbonation des réseaux d'électricité. Nous apprécions cette mise en lumière sur le profil des émissions dans l'industrie minière aurifère et exhortons les membres du WGC à travailler avec les gouvernements d'accueil pour identifier des opportunités d'intégration des projets d'énergie renouvelable dans les nouvelles opérations et celles existantes. Nous sommes prêts à collaborer avec le secteur et les gouvernements pour soutenir les groupes multipartites de l'ITIE dans la production et l'utilisation de données afin d'accompagner le débat sur ce sujet crucial.

En second lieu, le rapport met en évidence les opportunités de développer les moyens de subsistance à un niveau local. D'après le rapport, une contribution totale de 37,9 milliards de dollars est effectuée par les 31 entreprises membres du WGC dans 38 pays, tandis que dans 8 pays, cette contribution représente plus de 5 % de l'ensemble des recettes gouvernementales. L'ITIE a observé une forte demande de la part des communautés locales, qui exigeaient une plus grande transparence concernant le recueil et l'allocation des paiements infranationaux, afin de s'assurer qu'ils répondaient à leur but prévu, à savoir la contribution au développement durable local.

Dans les pays qui mettent en œuvre la norme ITIE, les exigences de divulgation couvrent ces données et sont désormais complétées par les Principes du WGC permettant une exploitation minière aurifère responsable, qui intègrent les principes de rapportage de l'ITIE dans les exigences destinées aux entreprises membres du WGC. Nous sommes impatients de voir comment leur mise en œuvre accentuera encore davantage la transparence et la gouvernance du secteur.

En troisième lieu, l'accent mis sur la diversité de genre par ce rapport est apprécié. La norme ITIE de 2019 a exigé pour la première fois des pays ITIE de faire un rapport sur les genres. Le nombre de rapports sur la diversité de la main-d'œuvre augmente ; une récente enquête a montré que 60 % des pays qui mettent en œuvre la norme ITIE publient désormais des informations désagrégées sur les genres et que les femmes composent 24 % des membres des groupes multipartites et 36 % des coordinateurs nationaux. Le rapport souligne les nettes opportunités d'accroître la représentation des femmes dans le secteur de l'exploitation minière aurifère, tout particulièrement à des postes de direction. La dynamique permettant d'y parvenir soutiendra une gouvernance plus inclusive du secteur et aura un impact sur les indicateurs de développement de manière plus générale.

Ces points de départ du progrès sont encourageants. Néanmoins, les impacts positifs abordés dans ce rapport peuvent uniquement se concrétiser en l'absence de corruption et de saisie des revenus issus des ressources par une élite. Nous exhortons par conséquent tous les membres du WGC à renouveler leur soutien aux initiatives anti-corruption, conformément à leur appui aux principes de l'ITIE, tels qu'ils sont incorporés dans les Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable.

De claires opportunités d'exercer un tel leadership existent. En septembre de cette année, un groupe d'entreprises, comprenant une société minière aurifère de premier ordre, a fait part de son soutien pour des réformes de la propriété bénéfiques, notamment la mise en place de registres publics de propriété bénéfiques. D'autres entreprises ont pris des mesures similaires afin de montrer la voie et ont divulgué les contrats miniers, reconnaissant ainsi la valeur de la publication des contrats dans la réduction des affaires frauduleuses potentielles.

Ce sont deux exemples de cas dans lesquels des entreprises sont allées au-delà des exigences légales pour promouvoir la transparence et la reddition de comptes. Des actions de ce type peuvent faire une différence dans la réduction du potentiel de corruption et dans l'amélioration du bénéfice net des flux de revenus provenant des ressources minières pour les citoyens.

Helen Clark a été Premier ministre de la Nouvelle-Zélande de 1999 à 2008 et députée au sein du Parlement de ce même pays de 1981 à 2009. Elle enseignait auparavant au sein du Département des études politiques de l'Université d'Auckland. D'avril 2009 à avril 2017, Mme Clark a été Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement et Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement. Elle continue à être extrêmement engagée dans les questions relatives au domaine du développement durable, de l'égalité des genres et du leadership des femmes à la lutte contre le changement climatique, en passant, entre autres, par les politiques sanitaires et antidrogue, la transparence du gouvernement, la paix et la justice.

Sommaire

L'exploitation minière aurifère se pratique sur tous les continents à l'exception de l'Antarctique, souvent dans des régions éloignées et pauvres disposant de peu d'infrastructures ou d'activités économiques alternatives. Ce rapport factuel tente de montrer la mesure dans laquelle l'exploitation minière aurifère peut venir en aide au développement économique des communautés locales et des économies nationales. Cette recherche montre clairement qu'une mine d'or, si elle fonctionne de manière responsable et dans le cadre d'un régime réglementaire bien régi, peut engendrer des bénéfices sociaux et économiques importants et durables pour les communautés et pays d'accueil.

Ce rapport fournit des perspectives quantitatives sur la manière dont les entreprises membres du World Gold Council (WGC) contribuent au développement économique et améliorent les moyens de subsistance aux niveaux mondial, national et des communautés locales. Le rapport vise à contribuer à la recherche et à l'analyse afin d'informer et d'approfondir la discussion continue portant sur les avantages globaux de l'exploitation minière aurifère et d'envisager comment ces avantages peuvent être distribués, soutenus et maintenus de manière efficace.

Ce rapport se base sur les données 2020 provenant de 122 exploitations et 81 sites non opérationnels de 31 des 33 entreprises membres du WGC réparties dans 38 pays. Les données doivent être abordées avec une grande réserve : il s'agit d'un aperçu sur un an. L'exploitation minière aurifère est, par nature, une activité se déroulant sur plusieurs années, impliquant de fortes dépenses en capital initiales, de longs délais et des retours incertains. Bien que 2020 se soit avérée une année de défis sans précédents en raison de la pandémie de COVID-19, l'industrie aurifère s'en est bien tirée, confortée par un prix de l'or qui a atteint des niveaux record, et avec des opérations qui ont continué de fonctionner en grande partie, quoique sous des protocoles sanitaires rigoureux.

Dans ce contexte, les entreprises membres du WGC ont produit 34,5 millions d'onces d'or et ont été en mesure d'apporter

près de 38 milliards de dollars directement et indirectement aux pays d'accueil. De nombreux secteurs ont été fermés ou fortement réduits durant la pandémie, entraînant des difficultés économiques pour de nombreuses nations et des millions de personnes. Le fait que l'industrie minière a été largement en mesure de continuer à fonctionner a signifié que la contribution sociale et économique du secteur – notamment les paiements substantiels d'impôts et de redevances aux gouvernements – a été encore plus mise en lumière et très bien accueillie, tout particulièrement par les gouvernements qui subissaient les contrecoups de la crise fiscale causée par la pandémie.

La contribution du secteur aux recettes gouvernementales n'a constitué qu'une infime partie des avantages globaux générés. Comme le souligne ce rapport, de larges sommes ont été versées sous forme de paiements aux fournisseurs, aux employés, aux communautés et aux populations autochtones, ce qui a également contribué aux retombées économiques qui accompagnent ce type d'activité industrielle à grande échelle. Ces multiplicateurs sont particulièrement importants étant donné l'emplacement éloigné de nombreuses exploitations minières aurifères et le manque fréquent d'activité économique alternative notable. Les avantages moins quantifiables comprennent également le développement des compétences, l'amélioration des moyens de subsistance, une meilleure égalité entre les hommes et les femmes et une transformation économique avancée.

Le rapport souligne les points suivants :

- En 2020, les entreprises membres du WGC ont payé directement 8,7 milliards de dollars à leurs employés sous forme de salaire et 7,6 milliards de dollars d'impôts aux gouvernements de 38 pays d'accueil.
- De plus, des paiements directs d'un montant de 26 milliards de dollars ont été effectués par le biais d'approvisionnements nationaux qui, lorsqu'ils sont passés par notre modèle économique, se traduisent en 21,6 milliards de dollars de valeur ajoutée aux fournisseurs locaux. Additionnés aux 16,3 milliards de dollars de salaires et d'impôts, cela signifie qu'un total de 37,9 milliards de dollars a contribué au PIB de ces 38 pays.
- Une grande part de la valeur créée reste dans le pays : pour chaque dollar de production d'or, 63 % au moins finit en salaires, en impôts ou en revenu pour les propriétaires d'entreprises locales dans les pays d'accueil (ce pourcentage peut être plus élevé : il existe des limites dans les données qui ne permettent pas d'identifier l'emplacement géographique de tous les récipiendaires de l'argent distribué).
- Pour chaque dollar dépensé en importations, ce sont près de cinq dollars qui ont été dépensés en approvisionnement dans les pays d'accueil.
- En 2020, la contribution au PIB des entreprises membres du WGC et de leurs chaînes logistiques dans les pays qui dépendent fortement de l'exploitation minière aurifère était comparable à la valeur de l'aide publique au développement que ces pays reçoivent.
- En 2020, les entreprises membres du WGC ont employé directement près de 200 000 personnes et soutenu 1,2 million d'emplois supplémentaires par le biais de leurs fournisseurs locaux. Ces quelques 1,4 million d'emplois ont entraîné près de 700 000 emplois supplémentaires dans les économies des pays d'accueil. En d'autres termes, chaque emploi dans l'industrie minière aurifère vient en appui à six autres, ou à près de dix si l'on prend en compte les emplois induits.
- Le fort accent mis ces dernières années par les entreprises membres du WGC sur les¹ embauches locales a débouché sur des résultats concrets, les employés locaux représentant 95 % de la main-d'œuvre, réduisant de moitié le pourcentage des expatriés en son sein (de 10 % à 5 %) sur les 7 dernières années.

- Les employés évoluant dans le secteur de l'exploitation minière aurifère sont bien payés. Les salaires dans les entreprises membres du WGC sont en moyenne six fois supérieurs à la moyenne nationale.
- Selon les estimations, 17,3 % de la main-d'œuvre des entreprises membres du WGC sont des femmes, un pourcentage qui a fortement augmenté au cours des dernières années mais qui est toujours indiscutablement bas (même s'il est supérieur à la moyenne de 5 à 10 % du secteur minier dans son ensemble).
- Le secteur continue d'évoluer et d'améliorer ses performances ESG, comme le reflète l'adoption des Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable par l'ensemble des entreprises membres du WGC et plusieurs autres mineurs d'or de premier plan. En 2020, les entreprises membres du WGC ont versé 437,8 millions (mn) de dollars aux communautés et aux groupes autochtones et ont continué à contribuer à faire avancer les Objectifs de développement durable de l'ONU.
- En matière de changement climatique, le secteur aurifère est actuellement une industrie qui génère plus d'émissions que la moyenne, mais il existe un chemin crédible vers la décarbonation afin de s'aligner sur les cibles de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C de l'Accord de Paris.

Alors que les attentes internationales en matière de performance environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) continuent de croître, mues par les défis sociétaux tels que le changement climatique, les inégalités et la pandémie de COVID-19, des efforts soutenus seront nécessaires pour combler les écarts existants. Les entreprises minières aurifères fournissent des opportunités de transformer la richesse minérale en le développement socio-économique des communautés d'accueil où elles opèrent. Cependant, saisir ces opportunités nécessite une coopération active et étroite avec les communautés et les gouvernements au sein des pays d'accueil.

1 Pour les besoins de ce rapport, local signifie dans un pays donné.

Faits essentiels sur la contribution sociale et économique de l'exploitation minière aurifère

Lorsqu'elle est entreprise de manière responsable, l'exploitation minière aurifère contribue très fortement au développement social et économique des communautés et des pays d'accueil. Dans cette section, nous énumérons un certain nombre de faits essentiels et d'approches permettant d'y parvenir.

Fait n° 1. L'exploitation minière aurifère crée des emplois locaux bien payés dans les pays où elle est présente.

Les entreprises minières aurifères créent des emplois locaux, à la fois directement et indirectement. Nos données montrent qu'en 2020, les 31 entreprises membres du WGC incluses dans cette étude ont directement employé près de 200 000 personnes. Le nombre d'emplois variera au fil du temps en fonction de l'étape où se trouve la mine et des niveaux de production. Le nombre diffère également en fonction de la taille de l'exploitation minière et de son type (carrière à ciel ouvert ou souterraine). Ces emplois sont bien payés et représentent, en moyenne, six fois le salaire national moyen. 95 % des personnes qui travaillent sur les sites miniers de nos entreprises membres sont des citoyens du pays où elles opèrent, les 5 % restants étant des expatriés. De plus, l'exploitation minière aurifère engendre bien plus d'emplois indirects dans l'économie au sens large. Nos membres sont venus en appui à 1,2 million d'emplois au travers de leurs fournisseurs locaux. La réaffectation des salaires perçus dans la chaîne logistique aurifère a soutenu 700 000 emplois supplémentaires dans l'économie au sens large. Les mineurs responsables du secteur aurifère reconnaissent les avantages mutuels de s'intégrer autant que possible à l'économie locale, en ayant recours aux personnes et aux chaînes logistiques locales. Cela appuie leur « permis d'opérer » tout en permettant à la communauté de bénéficier du développement économique et social de la mine.

Fait n° 2. L'exploitation minière aurifère génère des recettes fiscales précieuses dans les pays où elle est présente.

Les entreprises minières aurifères contribuent fortement aux recettes gouvernementales des pays d'accueil. Dans de nombreux pays en voie de développement à faible revenu, ces impôts et redevances constituent une proportion non négligeable de l'assiette fiscale nationale, permettant aux domaines miniers et non miniers de bénéficier de la dotation minérale d'un pays. En 2020, les entreprises membres du WGC ont payé 7,6 milliards de dollars d'impôts à leurs gouvernements d'accueil sous la forme d'impôt sur les sociétés, de cotisations salariales, d'autres taxes et de redevances. Ces paiements sont régis par les régimes fiscaux et les accords d'exploitation auxquels les entreprises doivent se conformer afin d'accéder à un dépôt minéral. En outre, les entreprises membres du WGC suivent des normes réglementaires strictes en matière de pratiques anti-corruption, de codes de déontologie et de divulgations financières. Il est encourageant de constater que de nombreuses juridictions minières aurifères montrent des signes de meilleure gouvernance, ce qui est vital pour garantir que les recettes fiscales bénéficient aux citoyens du pays. De grandes entreprises minières aurifères ont été au premier rang de la mise en place de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), une norme mondiale pour la promotion de la transparence et de la reddition de comptes dans les industries minières et énergétiques.



Image utilisée avec la permission de Golden Star.

Fait n° 3. Les mineurs du secteur aurifère génèrent des avantages durables pour les communautés locales.

Opérer une exploitation « enclavée » isolée de la communauté locale n'est pas une option viable pour quelque entreprise minière aurifère que ce soit. Pour réussir, elle doit faire exactement le contraire : rallier du soutien et générer des avantages durables pour les personnes et les communautés locales. Pour cela, il faut bâtir des relations et instaurer la confiance. Les entreprises minières aurifères agissent de plus en plus comme des partenaires dans le développement, contribuant à transformer la richesse minérale en un moyen de faire progresser le développement humain. Les mines d'or offrent des opportunités et font office de moteur de croissance économique, tout particulièrement dans les endroits plus pauvres et plus reculés où il y a souvent peu de possibilités alternatives d'activité économique et d'évolution de la communauté. Comme le montre ce rapport, en 2020, les entreprises membres du WGC ont dépensé 437,8 millions de dollars en investissements communautaires, ce qui représente, en moyenne, plus de 14 millions de dollars par compagnie. Cela s'ajoute aux 7,6 milliards de dollars d'impôts payés pouvant être utilisés par les gouvernements, par exemple pour améliorer les services publics, l'éducation, les soins de santé et les infrastructures. Les entreprises minières aurifères travaillent de plus en plus main dans la main avec les gouvernements locaux et régionaux lors de la priorisation, la planification et la mise en œuvre d'initiatives de développement socio-économique, et ces partenariats entraîneront plus de progrès.

Fait n° 4. L'exploitation minière aurifère à grande échelle est fortement réglementée et son fonctionnement fait l'objet de contrôles gouvernementaux rigoureux.

L'exploitation minière aurifère n'a lieu qu'avec l'approbation officielle du gouvernement d'accueil. Dans la plupart des régions, avant qu'une mine puisse être construite, l'entreprise doit effectuer une Évaluation sur l'impact environnemental et social (EIES) – un processus qui prend souvent plusieurs années – comprenant des études de référence et de compromis détaillées dans une grande variété de domaines environnementaux et sociaux, ainsi que des consultations poussées et le développement de plans d'atténuation avec la communauté touchée. L'EIES est ensuite examinée par les régulateurs et soumise à l'approbation du gouvernement. Le niveau général des EIES est désormais extrêmement exigeant, incorporant généralement un large ensemble de considérations, notamment la gestion de l'eau, des résidus, la biodiversité et les droits des autochtones. Cela contraste fortement avec l'exploitation minière aurifère artisanale et à petite échelle (ASM) qui, même si elle fournit des moyens de subsistance à des millions de personnes, est souvent effectuée de manière informelle (ou illégale) et très mal réglementée. En conséquence, l'ASM est malheureusement souvent associée aux conflits sociaux, aux mauvaises normes en matière de sécurité, aux violations des droits humains et du travail, au travail des enfants, à la dégradation environnementale et à l'exploitation par le crime organisé.

Fait n° 5. Les pays et les communautés bénéficient bien plus de l'exploitation minière aurifère maintenant que par le passé.

Bien qu'historiquement, les opérations minières n'aient pas toujours donné lieu à des améliorations dans le développement humain et social, alors que les normes et les attentes en matière d'exploitation minière évoluent, les gouvernements et les entreprises minières sont beaucoup plus susceptibles d'insister sur l'application de protocoles environnementaux, sociaux et de gouvernance rigoureux comme condition pour pouvoir opérer. Celles qui ne suivent pas des normes élevées en matière de pratiques opérationnelles et ESG sont peu susceptibles de réussir à long terme. Les entreprises savent parfaitement que l'exploitation responsable est synonyme de bonne pratique. On s'attend à ce que les avantages de l'exploitation minière aurifère soient partagés équitablement entre les différents groupes multipartites et tout particulièrement, comme nous le montrons dans ce rapport, avec les acteurs du pays, notamment les employés et les fournisseurs, les communautés et les gouvernements locaux. En 2020, l'exploitation minière aurifère a ajouté un total de 37,9 milliards de dollars au PIB des 38 pays d'accueil. Pour chaque dollar de production d'or, 63 % au moins finit en salaires, en impôts ou en revenu pour les propriétaires d'entreprises locales dans les pays d'accueil. Les entreprises minières aurifères appuient également la transformation économique des pays au travers de l'approvisionnement local et du transfert des compétences, en contribuant notamment à améliorer la gouvernance des ressources.

Fait n° 6. Les entreprises minières aurifères opèrent selon des normes environnementales ou sociales très responsables.

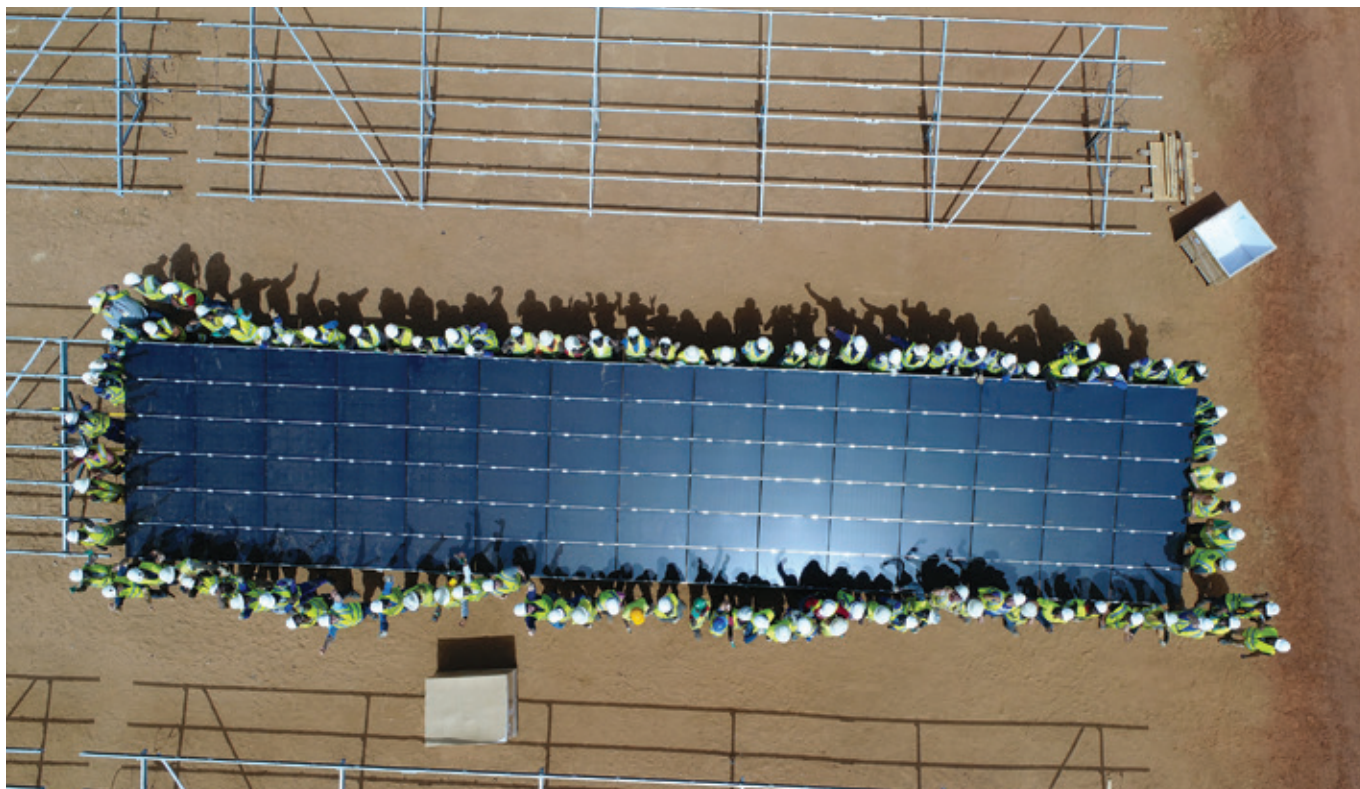
Les entreprises minières aurifères responsables se sont engagées à appliquer des normes environnementales et sociales strictes, non seulement parce qu'il s'agit de la bonne chose à faire, mais aussi, essentiellement, parce qu'il est reconnu que cela permet de réduire leurs risques, de renforcer le soutien des gouvernements d'accueil et des communautés locales et que cela étaye la performance opérationnelle et financière à long terme d'une compagnie. En 2019, en collaboration étroite avec ses membres et à la suite d'une période de consultation exhaustive, le WGC a lancé les *Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable*, un cadre qui expose clairement ce qui constitue une exploitation minière aurifère responsable. Ces principes, au nombre de 51, parlent de tous les problèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance matériels touchant le secteur de l'exploitation minière aurifère. Le statut de la mise en place doit faire l'objet d'un rapport public et sa conformité est soumise à l'assurance d'experts indépendants. La conformité à ces principes est obligatoire pour les membres du WGC et un certain nombre d'entreprises minières aurifères ont également décidé de les mettre en œuvre afin de prouver à leurs parties prenantes qu'elles exploitent leurs mines de manière responsable. Les Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable, et les autres codes relatifs à l'exploitation minière responsable, reflètent un profond engagement de la part de l'industrie minière d'opérer de manière responsable.

Fait n° 7. L'exploitation minière aurifère a un chemin crédible vers la neutralité carbone.

L'exploitation minière aurifère à large échelle contribue aux émissions de gaz à effet de serre, bien que les estimations de 2019 suggèrent que sa part aux émissions mondiales totales de carbone représente 0,2 %.² Quasiment toutes les émissions se produisent au sein du processus minier et la majorité de ces dernières sont liées à la production ou à l'achat d'électricité. Cela signifie que si le secteur minier aurifère peut être décarboné, l'intégralité de la chaîne logistique de l'or le sera également. De plus, les nouvelles indiquent qu'il existe de nombreuses opportunités de le faire. En plus de s'efforcer d'utiliser l'énergie de manière plus efficace, l'industrie minière aurifère cherche à réduire les sources d'énergie carbone, notamment en adoptant massivement l'énergie renouvelable. Un nombre croissant d'exemples démontrent que la fourniture d'une électricité propre à une mine bénéficie également aux communautés environnantes. Notre analyse montre que les mineurs du secteur aurifère ont un chemin crédible et rentable d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 conformément à l'Accord de Paris.

Fait n° 8. L'or est un métal unique et apprécié qui contribue positivement à la société.

L'or est un métal précieux unique qui possède une valeur émotionnelle, culturelle, fonctionnelle et financière. Il est acheté dans le monde entier pour une diversité de raisons, influencées par l'utilité, les facteurs socio-culturels, les conditions du marché local ou les moteurs macro-économiques au sens large. L'or est de plus en plus utilisé dans une large gamme d'applications technologiques, des téléphones portables aux kits de dépistage médicaux, en passant par les airbags des véhicules. L'or est l'actif recyclé suprême, tout l'or ayant été extrait jusqu'à présent étant pratiquement toujours en existence sous une forme ou une autre. Cependant, tant qu'il y aura de l'or dans le sol et qu'il possèdera une si grande valeur, il continuera d'être exploité. Cela est tout particulièrement le cas dans les pays en voie de développement, où les ressources en or sont considérées comme une source essentielle d'opportunité économique et de croissance. Pour l'heure, il est essentiel que l'or soit extrait d'une manière qui en fasse un véritable « moteur de développement ». Comme le démontre ce rapport, les mineurs d'or responsables créent des emplois pour les citoyens du pays, contribuent à construire des infrastructures et soutiennent les communautés locales, tout en payant des impôts et des redevances conséquents. L'exploitation minière responsable devrait être encouragée comme moyen d'appuyer le développement social et économique.



Installation de panneaux solaires à Essakane (Burkina Faso). Image utilisée avec la permission de IAMGOLD.

² www.woodmac.com/press-releases/gold-miners-on-track-to-align-with-2c-climate-target-by-2030/

L'exploitation minière aurifère dans le contexte mondial

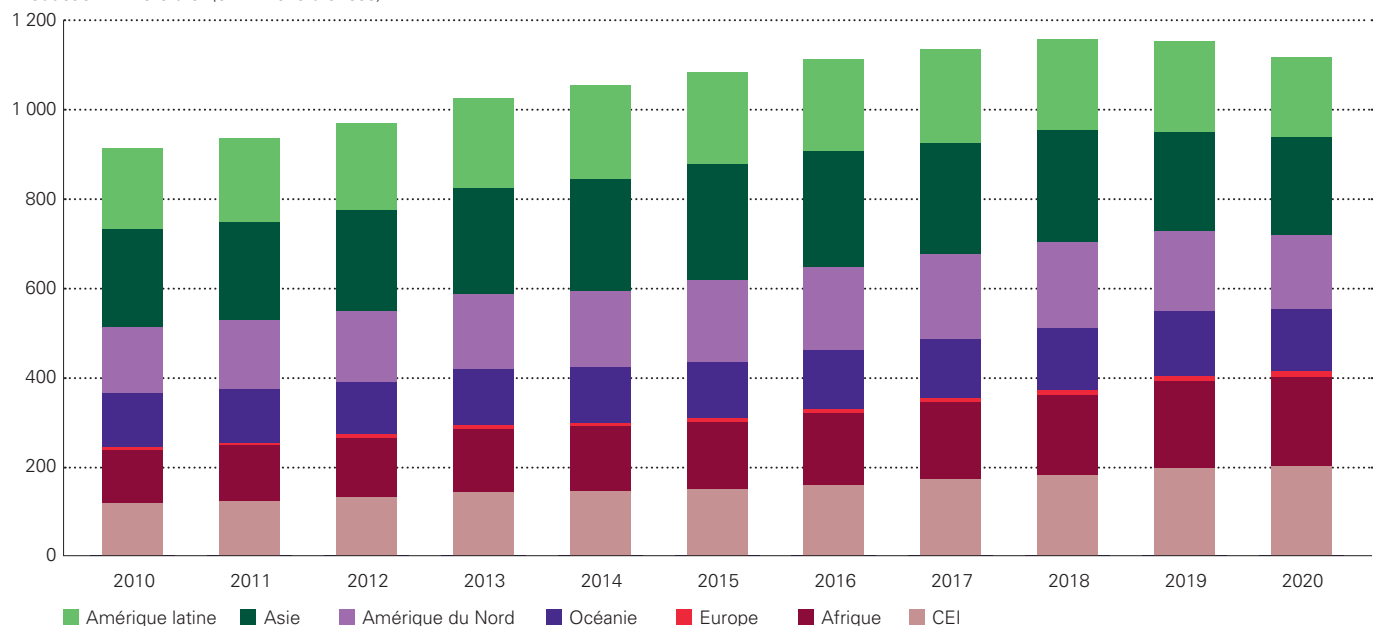
Cette section fournit un aperçu du secteur aurifère en matière de production mondiale, de la manière dont l'exploitation minière à grande échelle (LSM) diffère de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM) et de la façon dont les pays miniers aurifères peuvent être catégorisés en fonction de l'importance de l'exploitation minière aurifère pour leur économie.

1. L'exploitation minière à large échelle (LSM) est responsable d'environ 80 % de l'ensemble de la production d'or nouvellement extraite. Les membres du WGC représentent quasiment 40 % de l'exploitation minière à grande échelle.

2. En 2020, les membres du WGC ont produit 34,5 millions d'onces d'or, 29 % de cette quantité provenant des pays à plus faible revenu et 22 % des économies des pays à exploitation aurifère intensive.

Graphique 1 : Production minière d'or (en millions d'onces troy) par région sur la période 2010–2020³

Production minière d'or (en millions d'onces)



Source : Metals Focus, World Gold Council

³ Il y a 32 151 onces troy d'or dans une tonne métrique.

L'exploitation minière aurifère est une activité mondiale qui est devenue de plus en plus diversifiée géographiquement, aucune région en particulier ne dominant la production (**Graphique 1**). En 2020, la Chine a produit quasiment 11 % de la production mondiale, suivie de très près par la Russie (10 %) et l'Australie (9 %).⁴

Entre 2010 et 2018, la production d'or a augmenté de 22 %, la croissance provenant principalement de la croissance de la production en Afrique et dans la Communauté des États Indépendants (CEI). Depuis 2018, il y a eu une légère baisse, un signe que de nombreuses mines existantes s'appauvrissent et que peu de nouvelles mines apparaissent. En 2020, la production a été tout d'abord réduite en raison des restrictions associées à la pandémie de COVID-19, bien que cela n'ait pas eu d'impact majeur sur la production de fin d'année dans la plupart des pays.

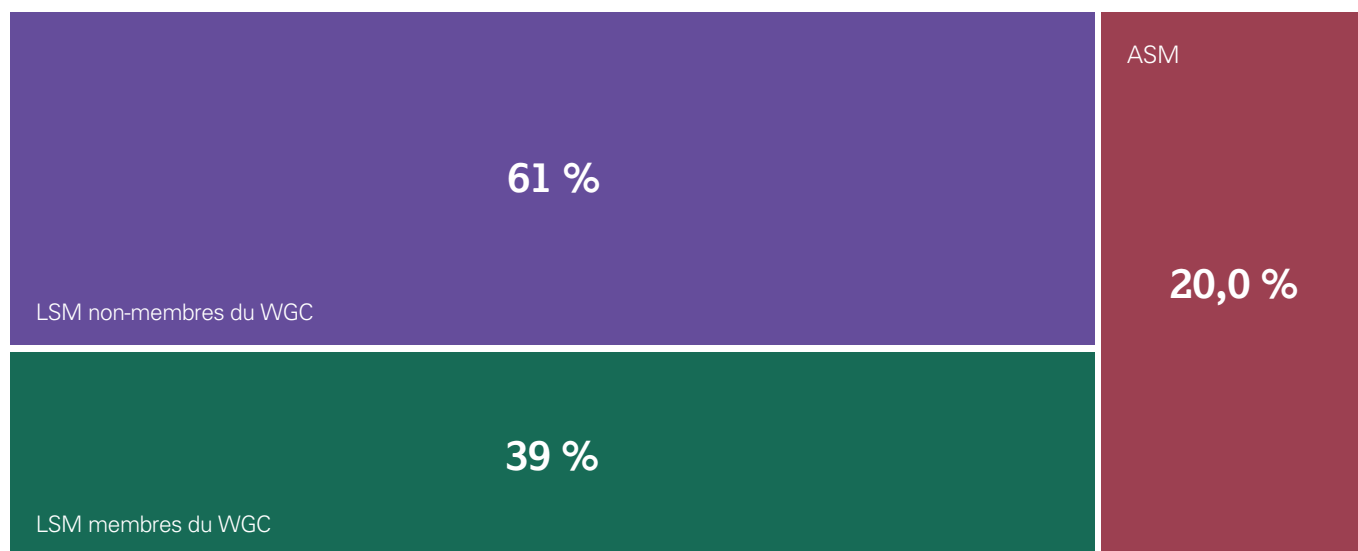
L'exploitation minière à grande échelle est responsable d'environ 80 % de la production d'or nouvellement extraite dans le monde, l'ASM composant les 20 % restants (voir **Graphique 2**).⁵ Les membres du WGC représentent quasiment 40 % de la production d'or provenant de l'exploitation minière à grande échelle.

L'exploitation minière à large échelle (LSM) par rapport à l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM)

L'exploitation minière à large échelle nécessite un fort investissement de départ, bien avant le début de la production ou l'obtention d'un RSI, ainsi que des investissements soutenus supplémentaires, souvent sur de longues périodes. Elle est généralement régie par des contrôles réglementaires, des permis et des inspections stricts qui incluent des exigences rigoureuses en matière d'opération, et qui sont soumis à des normes de performance dans des domaines tels que la santé et la sécurité ainsi que la gestion des impacts environnementaux et sociaux.

L'ASM, au contraire, nécessite beaucoup de main-d'œuvre et a généralement recours à des méthodes de production relativement simples. Elle fournit des moyens de subsistance à des millions de personnes mais a souvent lieu en dehors de structures juridiques officielles. Cela présente par conséquent un certain nombre de dangers, notamment des risques et des problèmes majeurs en matière de santé et de sécurité en lien avec l'utilisation du mercure, y compris la pollution de l'eau (le mercure n'est pas utilisé dans l'exploitation minière à large échelle). En raison d'une faible surveillance réglementaire, l'ASM est souvent associée aux violations des droits humains et du travail, aux activités des groupes criminels organisés dans certaines régions et aux mauvaises pratiques environnementales et en matière de sécurité.

Graphique 2 : Part de la production mondiale d'or en 2020



Source : World Gold Council⁶

4 Des données plus détaillées pour chaque pays sont disponibles dans la carte de l'exploitation minière aurifère interactive fournie par le WGC sur www.gold.org

5 www.planetgold.org/tackling-challenges-interface-between-large-scale-and-artisanal-and-small-scale-mining. Bien qu'il soit difficile de quantifier exactement la production provenant de l'ASM.

6 La production provenant de l'ASM est difficile à quantifier exactement. En raison de la nature informelle du secteur, les volumes de production ne sont pas consignés dans les comptes officiels. Le chiffre de 20 % est une estimation largement acceptée.

Graphique 3 : Emplacement des mines des membres du WGC

- Sites miniers producteurs
- Sites non-producteurs

Source : World Gold Council



28 entreprises membres du WGC
3 entreprises membres de redevance/streaming

Mines productrices	Sites non-producteurs	Répartis dans
112	81	38
		pays

Portée du rapport

Les données utilisées pour compiler ce rapport comprennent :

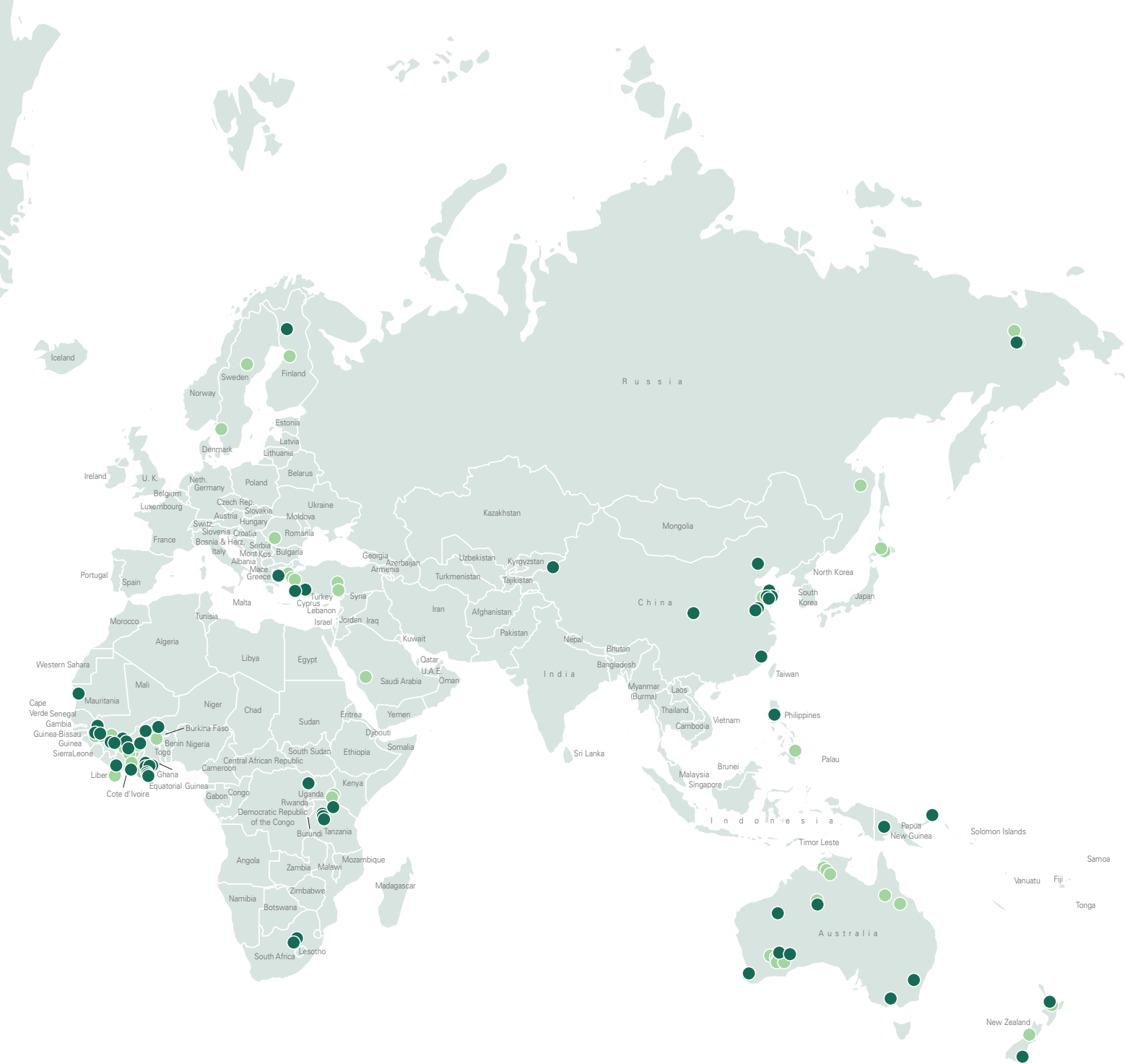
- 28 entreprises membres du WGC qui produisent 34,5 millions d’onces d’or ;
- 3 entreprises membres de redevance/streaming ;⁷
- 112 mines productrices et 81 sites non-producteurs (y compris les sièges sociaux) répartis dans 38 pays (voir **Graphique 3**).⁸

Hors de portée

- Or produit par les non-membres du WGC, ASM et or provenant de sources recyclées.

L’importance des ressources naturelles en général, et de l’exploitation minière aurifère en particulier, varie grandement entre les 38 pays couverts par ce rapport. En adaptant la méthodologie du Conseil international des mines et des métaux (ICMM),⁹ et en utilisant les données accessibles au public, nous avons classé les 38 pays en trois groupes :

7 Les entreprises de redevance/streaming fournissent un financement initial aux entreprises minières en échange d’une redevance ou du droit d’acheter tout ou partie de la production de la compagnie minière. Les données du siège social ont été utilisées pour ces entreprises.
 8 Les entreprises membres peuvent avoir une présence non-productrice (p. ex. projet de prospection, site minier fermé ou bureau régional) dans des pays qui ne sont pas couverts dans ce rapport. Cependant, tous les pays dans lesquels des entreprises membres produisent de l’or y sont inclus.
 9 Nous adaptons la méthodologie utilisée par l’ICMM pour capturer l’importance économique des activités d’exploitation minière et aurifère dans un pays. Une description plus détaillée de la méthodologie est fournie dans l’**Annexe 3**.



1. **Pays à exploitation aurifère intensive** – où une part notable des exportations provient de l'exploitation minière aurifère ;
2. **Pays à exploitation minière intensive** – où une part notable des exportations du pays provient de l'exploitation minière, et non pas nécessairement de l'exploitation minière aurifère ;
3. **Pays à exploitation minière non intensive** – où une part relativement faible des exportations du pays provient de l'exploitation minière aurifère.

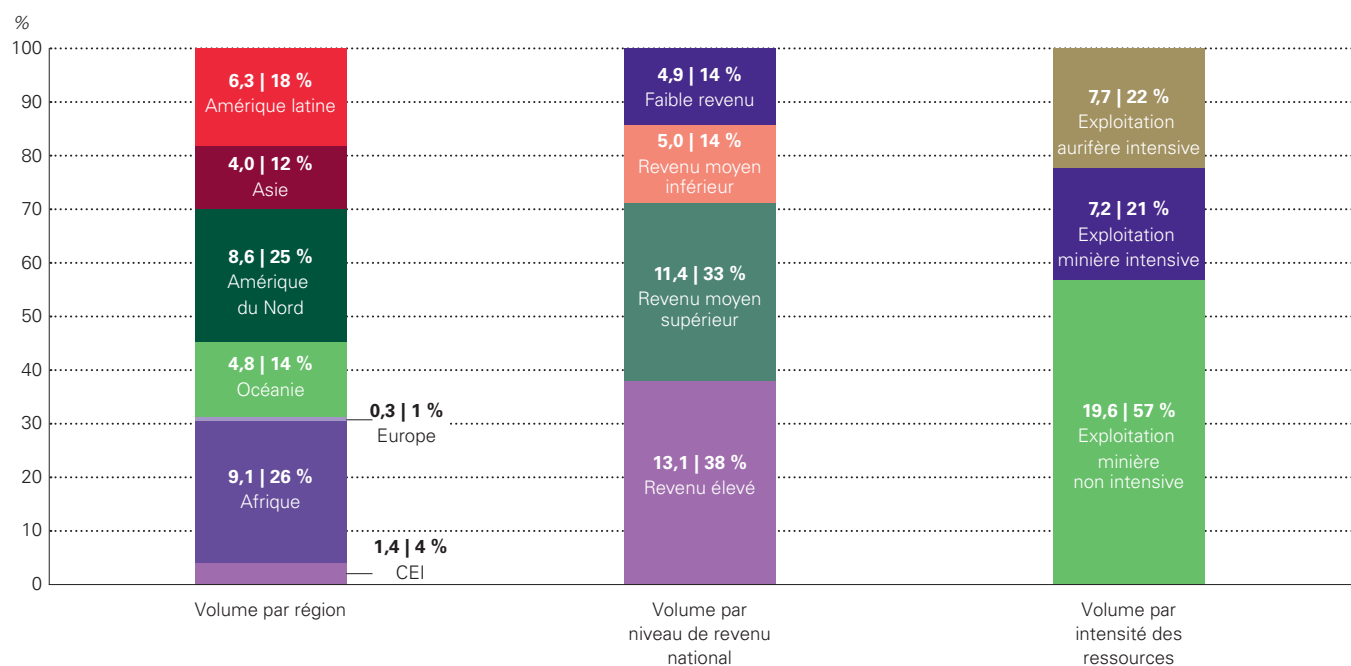
Il y a neuf pays à exploitation aurifère intensive couverts dans ce rapport : le Mali, le Suriname, la Guinée, le Burkina Faso, le Guyana, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Ghana, le Kirghizistan et la Tanzanie, pays dans lesquels l'or constitue plus de 20 % des exportations totales (voir l'**Annexe 3** pour de plus amples informations sur la manière dont ces catégories sont définies).

Dans le **Graphique 4**, nous répartissons les 34,5 millions d'onces d'or produits en 2020 par les membres du WGC par niveau de revenu national et intensité de l'exploitation minière ou aurifère. Cela révèle que :

- Plus de 70 % de la production des entreprises membres du WGC a lieu dans les pays à revenu moyen supérieur et ceux à revenu élevé ;

- Les pays à exploitation aurifère intensive ont produit 7,7 millions d'onces d'or, soit 22 % de l'ensemble de la production couverte dans ce rapport ;
- Bien que la majeure partie de la production d'or du WGC provienne des pays à revenu plus élevé, la pertinence de la production d'or pour les économies des pays à plus faible revenu est bien plus importante.

Graphique 4 : Répartition des 34,5 millions d'onces de la production d'or par les membres du WGC par région,¹⁰ niveau de revenu national et intensité de l'exploitation minière ou aurifère



¹⁰ Les données relatives à l'Amérique du Nord incluent le Canada et les États-Unis. Le Mexique est compris dans l'Amérique latine.

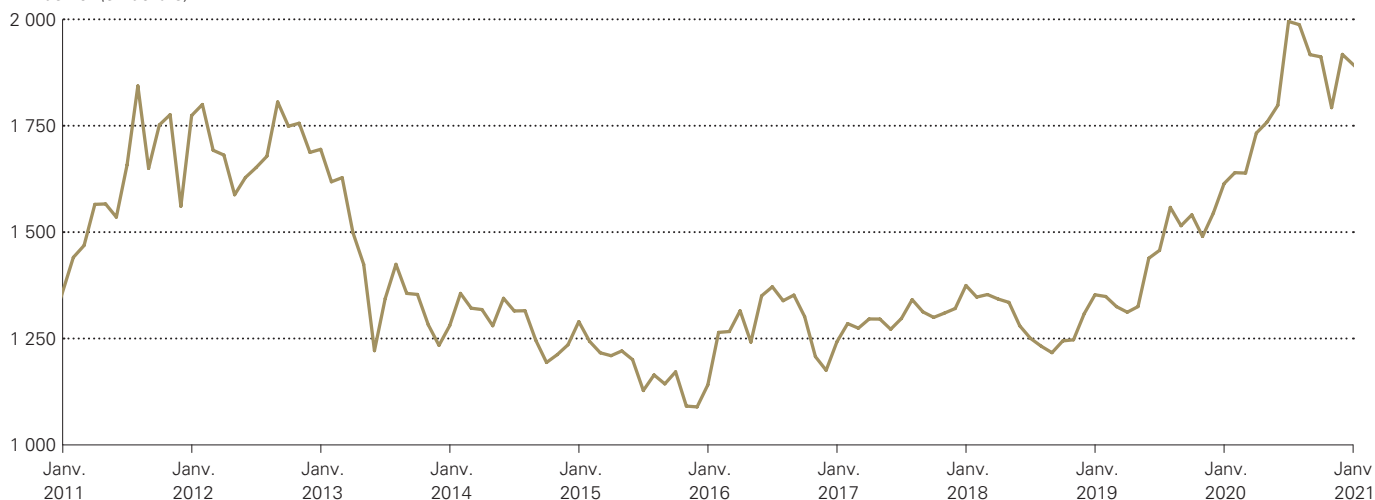
Le prix de l'or et le cycle de vie d'une exploitation minière

Lorsque l'on parle d'exploitation minière, il est également important de réfléchir au cycle de vie d'une mine. Les données recueillies aux fins de cette étude datent de 2020. En conséquence, elles reflètent les forts prix de l'or observés au cours de cette année-là, qui ont engendré des revenus bien plus importants pour les mineurs du secteur aurifère que lors des années précédentes. En août 2020,

l'or a atteint un niveau record de 2 067,15 dollars l'once¹¹, soit 27 % au-dessus de la moyenne observée aux cours des dix années précédentes (**Graphique 5**). Cependant, cela n'a pas entraîné une augmentation matérielle des niveaux de production d'or car, comme nous l'avons mentionné dans notre introduction, la production d'or n'a pas été matériellement affectée par la pandémie de COVID-19. L'ouverture d'une nouvelle mine prend 10 à 20 ans, en incluant l'obtention de la permission et la phase de construction, et il n'est donc pas viable d'accroître la production à court terme lorsque le prix de l'or augmente.

Graphique 5 : Prix de l'or en dollars de janvier 2011 à janvier 2021

Prix de l'or (en dollars)



Sources : FastMarkets, ICE Benchmark Administration, Thomson Reuters, World Gold Council

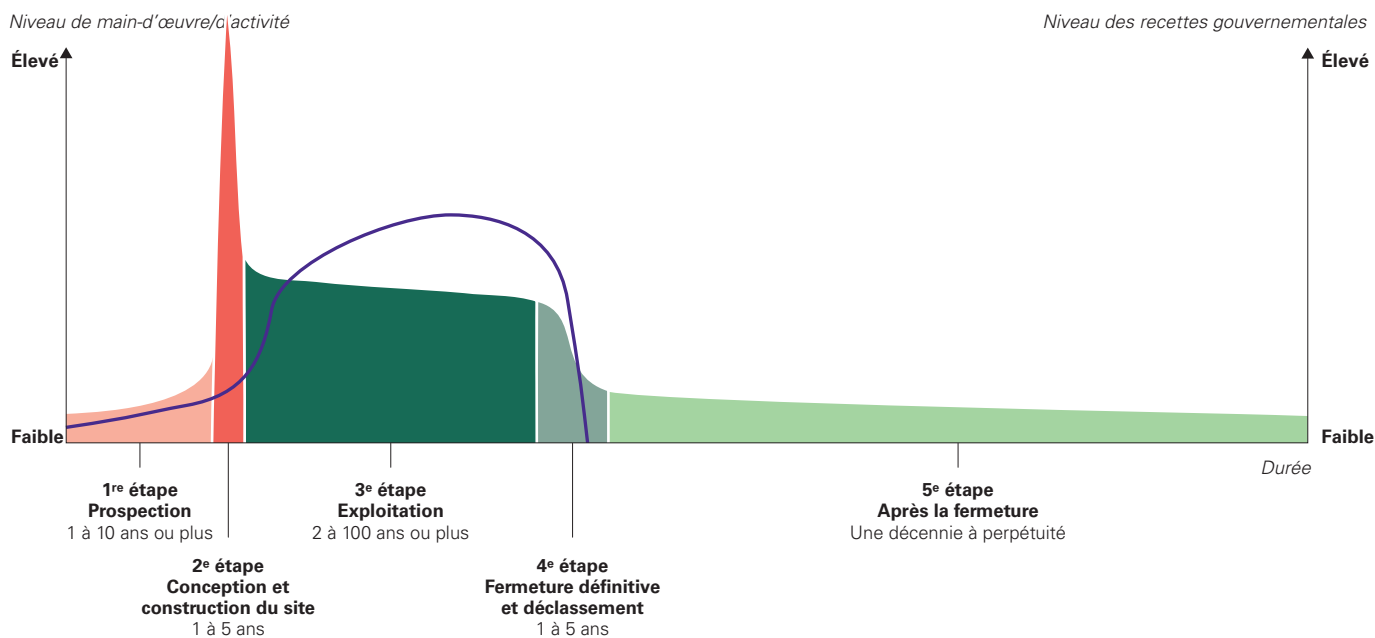
11 Basé sur le LBMA Gold Price PM au 6 août 2020.

Le cycle de vie d'une mine d'or

Le diagramme de l'ICMM ci-dessous (**Graphique 6**) montre une représentation stylisée du cycle de vie type d'une mine, illustrant les niveaux de travail/d'activité et les contributions aux recettes gouvernementales. Pour la mine type, les flux de trésorerie sont positifs pendant la phase d'exploitation uniquement (3^e étape), lorsque le revenu provenant de la production moins le coût de production est positif. Afin de rendre l'investissement global économiquement viable, ces flux de trésorerie positifs durant les opérations doivent également couvrir les coûts des quatre autres étapes (1, 2, 4 et 5), lorsque le revenu est de zéro et que les flux de trésorerie sont négatifs.

Le niveau des dépenses durant ces quatre étapes non génératrices de revenu reproduit les niveaux de travail et d'activité observés dans le graphique, avec un pic notable durant la conception et la construction du site, les coûts diminuant après le déclassement. Ce contexte est important, car les données du rapport représentent un aperçu dans le temps pendant l'étape d'exploitation (4) et le « résidu » illustré dans le **Graphique 8** ne prend pas en compte les autres coûts qui doivent être couverts durant les étapes non opérationnelles.

Graphique 6 : Cycle de vie d'une mine d'or



Profil stylisé des contributions aux recettes gouvernementales (axe de droite)

Source : ICMM, The Role of Mining in National Economies (Le rôle de l'exploitation minière dans les économies nationales)

La contribution économique de l'exploitation minière aurifère

Dans cette section, la contribution économique des membres du WGC à l'économie des nations d'accueil est décrite, se concentrant sur leur contribution au PIB et aux recettes gouvernementales, ainsi que la manière dont ils appuient la transformation économique des pays d'accueil. Les points principaux incluent :

1. **Une large part de la valeur créée reste dans le pays** : sur les 60,1 milliards de dollars de revenus issus de la production d'or par les entreprises membres du WGC, **37,9 milliards de dollars (soit 63 %) ont contribué au PIB des pays d'accueil**. Cela équivaut à près de 1 100 dollars de valeur ajoutée locale pour chaque once d'or produite.
2. **La contribution de l'exploitation minière aurifère est considérable, tout particulièrement dans les pays en voie de développement plus petits, où elle correspond approximativement au montant de l'aide publique au développement (APD)**. Les membres du WGC soutiennent plus de 3 % du PIB dans cinq des 38 pays à travers leurs opérations minières, et dans 8 pays, ils financent plus de 5 % de l'ensemble des recettes gouvernementales.
3. **L'impact du secteur va bien au-delà de l'exploitation minière aurifère directe**. Les membres du WGC contribuent à la transformation économique de leurs pays d'accueil en augmentant la productivité des secteurs existants, en promouvant les investissements publics et privés et en contribuant à appuyer la bonne gouvernance des revenus.

La contribution au PIB

Les membres du WGC et leurs chaînes logistiques (y compris les entrepreneurs sur place) créent des emplois et génèrent des revenus dans les pays d'accueil où ils opèrent. Ces impacts peuvent être quantifiés en retraçant les flux de capitaux provenant des entreprises membres du WGC. Le **Graphique 7** l'illustre schématiquement. L'impact direct inclut le versement des salaires aux employés et le paiement d'impôts et de redevances aux gouvernements. Les impacts indirects incluent l'achat de biens et de services auprès d'entreprises locales,¹² qui, en retour, dépensent de l'argent auprès de leurs fournisseurs, et ainsi de suite. Toutes les entreprises présentes dans la chaîne logistique emploient des gens, versent des salaires, paient des impôts et génèrent des revenus commerciaux. En retraçant les paiements encore plus loin, tous les salaires directs et indirects versés dans le pays d'accueil sont dépensés en biens et en services. Bien que cela ne crée pas de nouveaux revenus nets, cela appuie l'emploi,¹³ qui est l'impact induit. La somme de tous les revenus (c.-à-d. les salaires, les impôts et les revenus des entreprises locales) versés soit par la compagnie membre du WGC, soit par une société fournisseur est égale à la valeur qu'ils créent.

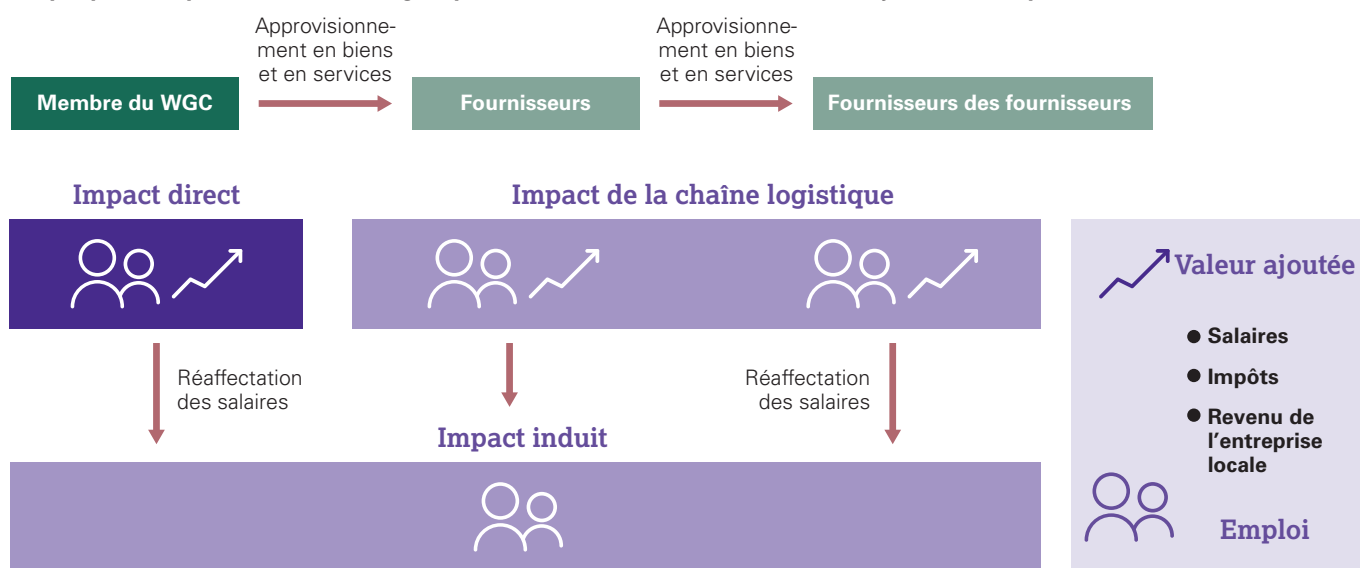


C.P. de Santa cruz de Oyo Oyo, Ichuña, Moquegua (Pérou).
Image utilisée avec la permission de la Compañía de Minas Buenaventura

12 Il s'agit des entreprises qui sont immatriculées dans le pays et des résidents fiscaux (c.-à-d. qui paient des impôts dans ce pays). Le modèle « Entrée-Sortie » utilisé s'adapte en fonction des entreprises locales importatrices qui n'ont pas une présence notable en matière de « valeur ajoutée » dans le pays.

13 Les salaires dans la chaîne logistique ont déjà été comptabilisés comme revenus et leurs dépenses constituent une « redistribution » des revenus. Par exemple, l'achat de produits alimentaires auprès d'un magasin local redistribue tout simplement le revenu de l'acheteur au commerçant (bien que cela soutienne effectivement l'emploi des personnes qui travaillent dans ledit magasin).

Graphique 7 : Impacts de la chaîne logistique d'un membre du WGC sur la valeur ajoutée et l'emploi



Dans n'importe quel pays, l'ensemble de tous les revenus directs (membre du WGC) et indirects (chaîne logistique) constitue la valeur ajoutée totale (c.-à-d. tous les salaires, les impôts et les revenus des entreprises locales) de la chaîne logistique du secteur minier aurifère. Cette valeur ajoutée représente la contribution au PIB d'un pays, étant donné que le PIB constitue la somme de l'ensemble de la valeur ajoutée produite dans un pays.

Les entreprises membres du WGC ont fourni des informations sur leurs paiements aux gouvernements (impôts) et aux employés (salaires) dans chacun des pays dans lesquels elles opèrent. Elles ont également fourni des données sur les paiements aux fournisseurs, y compris les approvisionnements locaux et les achats effectués à l'étranger (importations), ainsi que sur les paiements effectués aux fournisseurs de capitaux étrangers pour chaque pays. Les données relatives à l'approvisionnement local ont été acheminées à travers des modèles « Entrée-Sortie » (E-S) propres à chaque pays pour estimer la valeur ajoutée indirecte liée aux chaînes logistiques locales des entreprises minières (voir l'**Annexe 1** pour une description détaillée du modèle E-S et l'**Annexe 2** pour de plus amples informations sur le recueil des données).

L'approche « valeur ajoutée » servant à mesurer l'activité économique est une mesure plus précise et révélatrice que l'approche « sortie » (qui ne fait qu'ajouter les paiements aux fournisseurs locaux aux autres paiements de l'entreprise) pour calculer les sorties. C'est parce que l'approche « valeur ajoutée » capture l'élément de l'approvisionnement local (production des entreprises locales) qui génère des revenus dans le pays d'accueil. Par exemple, la valeur ajoutée d'une société commerciale locale qui importe toutes ses marchandises est bien moindre (et génère des revenus beaucoup moins importants) que celle d'une entreprise qui produit localement. L'**Annexe 1** comprend une description plus détaillée du modèle et explique plus avant la différence entre les approches « valeur ajoutée » et « sortie » pour mesurer l'activité économique.

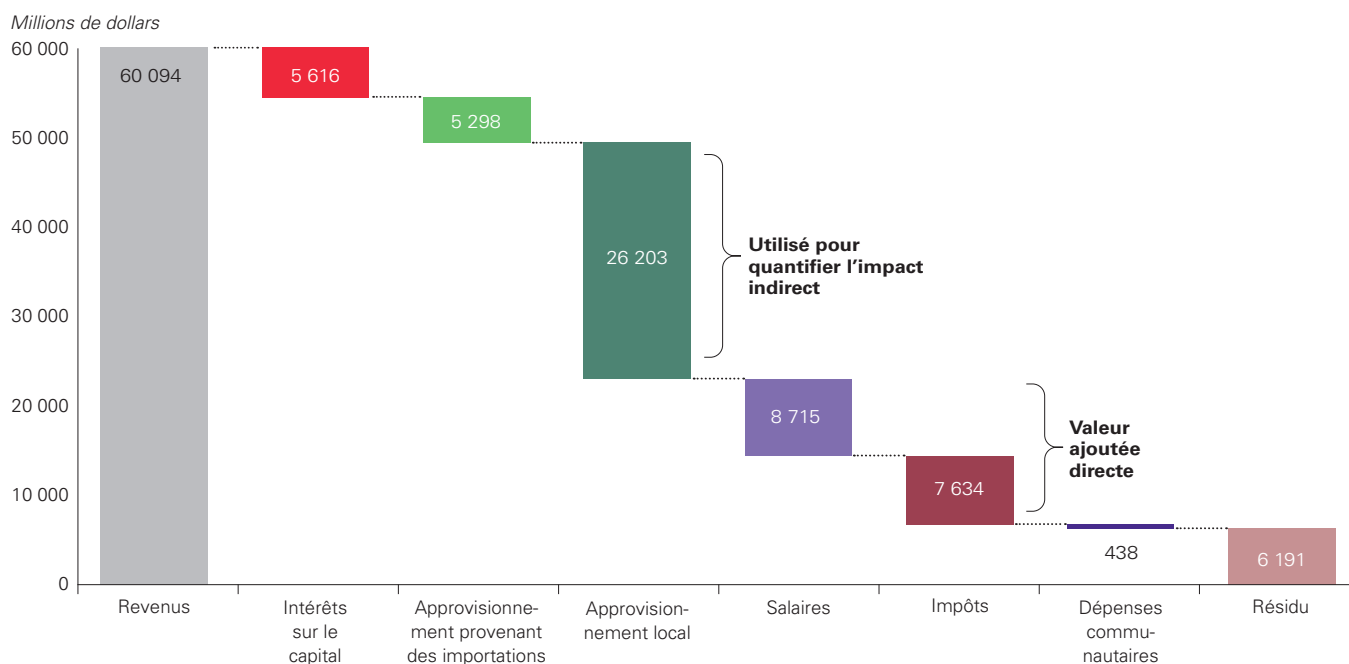
Dans le **Graphique 8**, nous décomposons les revenus et coûts agrégés des entreprises membres du WGC, qui révèle que :

- Sur les 60,1 milliards de dollars d'or produit par les membres du WGC (c.-à-d. l'agrégat des revenus de ces entreprises), plus de la moitié est dépensée en approvisionnement, 5,3 milliards de dollars l'étant en importations et 26,2 milliards de dollars en fournisseurs locaux dans les pays d'accueil ;
- Cela signifie que, pour chaque dollar dépensé en importations, ce sont près de cinq dollars qui ont été dépensés en approvisionnement dans les pays d'accueil.
- Les fournisseurs étrangers de capitaux – généralement, des investisseurs et des bailleurs auprès desquels l'entreprise a emprunté de l'argent pour construire la mine – se sont vus retourner 5,6 milliards de dollars.¹⁴
- Les entreprises ont payé 43 milliards de dollars au sein des pays d'accueil : 26,2 milliards de dollars en approvisionnement local, 8,7 milliards de dollars en salaires, 7,6 milliards de dollars en impôts et en redevances et 0,4 milliard de dollars en dépenses communautaires.

- Il reste un « résidu » d'un montant total de 6,2 milliards de dollars pour les entreprises minières aurifères.¹⁵ L'hypothèse ici est que l'ensemble du résidu quitte les pays d'accueil. Cela est conservateur étant donné que nous savons qu'une partie de ce résidu est amassé par les pays d'accueil par le biais de participations publiques dans des mines individuelles et qu'une autre partie peut rester dans le pays et être utilisée pour la construction de nouvelles mines.

Les 16,3 milliards de dollars de salaires et d'impôts du **Graphique 8** constituent la valeur ajoutée directe des membres du WGC. La valeur ajoutée indirecte provenant de l'intégralité de la chaîne logistique a été quantifiée en acheminant les 26,2 milliards de dollars représentés par l'approvisionnement local à travers les modèles « Entrée-Sortie » précédemment mentionnés pour chacun des 38 pays. La valeur ajoutée indirecte qui en résulte a été estimée à 21,6 milliards de dollars.¹⁶ Cela signifie que la valeur ajoutée indirecte de l'exploitation minière aurifère est 1,3 fois plus importante que les (ou représente 130 % des) 16,3 milliards de dollars constitués par la valeur ajoutée directe.

Graphique 8 : Répartition des revenus et des coûts des membres du WGC en 2020



14 Utilisant un ratio capital/rendement de 2, représentatif de l'industrie minière, cela implique un coût en capital moyen pondéré de 5,6 milliards de dollars / (2 x 60,1 milliards de dollars) = 4,7 %, ce qui est quasiment identique à l'estimation du coût en capital de 4,8 % de l'école Stern de l'Université de New York (https://people.stern.nyu.edu/adamodar/New_Home_Page/datafile/wacc.htm). Le coût en capital des entreprises individuelles dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment la structure financière d'une entreprise, les taux d'imposition, la cote de solvabilité et l'exposition aux marchés émergents.

15 Tel qu'expliqué dans l'**Annexe 1**, les données relatives aux membres du WGC ont été recueillies au niveau du pays concerné. Bien que le « résidu » englobe les bénéfices, il ne coïncide pas nécessairement avec les données relatives aux bénéfices recueillies au niveau de l'entreprise.

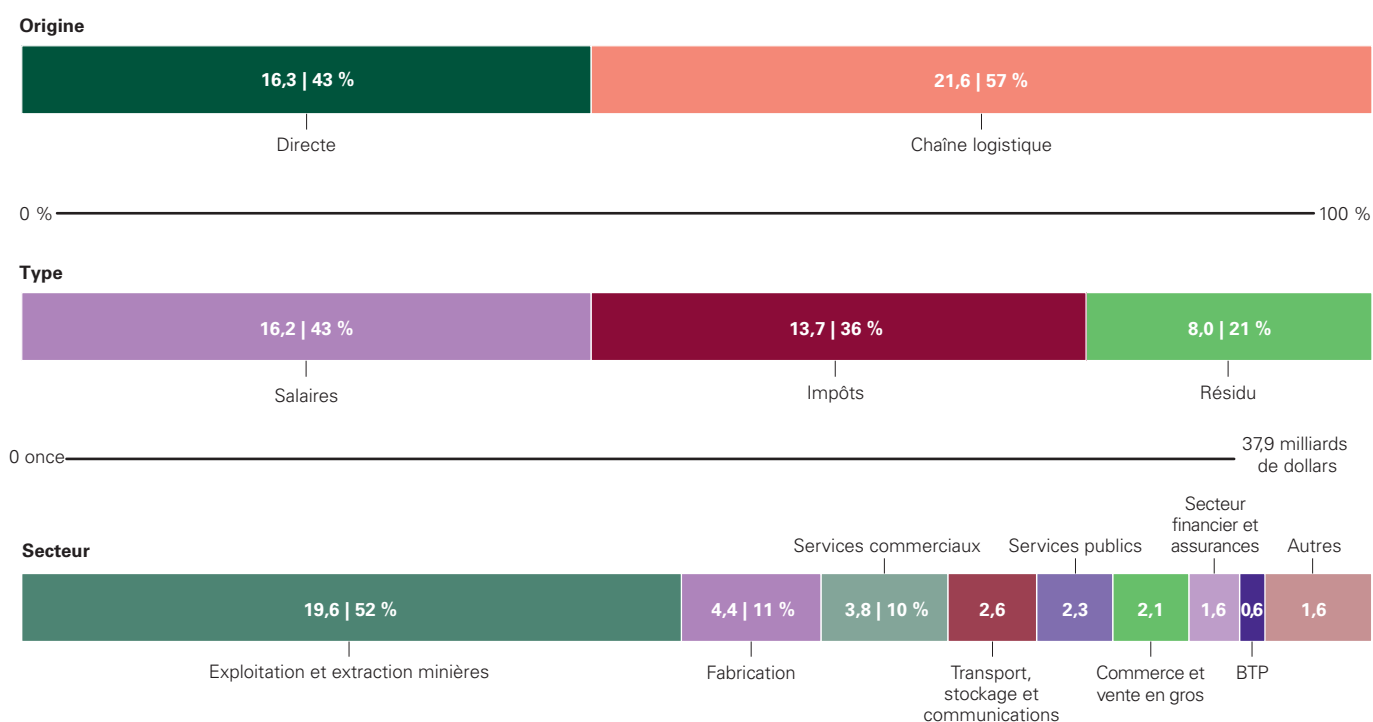
16 La différence de 4,6 milliards de dollars entre l'approvisionnement local et la valeur ajoutée indirecte est égale aux importations qui ont été effectuées par l'ensemble des entreprises présentes au sein de la chaîne logistique.

La valeur ajoutée directe et indirecte s'élève à 37,9 milliards de dollars, soit la contribution totale au PIB des chaînes logistiques des membres du WGC.¹⁷ **Cela signifie que, pour chaque dollar de production d'or, 63 % au moins finit en salaires, en impôts ou en revenus pour les propriétaires d'entreprises dans les pays d'accueil.**¹⁸

La valeur ajoutée totale appuyée par la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère peut être décomposée de différentes manières, tel qu'indiqué dans le **Graphique 9**, qui montre (de haut en bas) que :

- Plus de la moitié (57 %) de la valeur ajoutée dans les pays d'accueil est indirecte et provient donc de la chaîne logistique plutôt que de l'exploitation minière aurifère directement.
- Les salaires versés et les impôts payés par les membres du WGC et leurs fournisseurs en sont les deux plus grandes composantes, respectivement responsables de 43 % et de 36 % de la valeur ajoutée.
- Environ la moitié (52 %) de l'ensemble de la valeur ajoutée provient du secteur minier, suivi par la fabrication (11 %) et les services commerciaux (10 %).

Graphique 9 : Valeur ajoutée totale (37,9 milliards de dollars) répartie par origine, type et secteur



¹⁷ Ou 0,045 % des 84,5 billions de dollars du PIB mondial en 2020. Étant donné que la portée de ce rapport comprend 39 % des exploitations minières à grande échelle, la contribution de l'intégralité du secteur minier aurifère à grande échelle est estimée à 0,12 %.

¹⁸ 37,9 milliards de dollars de valeur ajoutée divisé par 60,1 milliards de dollars de production d'or. Cette estimation n'inclut pas la valeur ajoutée provenant des investissements dans les nouvelles opérations minières.

L'exploitation minière aurifère en proportion du PIB total

Le **Graphique 10** montre que l'importance relative de la contribution des entreprises membres du WGC au PIB des pays d'accueil varie énormément. Dans les plus grands pays producteurs d'or (p. ex. l'Australie, le Canada, la Chine et les États-Unis), les membres du WGC ne sont responsables que d'une petite partie du PIB total. Bien que dans ces pays, la production d'or puisse ne pas revêtir d'importance cruciale au niveau national, son impact peut tout de même s'avérer notable dans des domaines spécifiques ou des régions moins développées de ces pays. Un bon exemple en est le Grand Nord canadien, où l'impact de l'exploitation minière aurifère constitue une partie essentielle de l'économie régionale. L'industrie minière est le plus grand employeur privé de populations autochtones au Canada et un partenaire majeur des entreprises dirigées par des autochtones.¹⁹ Un autre exemple se situe dans le nord du Nevada, aux États-Unis, où l'exploitation minière aurifère représente une composante majeure de l'économie régionale.

À l'inverse, les économies nationales des pays tels que le Suriname, le Mali et le Burkina Faso dépendent fortement de l'exploitation minière aurifère. Les membres du WGC contribuent à plus de 3 % du PIB dans 5 des 38 pays analysés. Le Suriname en est un bon exemple : les entreprises membres du WGC et leurs chaînes logistiques contribuent à 620 millions de dollars de la valeur ajoutée nationale, équivalant à 16,3 % du PIB du pays. Au Mali et au Burkina Faso, la contribution au PIB des membres du WGC est de 7,7 % et 6,2 %, respectivement.

Pour de plus amples détails, le **Graphique 24** de l'**Annexe 5** comporte différentes répartitions de la contribution au PIB des membres du WGC.

Accroître les recettes gouvernementales

Le PIB est un indicateur important, bien qu'assez abstrait, du développement économique d'un pays. Cependant, pour de nombreux pays, les recettes gouvernementales (souvent des impôts et des redevances) constituent un indicateur plus concret.

En 2020, 13,7 milliards de dollars environ d'impôts et de redevances ont été payés par les membres du WGC et leurs chaînes logistiques.²⁰ Le **Graphique 11** montre les paiements fiscaux par pays, à la fois en termes absolus et en proportion des recettes gouvernementales totales. Il n'est pas surprenant que les paiements fiscaux les plus élevés soient effectués dans les pays où la production est la plus importante. Relativement parlant, les entreprises membres du WGC et leurs chaînes logistiques ont contribué à plus de 5 % des recettes gouvernementales totales dans 8 pays. Au Suriname, ce pourcentage atteint 42 %.

Globalement, 56 % (soit 7,6 milliards de dollars) des impôts sont payés directement par les compagnies membres du WGC, principalement par le biais de revenus, d'impôts sur les sociétés et de redevances minières, les 44 % restants étant générés par la chaîne logistique.²¹

Les entreprises membres du WGC et leurs chaînes logistiques ont versé 3,9 milliards de dollars en recettes fiscales dans les pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur. En fait, dans ces pays, une plus grande part de la contribution au PIB provient des impôts. C'est un point important car ces pays ont tendance à avoir peu de manières alternatives de se financer, étant donné la petite taille du secteur privé, leur assiette fiscale personnelle limitée et/ou la difficulté à accéder aux marchés financiers internationaux. Veuillez consulter le **Graphique 25** dans l'**Annexe 5** pour des répartitions plus détaillées des impôts générés par les entreprises membres du WGC.

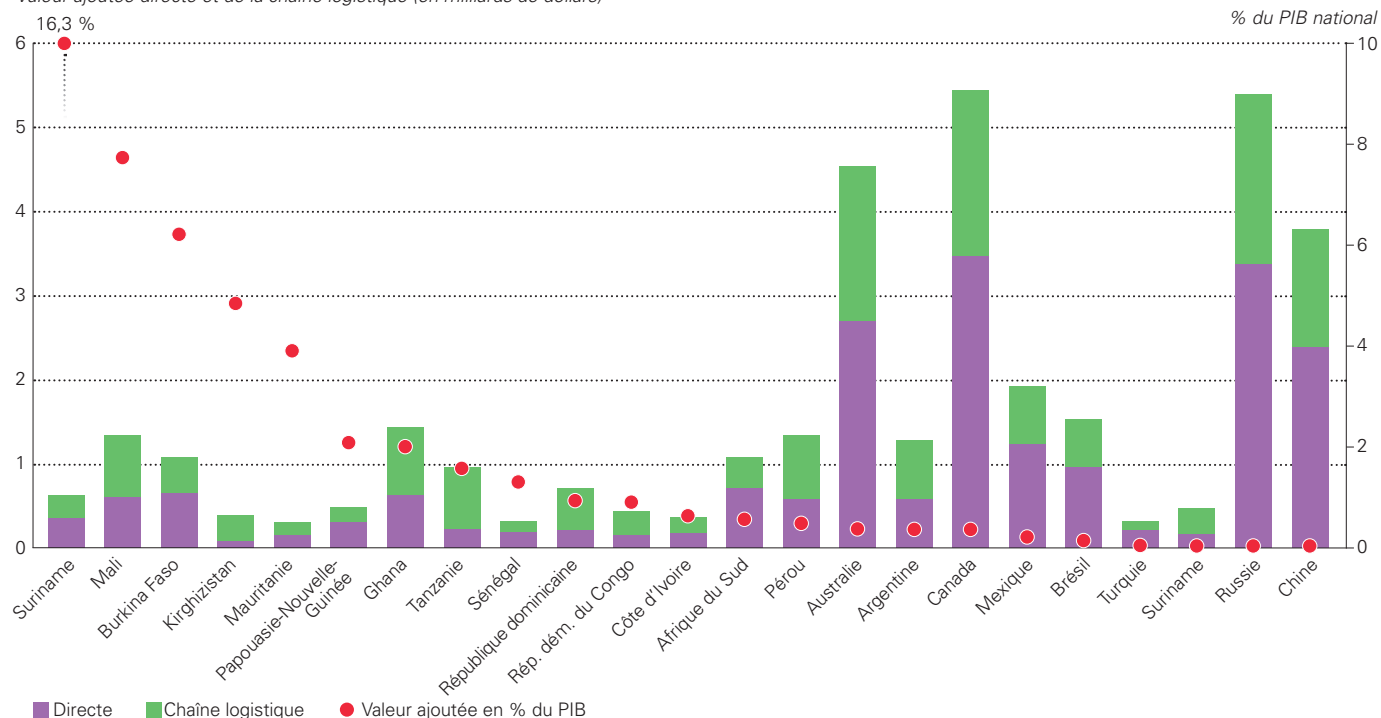
19 <https://mining.ca/our-focus/indigenous-affairs/>

20 Cela constitue 0,055 % des 25 187 milliards de dollars de recettes gouvernementales dans le monde entier. Cependant, la part effective est plus élevée étant donné que les impôts sur les sociétés payés dans les pays où les entreprises aurifères ont leur siège social n'ont pas été inclus. Étant donné que ce rapport englobe 39 % de l'exploitation minière à grande échelle, nous estimons que la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère contribue à hauteur de 0,15-0,20 % à toutes les recettes gouvernementales du monde entier.

21 Étant donné que les effets indirects sont estimés à l'aide des modèles E-S nationaux, aucune décomposition des différents types de paiements d'impôts n'est disponible pour la chaîne logistique.

Graphique 10 : Contribution au PIB par pays en termes de valeur ajoutée totale et relative²²

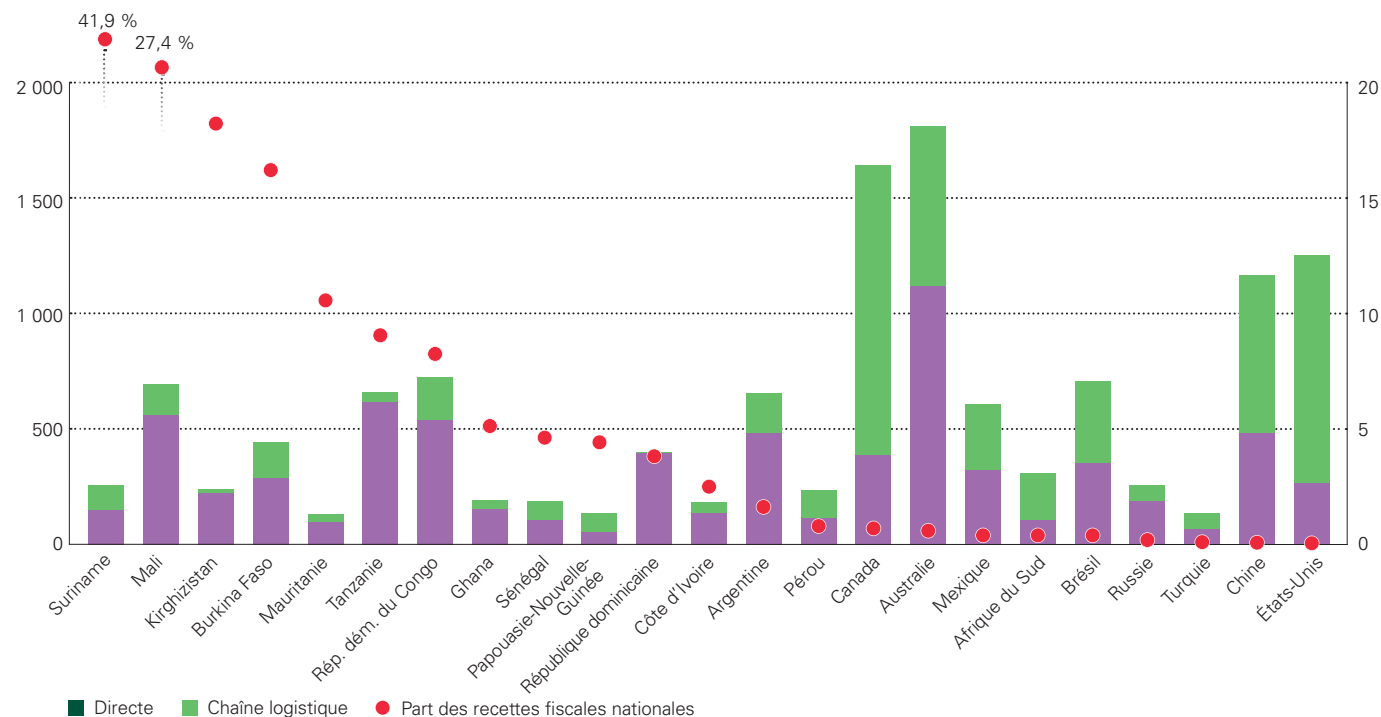
Valeur ajoutée directe et de la chaîne logistique (en milliards de dollars)



Graphique 11 : Impôts versés par les membres du WGC, et leur contribution aux recettes fiscales nationales (en %)²³

Valeur ajoutée directe et de la chaîne logistique (en milliards de dollars)

% des recettes fiscales nationales



22 Seuls les pays avec une production totale de plus de 1 % de la part des membres du WGC sont indiqués.

23 Seuls les pays avec une production totale de plus de 1 % de la part des membres du WGC sont indiqués.

Soutenir la transformation économique

La durée de vie d'une mine individuelle est limitée, bien qu'elle soit rarement de moins de 10 ans.²⁴ La présence d'une mine d'or sous-développée fournit par conséquent une opportunité de transformer une ressource naturelle en une source de développement social et économique, à la fois au niveau local, ce qui peut rehausser le niveau de vie des communautés environnantes, et au niveau national, par exemple au travers de l'emploi. L'exploitation minière aurifère peut aider les pays d'accueil à transformer leurs économies de trois manières différentes mais néanmoins liées :

- En augmentant la productivité des secteurs existants et en appuyant la transition vers des secteurs à plus forte productivité ;
- En promouvant les investissements publics et privés ;
- En améliorant la gouvernance des revenus issus des ressources.

Augmenter la productivité des secteurs existants et appuyer la transition vers des secteurs à plus forte productivité

Une description simplifiée du développement est que les pays à faible revenu et à revenu moyen se transforment économiquement en déplaçant la main-d'œuvre de l'agriculture vers les secteurs de la fabrication et des services.²⁵ Les entreprises minières aurifères dépendent fortement des fournisseurs locaux dans le secteur de la fabrication ainsi que celui des services.

Sur les 31,5 milliards de dollars totaux représentés par l'approvisionnement en biens et en services des entreprises membres du WGC, 26,2 milliards (soit 83 %) proviennent de sources locales dans les pays d'accueil, dont 50 % de la fabrication, des services commerciaux et des services de transport.²⁶ Les exigences en matière de coûts et de qualité imposées par les compagnies minières ont tendance à améliorer la productivité des entreprises locales. Parallèlement, il existe une opportunité de substituer de nouveaux produits et services aux importations en raison de coûts de transport et de tarifs douaniers moins élevés. De nombreux membres du WGC appuient ce processus en fournissant une expertise et un savoir-faire pour contribuer à accélérer le remplacement des importations avec des biens et services locaux.

Étude de cas : le centre d'exploitation minière au Ghana

La Chambre des mines du Ghana (GCM) a fait part de son intention de faire du Ghana le centre des services d'assistance miniers et prend des mesures concrètes pour concrétiser cette ambition. L'Afrique de l'Ouest est l'une des destinations du monde qui se développe le plus rapidement en matière de projets miniers, et le Ghana est bien placé pour jouer un rôle clé dans ce domaine en tant que services d'assistance pour cette région.

La GCM est actuellement en train de constituer une équipe pour identifier les domaines où le Ghana possède des avantages concurrentiels en matière de prestation de services d'assistance miniers. Elle développera ensuite un plan d'action pour veiller à ce que le Ghana soit le centre régional pour ces services.

La GCM est à l'origine des efforts visant à accroître la capacité de fabrication locale et, aujourd'hui, le secteur de la fabrication locale du Ghana a davantage la capacité de générer une production minière dans le pays que n'importe quelle autre nation du continent à l'exception de l'Afrique du Sud.

Faire du Ghana un centre de services d'assistance pour l'industrie minière ouest-africaine accélérera essentiellement le processus d'intégration du secteur minier et apportera de nombreux avantages à l'économie du pays au sens large. Le rapport 2020 de la GCM indique son attente : que le résultat final puisse devenir un schéma directeur pour appuyer le calendrier de développement national du gouvernement (*Rapport annuel de la Chambre des mines du Ghana, 2020*).

24 Le cycle de vie d'une mine est illustré dans le **Graphique 6**.

25 Historiquement, cela était perçu comme le déplacement de la main-d'œuvre agricole vers la fabrication nécessitant une main-d'œuvre importante, où le développement des compétences permettait ensuite une transition ultérieure vers les services. Les dernières réflexions sont moins sûres des voies spécifiques à suivre, bien qu'elles soulignent toujours l'importance du progrès technologique, auquel on peut parvenir dans la fabrication ainsi que dans les services.

26 Les coûts types, tels que les coûts liés au carburant et à l'électricité, sont souvent associés à l'approvisionnement importé et ne sont par conséquent pas reflétés dans la catégorie de l'approvisionnement local.

Promouvoir les investissements publics et privés

Le capital est un autre élément essentiel du développement économique qui fournit aux gouvernements l'opportunité d'investir dans leurs propres pays. Mais presque sans exception, les pays à plus faible revenu ne génèrent pas assez de revenus pour investir suffisamment dans les infrastructures, telles que les routes ou les réseaux électriques, ou dans des domaines tels que la santé et l'éducation. Nombre de ces pays comptent sur l'aide publique au développement (APD), qui peut être attribuée sous certaines conditions, ou empruntent auprès des marchés des capitaux, souvent à des conditions peu avantageuses. Notre étude montre que, dans plusieurs pays, la contribution économique de l'exploitation minière aurifère est comparable à celle de l'APD (voir le **Graphique 12**, qui compare les contributions au PIB de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère à l'APD).

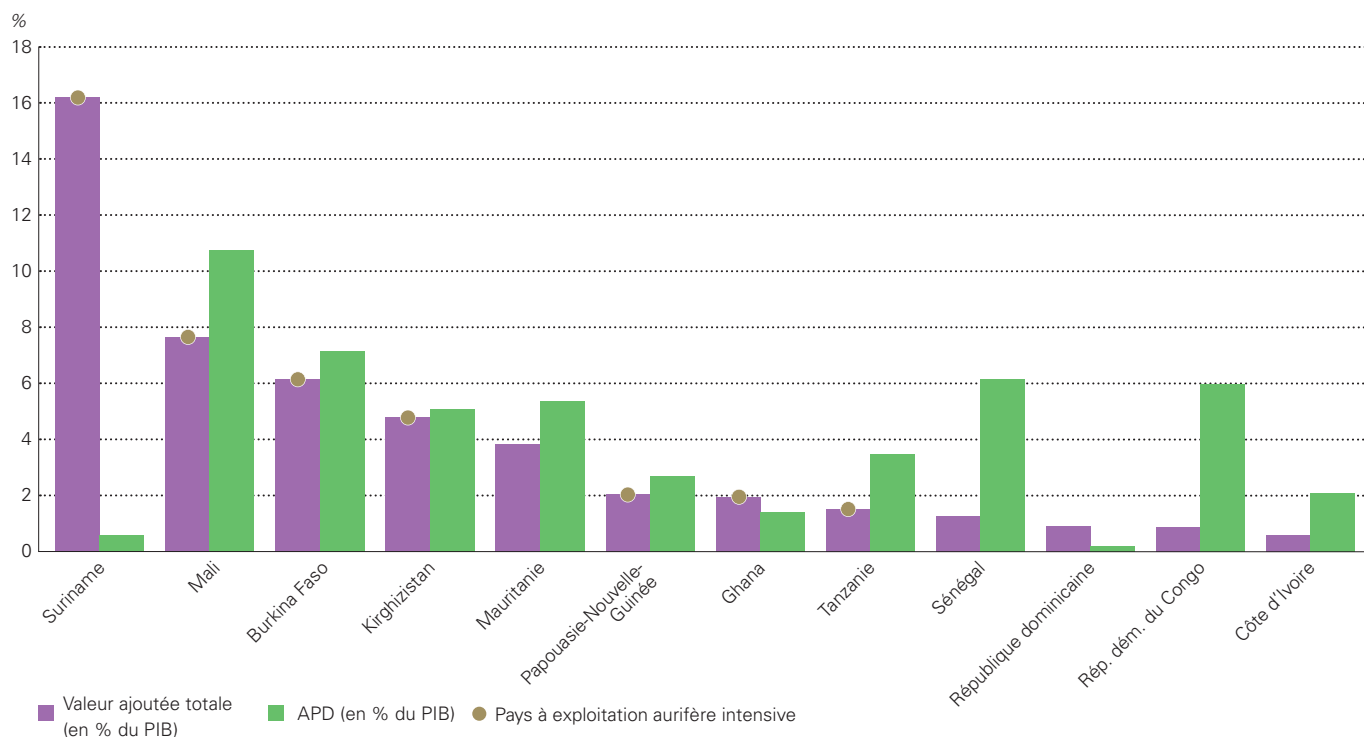
La mesure dans laquelle les pays traduisent leurs dotations en or en investissements productifs n'est pas facile à analyser. Mais lorsque l'on compare les niveaux d'investissements publics et privés dans les pays à exploitation aurifère intensive avec ceux des autres pays de cet échantillon, il semble qu'ils le font dans une certaine mesure au moins. Bien que le nombre de pays le

faisant soit relativement faible, le niveau d'investissement moyen au cours des cinq dernières années dans les pays à exploitation aurifère intensive représente 29,4 % du PIB ²⁷, soit 2,9 % de plus que dans les pays à exploitation minière intensive et 5,3 % de plus que dans les pays à exploitation minière non intensive. Toutes proportions gardées, des investissements plus élevés se traduisent généralement par une croissance économique plus importante. Bien que nous ne puissions pas directement attribuer ces investissements plus élevés au secteur minier aurifère, cela va à l'encontre de l'argument des sous-investissements qui est souvent avancé dans le cadre de la théorie de la « malédiction des ressources naturelles », qui affirme que les pays très gourmands en ressources investissent moins.

Améliorer la gouvernance des revenus issus des ressources

Une bonne gouvernance des ressources et des revenus est requise pour les recettes fiscales et les investissements susmentionnés visant à bénéficier aux économies nationales et à leurs citoyens. Des recherches ont montré que la plupart des pays à exploitation minière intensive comblent le fossé en matière de performance socio-économique avec les pays qui ne dépendent pas des ressources naturelles comme principale source de revenu. Cependant, les pays gérant mieux les ressources peuvent apporter de plus grandes améliorations.²⁸

Graphique 12 : Contribution au PIB des membres du WGC et de leurs chaînes logistiques minières aurifères par rapport à la contribution fournie par l'aide publique au développement



27 L'investissement est mesuré au moyen de l'indicateur du développement de la Banque mondiale, à savoir la formation brute du capital.

28 ICMM : Social Progress in Mining-Dependent Countries: Analysing the role of resource governance in delivering the UN Sustainable Development Goals (Progrès social dans les pays dépendants de l'exploitation minière : analyse du rôle de la gouvernance des ressources dans l'atteinte des Objectifs de développement durable des Nations Unies (www.icmm.com/en-gb/research/social-performance/social-progress-2-2021)).

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) met en place la norme mondiale pour la promotion d'une gouvernance ouverte et redevable des ressources pétrolières, gazières et minérales. Sur les 38 pays couverts par ce rapport, 27 se sont engagés envers la norme ITIE, soit en la mettant en œuvre, soit en la soutenant. Cela couvre 78 % de la production totale des membres du WGC. Si nous excluons les pays soutenant la norme ITIE qui fournissent une aide financière pour celle-ci mais ne la mettent pas nécessairement en œuvre, ce nombre chute à 41 % de la production totale. Un certain nombre de pays soutenant la norme, cependant, possèdent leurs propres réglementations en matière de transparence des revenus nationaux, telles que la Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif au Canada.

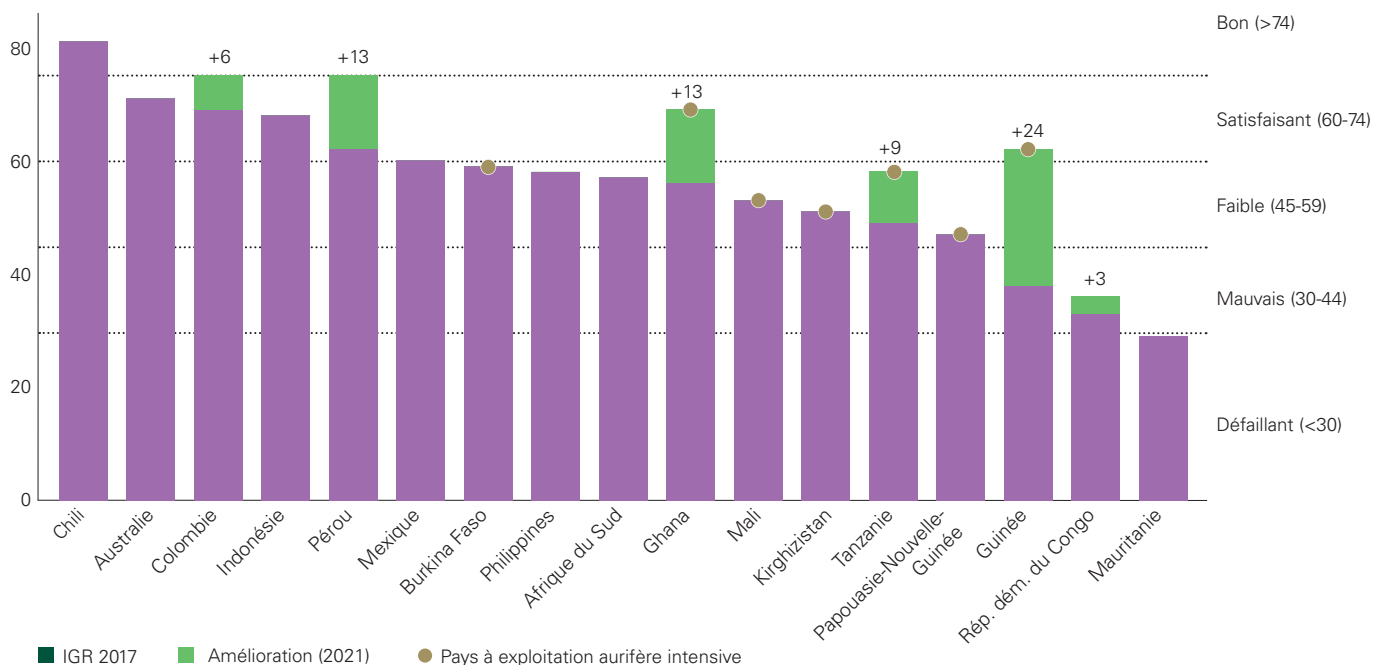
La qualité de la gouvernance s'améliore dans plusieurs pays tel qu'illustré dans le **Graphique 13**, où les scores de l'Indice de gouvernance des ressources naturelles 2017 (IGR)²⁹ sont indiqués, ainsi que les scores 2021 pour les six pays dans lesquels ils sont disponibles. Dans tous ces pays, les scores se sont améliorés. L'augmentation la plus notable a eu lieu en

Guinée, qui est passée de mauvaise à satisfaisante, bien que le score date d'avant l'impact des changements potentiels associés à l'instabilité politique qui est apparue en septembre 2021. Le Ghana et la Tanzanie, deux autres pays à exploitation aurifère intensive, ont connu une amélioration notable. On doit néanmoins garder à l'esprit que la réalité qui se cache derrière ces scores agrégés est souvent nuancée et que les améliorations dans un domaine peuvent masquer les faiblesses d'autres.

En dépit de cela, les améliorations observées dans le domaine de la gouvernance sont encourageantes car elles accroissent la probabilité que la « fenêtre d'opportunité » fournie par la présence de l'exploitation minière aurifère se traduise en un développement et une transformations économiques concrets et positifs dans les pays d'accueil.

Graphique 13 : Améliorations récentes dans le score de l'Indice de gouvernance des ressources

Score de l'Indice de gouvernance des ressources



Source : NRG³⁰

29 L'Indice de gouvernance des ressources naturelles est compilé par le Natural Resources Governance Institute, un institut politique indépendant dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et des revenus. Ce graphique ne prend en compte que les scores miniers de l'IGR et non les scores pétroliers et gaziers de ce même indice. Alors que les scores miniers ne reflètent pas nécessairement l'exploitation minière aurifère, au Burkina Faso, au Ghana, au Kirghizistan, au Mali et en Tanzanie, le NRGi indique expressément que le secteur de l'or y est inclus. En Guinée et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'accent est placé, respectivement, sur le bauxite et le cuivre.

30 Sont exclus les pays sans score IGR pour les activités minières en 2017. Le Sénégal a été noté pour la première fois en 2021 et a reçu un score de 75/100, ce qui l'a placé dans la catégorie « Bonne gouvernance » (voir l'étude de cas ci-dessous). Au Mexique, le score de 2021 a chuté très légèrement, passant de 60 à 59. Ces deux pays ne sont pas inclus dans le graphique.

Étude de cas : la gouvernance des ressources au Sénégal

En 2021, la qualité de la gouvernance des ressources dans le secteur minier du Sénégal a été évaluée pour la première fois de manière indépendante par le Natural Resource Governance Institute (NRGI) au moyen de son Indice de la gouvernance des ressources naturelles (IGR). La note nationale pour le Sénégal était de 75/100, le plaçant ainsi dans le groupe de performance le plus élevé. Ce score est déterminé par les résultats des normes et pratiques obtenus pour les trois composantes de l'IGR : production de valeur (où ce secteur au Sénégal a obtenu une note de 70/100), gestion des revenus (note de 80/100) et création d'un environnement favorable (note de 75/100).

Le Sénégal dispose d'un potentiel géologique important, tout particulièrement en matière d'or, et trois des entreprises membres du WGC ont une présence dans le pays. Le gouvernement sénégalais a reconnu ce potentiel et décidé d'exploiter au maximum ces ressources pour appuyer le développement du pays. À cette fin, il a amélioré graduellement les cadres stratégiques, juridiques, institutionnels et fiscaux afin de promouvoir et d'appuyer le secteur minier. L'obtention de ce score élevé illustre la solide gouvernance du secteur minier du pays et témoigne de la tendance observée dans de nombreuses régions en voie de développement envers une meilleure gouvernance des ressources, entraînant à son tour un meilleur développement.



Projets sociaux et environnementaux Driefontein. Image utilisée avec la permission de Sibanye-Stillwater.

Aide à la subsistance

Dans cette section, nous discutons de la manière dont les entreprises membres du WGC fournissent des moyens de subsistance dans quatre thèmes clés : i) L'emploi des gens ; ii) L'augmentation des revenus des ménages ; iii) La promotion de la diversité de genre et iv) Le développement des compétences. Les principales conclusions qui en ont été tirées sont les suivantes :

1. **Pour chacun des quelques 195 000 salariés directement employés par les entreprises membres du WGC, 5,9 personnes supplémentaires travaillent comme entrepreneurs sur place ou dans les chaînes logistiques.**
Le total des emplois directs et indirects est de près de 1,4 million, tandis que la réaffectation des salaires soutient 692 000 emplois induits supplémentaires, portant le total à plus de 2 millions d'emplois.
2. **Les niveaux de salaire moyens des employés des entreprises membres du WGC sont plus de six fois supérieurs à ceux des personnes employées dans leur chaîne logistique,** où les salaires sont davantage en ligne avec la moyenne nationale.
3. **Les employés nationaux représentent 95 % de la main-d'œuvre des entreprises membres du WGC.**
4. **On estime que 17,3 % de la main-d'œuvre des entreprises membres du WGC sont des femmes,** ce qui est clairement et indiscutablement bas, même si ce pourcentage est supérieur à la moyenne de 5 à 10 % du secteur minier dans son ensemble.³¹ La représentation des femmes aux niveaux du Conseil d'administration (24,6 %) et de la direction (17,6 %) est également plus élevée que la moyenne enregistrée dans le secteur minier dans son ensemble, même si, une fois encore, elle n'est pas au niveau où elle devrait être.
5. **Les entreprises membres du WGC ont dépensé en moyenne 403 dollars par an et par employé en formation** afin de développer les compétences, la productivité et la performance en matière de sécurité de la main-d'œuvre.



Embauche d'une main-d'œuvre locale. Image utilisée avec la permission de Agnico-Eagle Mines.

31 Penny Bamber, Vivian Couto et Karina Fernandez-Stark, "Industry 4.0 in developing countries: The mine of the future and the role of women" (L'industrie 4.0 dans les pays en voie de développement : la mine du futur et le rôle des femmes), Banque mondiale, 28 janvier 2019, worldbank.org.

Employer des gens

Tout comme l'impact économique décrit dans le chapitre précédent, l'empreinte de l'emploi des entreprises membres du WGC va au-delà des emplois directs qu'elles créent et comprend les entrepreneurs et les emplois soutenus tout au long de la chaîne logistique. En 2020, les entreprises membres du WGC ont fourni un emploi direct à 194 802 ouvriers et à 106 378 entrepreneurs externes. Au travers du modèle « Entrée-Sortie », nous estimons qu'1 048 954 emplois supplémentaires ont été soutenus indirectement par le biais de l'approvisionnement « local ». Cela signifie que quelques 1 350 134 personnes sont employées dans la chaîne logistique minière des membres du WGC et que pour chaque employé membre du WGC, 5,9 emplois indirects supplémentaires sont soutenus dans la chaîne logistique.³²

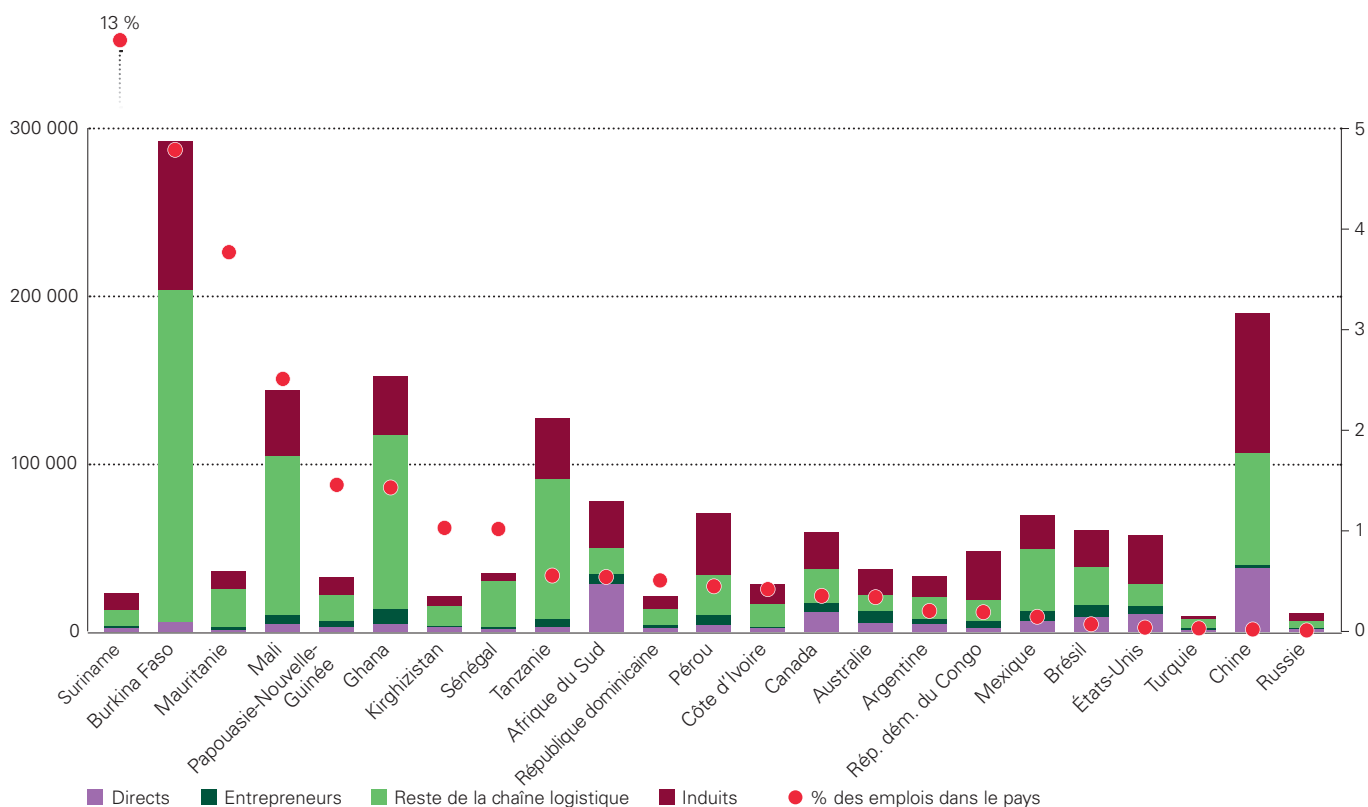
Une répercussion importante provient des emplois supplémentaires induits créés lorsque les personnes employées dans la chaîne logistique minière dépensent leurs salaires dans l'économie locale. En utilisant une fois encore notre modèle E-S, nous estimons que 691 794 emplois supplémentaires sont créés de cette manière.

L'ajout de l'ensemble des emplois induits et de la chaîne logistique signifie que les entreprises membres du WGC viennent en appui à 2 041 928 emplois à travers le monde,³³ ce qui est presque autant que la main-d'œuvre totale de la République d'Irlande. Le **Graphique 14** montre où ces emplois sont situés dans le monde et quelle proportion du total d'un pays ils représentent.

Graphique 14 : Impact de l'emploi total par pays

Emplois directs et indirects

% des emplois dans le pays



32 (106 378 + 1 048 954) / 194 802

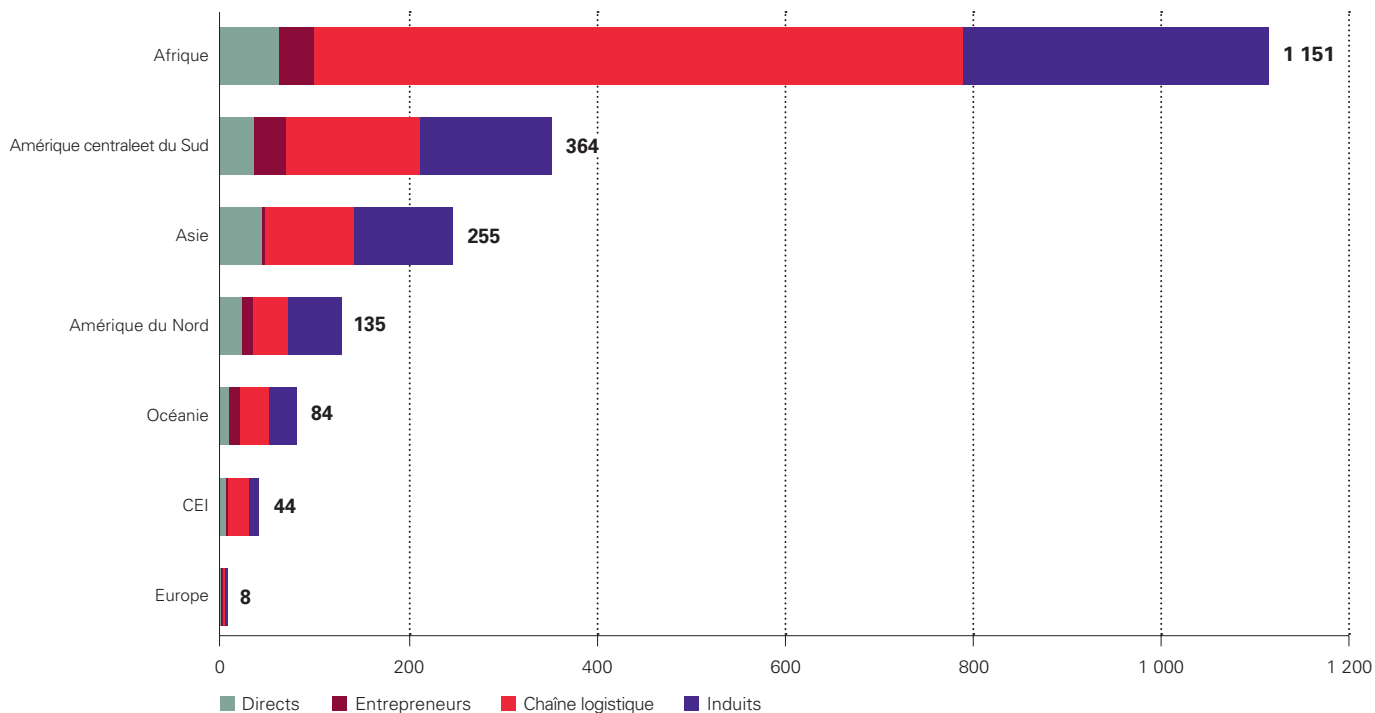
33 Cela correspond à 0,06 % de la main-d'œuvre totale, qui comprend 3 386 milliards de personnes d'après l'OIT. En ajustant les calculs pour tenir compte des 39 % représentés par la production d'or couverte dans ce rapport, nous estimons que l'intégralité de la chaîne logistique des exploitations minières à grande échelle crée des emplois pour 0,15 % de la main-d'œuvre mondiale.

Comme le montre le **Graphique 15**, plus de la moitié de l'ensemble des emplois liés à la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère industrielle se trouvent en Afrique, où les membres du WGC produisent 26 % de l'or total (voir **Graphique 4**). En termes de multiplicateurs d'emploi, pour chaque employé membre du WGC en Afrique, il y a quasiment

17 emplois soutenus ailleurs dans l'économie, soit dans la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère, soit par le biais de la réaffectation des salaires. Une analyse plus approfondie de la productivité moyenne des emplois de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère dans différents pays se trouve dans le **Graphique 28** de l'**Annexe 5**.

Graphique 15 : Impact de l'emploi total par région

Emplois directs et indirects (1 000 emplois)



Augmenter les revenus des ménages

La section précédente a mis en évidence les grandes différences de productivité entre pays et secteurs. Elles reflètent, par exemple, une variété de paramètres dans les coûts de base, y compris les coûts salariaux et l'importance de la mécanisation/l'automatisation. Le **Graphique 16** montre que les employés des entreprises membres du WGC dans les pays à revenu plus élevé sont, sans surprise, mieux payés que ceux travaillant dans des pays à revenu moins élevé, mais la différence est bien plus infime que ce à quoi l'on pourrait s'attendre. Dans tous les pays, les employés de l'entreprise membre du WGC gagnent nettement plus que la moyenne nationale, allant d'un peu plus de deux fois plus en Australie à 28 fois plus en Mauritanie.

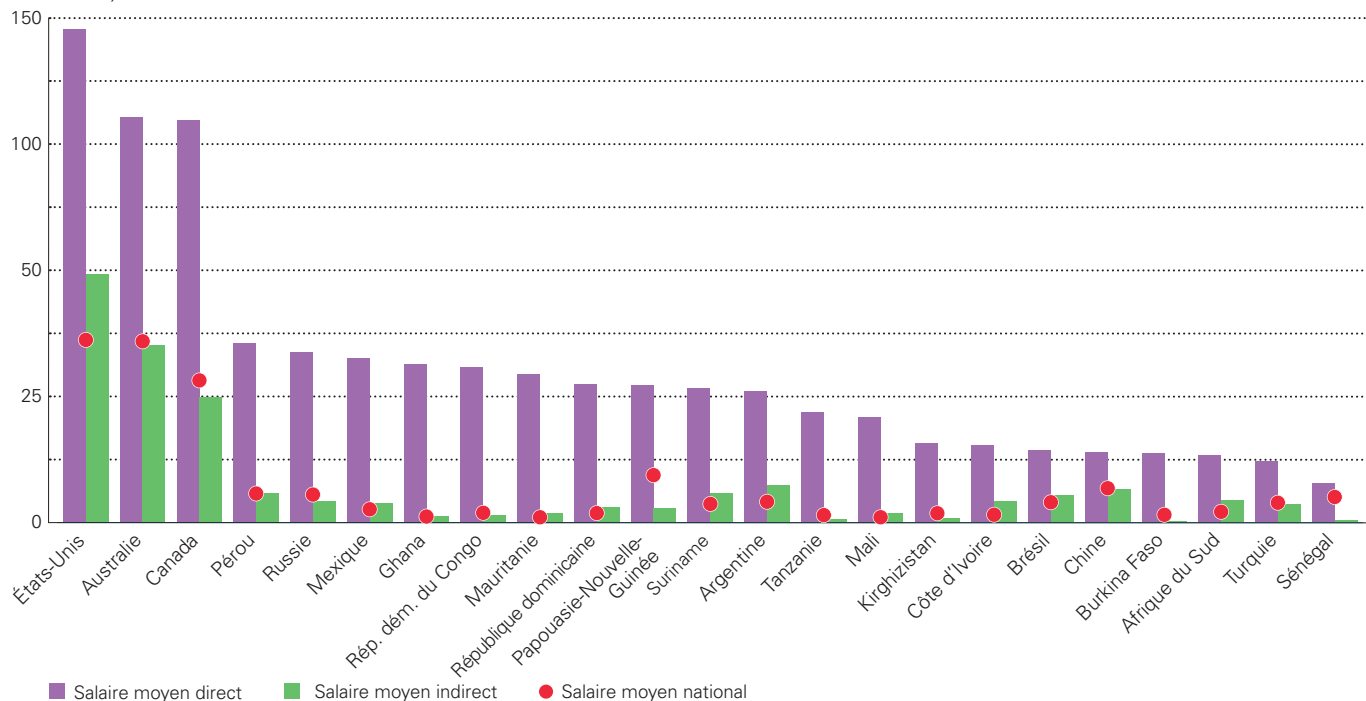
Les salaires des employés de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère subviennent souvent aux besoins de nombreuses personnes à leur charge, tout particulièrement dans les économies moins développées. Cela est tout particulièrement vrai dans les zones reculées, où les activités économiques alternatives sont rares ou moins développées. L'exploitation minière aurifère joue par conséquent un rôle dans la lutte contre la pauvreté en fournissant une stabilité financière aux communautés d'accueil des régions à faible revenu. Ceci étant dit, dans certains cas, les salaires plus

élevés en raison de la présence d'une mine peuvent entraîner une hausse des prix des logements, des denrées alimentaires et des services essentiels aux alentours de la mine, donnant un pouvoir d'achat moindre aux salariés et aux ménages qui ne font pas partie de la chaîne logistique.

Les programmes de recrutement et de formation locaux ont constitué une partie essentielle des efforts des entreprises membres du WGC visant à améliorer le pourcentage des citoyens du pays qui travaillent au sein de leurs opérations. De nombreuses entreprises membres disposent de leurs propres programmes de formation et de bourses d'études et/ou travaillent avec des organisations pédagogiques externes, telles que des universités, des lycées professionnels et des instituts de formation. Dans l'ensemble des opérations des entreprises membres du WGC, 95 % des employés sont des citoyens du pays et 5 % des expatriés.³⁴ Bien que les expatriés constituent probablement un plus grand pourcentage de la main-d'œuvre dans les pays à revenu moins élevé et perçoivent généralement de plus gros salaires, la plus grande partie des salaires directs sont versés à des employés locaux.

Graphique 16 : Salaires moyens directs et indirects dans la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère par rapport au salaire moyen national

Salaires moyens (en milliers de dollars)



34 Source : données relatives aux entreprises membres du WGC.

Lutter pour l'égalité des genres

L'industrie minière a toujours été dominée par les hommes, les femmes représentant environ 5 à 10 % de la main-d'œuvre minière globale. Bien que l'intégration de ces dernières ait constitué un défi dans l'industrie minière, les entreprises minières aurifères ont fait de très grands progrès au cours des dernières années. Cela reflète en partie l'intérêt grandissant de la société envers de meilleures pratiques en matière de diversité et d'inclusion, les exigences réglementaires et les attentes croissantes des investisseurs. Le secteur minier aurifère reconnaît également le besoin de faire tomber les barrières qui empêchent les femmes de bénéficier des opportunités professionnelles directes et indirectes et du même traitement que les hommes en matière d'évolution de carrière et de formation.

Les entreprises reconnaissent de plus en plus l'utilité commerciale de la diversité hommes-femmes dans leurs opérations minières. Notre étude indique qu'une plus grande représentation des femmes au niveau du Conseil d'administration et à des postes de cadres supérieurs entraîne non seulement une meilleure performance commerciale mais également un meilleur ratio risques-gestion.^{35/36} Par exemple, une entreprise minière de premier plan a trouvé que les équipes plus diversifiées sont plus performantes dans le domaine de la gestion de la sécurité (mesuré par le taux de fréquence des accidents déclarés) que celles qui le sont moins, parce qu'elles sont plus disposées à faire entendre leur voix et à suivre des méthodes de travail sûres. Elles étaient également plus susceptibles d'atteindre leurs plans de production.³⁷ Les équipes de travail et de direction diversifiées sont fondamentalement moins susceptibles de « penser en groupe » lors, par exemple, de l'identification et de la mise en place de stratégies de gestion des risques.

L'ambition d'améliorer l'égalité entre les genres est illustrée dans les Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable, qui souligne l'importance de créer des environnements de travail plus inclusifs pour les femmes et dans les communautés, en garantissant le même accès aux opportunités apportées par les activités minières aurifères. Le principe 6.5 (Diversité) exige que les entreprises promeuvent la diversité à tous les niveaux, notamment la représentation et l'inclusion des groupes historiquement sous-représentés. Le principe 6.6 (Les femmes dans le secteur minier) exige que les entreprises identifient et éliminent les obstacles empêchant les femmes d'accéder à la main-d'œuvre minière et d'y rester, et qu'elles apportent leur soutien aux femmes dans les communautés situées aux alentours des exploitations minières.

En associant les données relatives aux entreprises membres du WGC aux données de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'emploi des femmes dans le secteur minier par pays, nous estimons que les femmes ont représenté 17,3 % des salariés employés directement par le secteur minier aurifère en 2020, ce qui est mieux que la moyenne de 5 à 10 % de l'industrie minière et représente une amélioration sur l'estimation de 10 % pour les entreprises membres du WGC en 2013.³⁸ Comme l'illustre le **Graphique 17**, on observe une énorme différence entre les pays, ce qui suggère que les problèmes de succession affectent toujours potentiellement l'accès des femmes aux opportunités professionnelles dans le secteur minier aurifère. Par exemple, le Ghana et la Colombie, jusque très récemment, avaient des lois en place qui restreignaient l'emploi des femmes dans le secteur minier.³⁹

La diversité hommes-femmes dans le secteur minier aurifère n'est pas uniquement une histoire de chiffres globaux mais aussi d'ancienneté et d'égalité des chances en matière d'évolution de carrière. Ce secteur reconnaît l'impératif commercial de promouvoir et de soutenir les femmes au sein de leurs organisations et un élan positif a été créé.

35 www.wsj.com/articles/companies-with-diverse-executive-teams-posted-bigger-profit-margins-study-shows-1516322484

36 www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2019/03/pdf/fd0319.pdf, p.6

37 www.bhp.com/media-and-insights/prospects/2016/12/the-commercial-case-for-inclusion-and-diversity/; https://unece.org/fileadmin/DAM/energy/se/pdfs/UNFC/Women_in_Mining_Webinar/Women_in_Mining_Presentation.pdf

38 WGC, L'impact socio-économique de l'extraction de l'or, p. 25 www.gold.org/goldhub/research/socio-economic-impact-mining-gold

39 <https://resourcegovernance.org/blog/women-mining-history-legal-invisibility-and-exclusion>

Étude de cas : soutenir les femmes au sein de la main-d'œuvre et de la communauté

Les entreprises membres du WGC fournissent un environnement de travail plus sensible aux genres et plus inclusif en leur sein afin d'attirer et de retenir des femmes de talent à tous les niveaux. Mais de nombreux membres du WGC se sont également attachés à des problématiques liées aux questions de genre qui existent au-delà des portes de la mine.

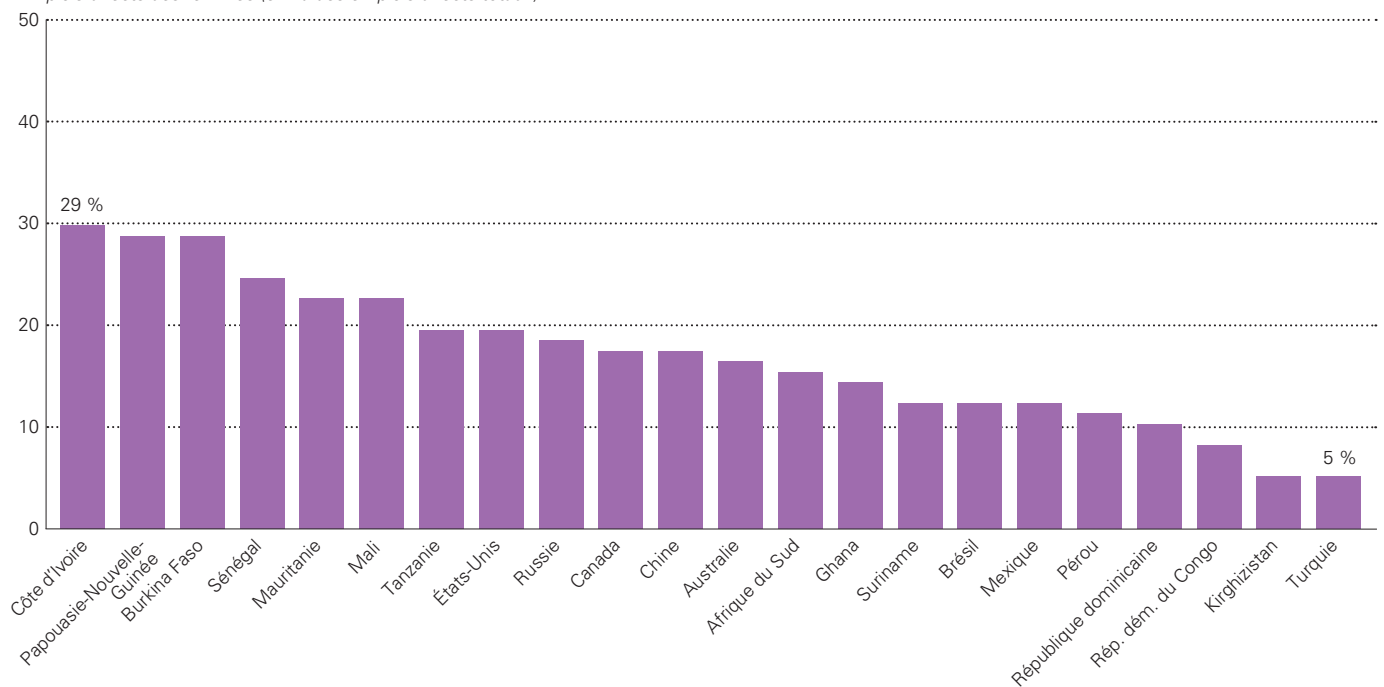
L'entreprise Endeavour organise des programmes destinés aux femmes du secteur minier qui les aide à réussir dans des emplois qui ne sont pas traditionnellement perçus comme accueillants pour elles, comme le poste de conducteur de poids lourd minier. L'entreprise préside également l'Association HeForShe Mines Côte d'Ivoire, une initiative mondiale qui a été lancée en décembre 2020 par ONU Femmes et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'Association a été créée pour garantir l'implication d'alliés masculins dans la lutte contre l'inégalité entre les sexes, développer les principes d'équité et créer des conditions favorables pour la promotion de la condition féminine.

Il existe de nombreux autres exemples de la manière dont les entreprises aident les femmes au sein des communautés. L'entreprise Kinross, par exemple, a appuyé la mise en place de coopératives de femmes et a fourni des emplois directs et indirects aux femmes dans sa mine de Tasiast, en Mauritanie. Elle a dispensé, en outre, une formation continue pour l'acquisition de compétences et mesure à l'avance l'inclusion économique des femmes, notamment au travers de la formation de petites entreprises et du financement de micro-projets. Ainsi, par exemple, la coopérative a fourni des milliers de masques à la mine et aux communautés locales en 2020.

De nombreux membres du WGC fixent également des cibles spécifiques en termes de genre, souvent liées à la rémunération des cadres, afin d'accroître la diversité au sein de leur main-d'œuvre. L'entreprise Golden Star, où les femmes représentent actuellement 7 % de la main-d'œuvre, s'est, par exemple, fixé une cible de 20 % de femmes employées d'ici 2025.

Graphique 17 : Part estimée de l'emploi direct des femmes soutenu par les membres du WGC^{40/41}

Emplois directs des femmes (en % des emplois directs totaux)

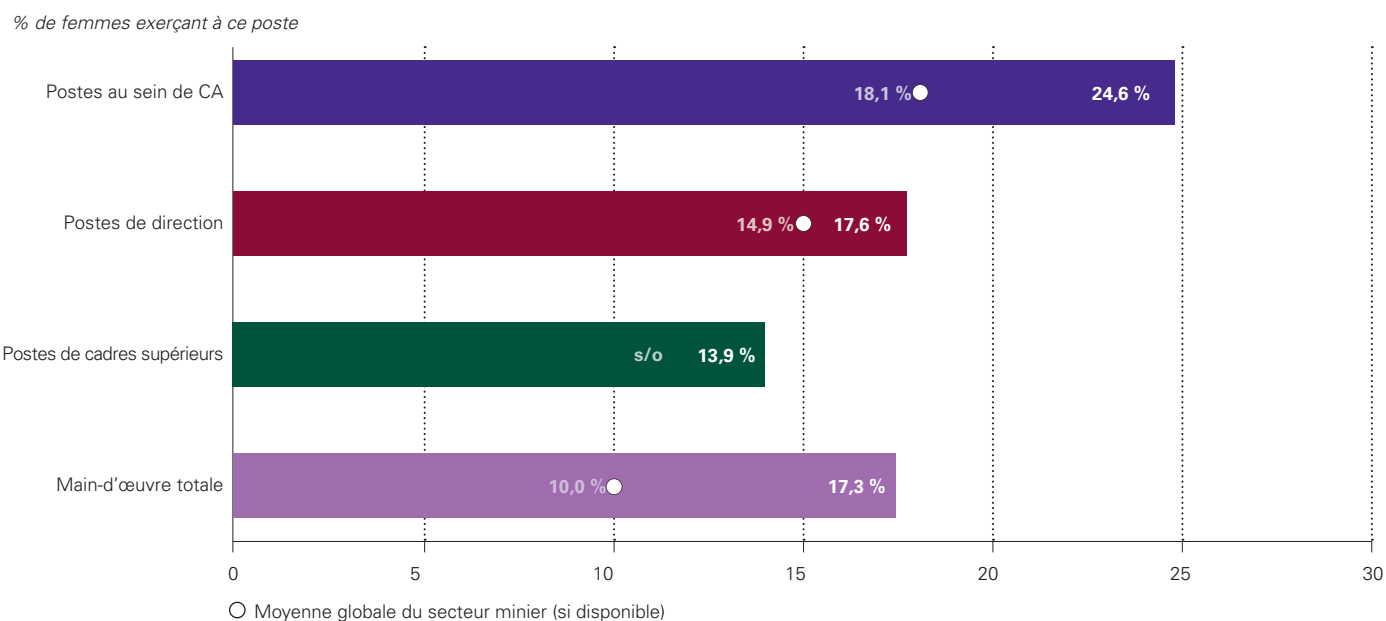


40 Basé sur la part des emplois destinés aux femmes dans le secteur minier, d'après des estimations modélisées de l'OIT datant de 2019.

41 L'Argentine, qui a rapporté une représentation des femmes de 60 % dans le secteur minier (OIT), a été supprimée en raison d'incohérences dans les données prévues.

Comme l'illustre le **Graphique 18**, la représentation des femmes au sein des Conseils d'administration et à des postes de direction dans les entreprises membres du WGC était, respectivement, de 24,6 % et de 17,6 % en 2020. Cela est légèrement supérieur à la moyenne de 14,9 % pour les postes de direction et de 18,1 % pour les positions au sein des CA de l'industrie minière.⁴² Ce graphique montre également que les entreprises minières aurifères ont les plus grands progrès à accomplir pour accroître le pourcentage de femmes qui pourvoient les postes de cadres supérieurs vacants.

Graphique 18 : Proportion des femmes à des postes de direction, par rapport à la part globale des femmes exerçant à ces postes dans le secteur minier au sens large⁴³



42 www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/latest-news-headlines/despite-diversification-efforts-fewer-than-1-in-5-mining-leaders-are-women-59101897

43 Les données sur la moyenne du secteur minier global pour les postes de cadres supérieurs ne sont pas disponibles.

Développer les compétences

Les entreprises minières aurifères jouent généralement un rôle important dans le développement des compétences de leurs employés et entrepreneurs, allant des stages, de formations professionnelles et sur le tas aux programmes d'encadrement et à l'implication auprès des universités locales. Elles peuvent également proposer des mesures incitatives et aider les fournisseurs locaux à former leur personnel afin qu'il réponde aux normes de qualité requises, améliorant ainsi la qualité globale des services dans l'économie locale.

Dans les régions plus pauvres des pays moins développés tout autant que dans celles des pays développés, où le nombre d'ouvriers qualifiés est faible et de grandes lacunes en matière de compétences existent, les entreprises minières aurifères peuvent encourager le changement en permettant aux gens d'élargir leurs connaissances et d'acquérir de nouvelles compétences. Nombre des processus et des technologies déployés sur les sites miniers sont également utilisés dans d'autres secteurs. Ainsi, les compétences et les connaissances techniques et en matière de gestion acquises au cours de l'emploi dans une mine peuvent être pertinentes pour les autres secteurs économiques et leur être transférées. Cela accroît en retour la capacité des salariés à trouver un emploi à un poste similaire dans d'autres entreprises ou secteurs, au cas où un travail dans une mine n'était plus disponible.

Le développement des compétences contribue également à l'évolution de carrière et a un impact positif sur les salaires des employés. En 2020, les entreprises membres du WGC qui ont fourni des données sur la formation ont investi 60,9 millions de dollars dans le développement des compétences,⁴⁴ équivalent à un budget de formation de 403 dollars pour chacun des 151 160 employés de ces entreprises.⁴⁵ Si l'on extrapole à l'intégralité de la main-d'œuvre du WGC, les investissements dans le développement des compétences s'élèveraient à environ 78,5 millions de dollars.

De point de vue des entreprises minières aurifères, l'investissement dans le développement des compétences de leur main-d'œuvre est crucial pour leur réussite commerciale à long terme. Cela permet avant tout de s'assurer que les normes de sécurité sont suivies et que le travail est effectué efficacement. Cela est également de plus en plus perçu comme une stratégie visant à atténuer les risques de pénurie de personnel. Dans certaines régions, le secteur a déjà des difficultés à trouver les employés dotés des compétences requises. Cette tendance est susceptible de perdurer en raison de l'automatisation accrue, qui entraînera vraisemblablement un plus petit nombre d'emplois qualifiés difficiles à pourvoir qui en remplacent d'autres peu qualifiés mais plus nombreux.



Un programme d'enseignement destiné aux adultes pour appuyer les ODD des Nations Unies. Mine d'Ity, Côte d'Ivoire. Image utilisée avec la permission d'Endeavour Mining.

44 16 des 31 membres du WGC ont fourni des données sur les dépenses consacrées à la formation des employés. Ces entreprises emploient quelques 151 000 des 194 800 salariés totaux employés directement.

45 Ce chiffre a été estimé en se basant sur les 60,9 millions de dollars de dépenses et sur les chiffres relatifs aux emplois directs pour les pays pour lesquels des données sur les dépenses consacrées à la formation étaient disponibles (16 entreprises sur 31).

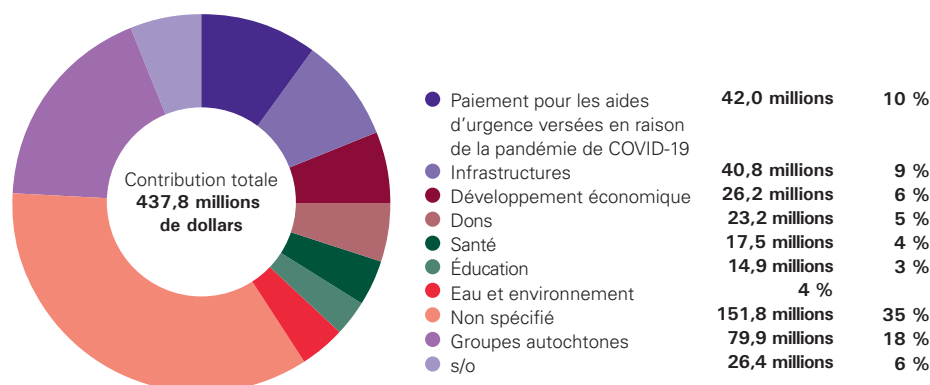
Investir dans les communautés et contribuer aux objectifs de développement durable

Établir des liens solides avec les communautés locales

La plupart des mineurs du secteur aurifère aspirent clairement à laisser un héritage de développement positif aux communautés situées aux alentours de leurs mines. Les entreprises minières deviennent souvent des partenaires communautaires, qui fournissent des infrastructures et appuient la prestation de services publics. Écouter les inquiétudes et les attentes des communautés locales et agir en conséquence, impliquer régulièrement les parties prenantes et partager les bénéfices créés par la mine sont tous des éléments essentiels pour mettre en place et conserver un permis social d'opérer. Si les coûts sociaux et environnementaux des opérations minières l'emportent sur les bénéfices, cela peut causer des tensions sociales ou même des conflits entre les communautés et les entreprises minières. L'absence d'acceptation sociale d'un projet minier est par conséquent un risque commercial majeur qui peut mettre en péril la capacité d'une exploitation à créer de la valeur en raison de retards et de coûts imprévus. Il est donc impératif d'un point de vue commercial et opérationnel que les entreprises minières entretiennent des relations solides avec les communautés locales.

Les exigences rattachées aux relations communautaires sont détaillées dans les **Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable**. Le principe général n° 7 – Travailler avec les communautés – couvre des enjeux tels que la consultation et l'engagement communautaires ; les opportunités d'offre d'emploi, de formation et de passation de marché ; les droits des populations autochtones ; et l'atténuation des impacts négatifs sur les communautés locales. Dans l'intégralité du secteur minier, les approches adoptées par les entreprises aurifères envers la gestion des relations communautaires sont parmi les plus solides, d'après l'Indice de bien-être des communautés développé par la Responsible Mining Foundation (Fondation pour une exploitation minière responsable).⁴⁶ Par rapport à d'autres secteurs, les entreprises minières ont acquis une énorme expertise dans l'engagement communautaire car, contrairement à la plupart des autres industries, elles ne disposent pas de l'option de relocaliser leurs opérations si une bonne relation de travail avec les communautés d'accueil n'est pas mise en place et entretenue.

Graphique 19 : Répartition des dépenses communautaires par catégorie en 2020 (en dollars)



46 <https://2020.responsibleminingindex.org/en/results/thematic/318>

Investir dans le développement des communautés

Les investissements dans le bien-être des communautés et dans l'amélioration de l'accès du public aux infrastructures et aux services sociaux, ainsi que dans la promotion des soins de santé et de l'éducation, peuvent servir de moteur à la croissance régionale et accroître la prospérité des communautés. En 2020, les entreprises membres du WGC ont dépensé 438 millions de dollars en paiements aux communautés, soit 359 millions de dollars en projets de développement communautaire et 79 millions de dollars en paiements aux groupes autochtones. Cela équivaut à environ 5,8 % du « résidu » après impôt agrégé des entreprises membres, comme le montre le **Graphique 8**.⁴⁷ Bien que ces chiffres ne puissent être comparés directement à ceux des entreprises opérant dans d'autres secteurs centrés sur des causes philanthropiques ou sur la RSE, un comparateur que nous notons ici est la dépense de 1,8 % en RSE des bénéficiaires après impôt agrégés des entreprises classées dans le classement Fortune 500 en 2019.⁴⁸

Le **Graphique 19** fournit un aperçu des domaines dans lesquels les membres du WGC ont apporté une contribution financière aux groupes communautaires locaux et aux populations autochtones. Les paiements versés aux communautés autochtones ont été inclus ici, même s'ils sont souvent basés sur des accords négociés et impliquent des paiements pour le développement des ressources sur les terres indigènes. Ce type de transfert financier fait souvent partie d'un accord impact-bénéfices plus large qui stipule également d'autres obligations de l'entreprise dans des domaines tels que la protection de l'environnement, l'investissement communautaire, l'embauche et les achats locaux. Ce montant, qui s'élève à plus de 79 millions de dollars, représente la catégorie de paiement la plus importante de la part des entreprises membres du WGC. Une large portion de ces paiements est versée aux communautés autochtones du Canada et d'Australie.

Les paiements qui soutiennent les aides d'urgence versées en raison de la pandémie de COVID-19 ont été le deuxième domaine de dépenses communautaires le plus élevé en 2020. Au beau milieu de la pandémie de COVID-19, les entreprises minières aurifères ont pris des mesures importantes pour protéger la santé et le bien-être de leurs employés, entrepreneurs et communautés locales. De nombreuses entreprises opérant dans des économies en voie de développement ont également fourni une aide humanitaire aux communautés qui en avaient le plus besoin. Cela comprenait des dons financiers et la fourniture d'équipement médical, de l'assistance aux établissements de soins publics dans leur réponse à la COVID-19, la fourniture d'un accès aux installations médicales sur le site de la mine et même des dons aux hôpitaux.⁴⁹ Selon nos données datant de 2020, les entreprises membres du WGC ont dépensé plus de 42 millions de dollars en mesures d'assistance communautaires en lien avec la COVID-19, bien que nous sachions, d'après les promesses d'entreprises, que les dépenses prévues pour la COVID-19 sont bien plus élevées.

L'industrie minière aurifère contribue également aux améliorations apportées aux infrastructures dans les zones environnant leurs mines. Quelle que soit leur taille, les mines d'or nécessitent un accès aux routes, un approvisionnement en eau, des systèmes d'assainissement et de l'électricité. Ces infrastructures sont de plus en plus construites pour bénéficier également aux communautés locales, plutôt que de restreindre leur utilisation aux entreprises minières. Comme le montre le **Graphique 19**, les projets d'infrastructures ont également été l'un des investissements communautaires les plus importants, totalisant 41 millions de dollars en 2020. L'accès aux soins de santé et aux services éducatifs peuvent également bénéficier de manière positive au développement de la mine, tout particulièrement dans les régions reculées des pays à faible revenu.⁵⁰ Quelques 32,5 millions de dollars des dépenses communautaires des entreprises minières sont allées vers ces services en 2020.

Étude de cas : investir dans le développement économique des communautés

La société Barrick Gold pense que la création d'emplois et la contribution à des moyens de subsistance alternatifs sont essentielles pour toute entreprise minière moderne et constituent deux de ses responsabilités fondamentales. Dans cette perspective, elle s'efforce d'apporter un soutien actif à l'entrepreneuriat local dans les communautés d'accueil et suit les impacts de ses investissements comme moyen de mesurer sa réussite en tant qu'entreprise.

En Tanzanie, Barrick soutient une coopérative avicole composée de jeunes qui est maintenant florissante et qui vend des centaines d'œufs chaque jour à la mine et aux communautés locales. Cela fournit un revenu supplémentaire vital ainsi que des emplois aux jeunes, tout en contribuant à la sécurité alimentaire de la communauté locale.

En 2020, au Nevada (États-Unis), Barrick a lancé le Fond I-80 pour fournir des prêts à faible taux d'intérêt aux petites entreprises afin de les aider à rester à flot pendant la pandémie de COVID-19. L'argent remboursé est réinvesti dans des programmes d'investissement dans les communautés locales pour tirer profit au maximum des avantages.

Barrick collabore également avec un traiteur local près de la mine de Veladero, en Argentine, pour promouvoir et accroître la production agricole, améliorant ainsi une fois encore la sécurité alimentaire tout en fournissant un revenu supplémentaire aux fermiers locaux.

47 Dépenses nettes de 79 millions de dollars auprès des populations autochtones, les 359 millions de dollars de dépenses communautaires restantes représentant 5,8 % du total estimé de 6,2 milliards de dollars de bénéfices après impôts (voir le **Graphique 8**).

48 Berkeley Economic Review, 11 mars 2020.

49 www.gold.org/about-gold/gold-supply/responsible-gold/blog/2020/05/gold-companies-support-governments-and

50 <https://pubs.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/G00901.pdf>

La présence d'une mine présente une opportunité d'investissement et de transformation pour les communautés, dans le but d'être plus aisées lorsque les opérations minières cessent. L'importance potentielle de ces investissements est plus grande dans les régions pauvres et reculées qui ne disposent souvent pas des capacités et des ressources des institutions gouvernementales. Pour que ces dépenses communautaires aient un impact durable, une collaboration étroite entre les entreprises minières, les gouvernements d'accueil et les leaders communautaires est nécessaire. Il y aura toujours une tension entre les dépenses visant à soulager les besoins immédiats et la nécessité d'un investissement à long terme, mais les entreprises minières aurifères travaillent de plus en plus main dans la main avec les gouvernements locaux et régionaux lors de la priorisation, la planification et la mise en œuvre d'initiatives de développement socio-économique. Ces partenariats entraîneront plus de progrès.

La contribution de l'exploitation minière aurifère aux objectifs de développement durable des Nations Unies

Les personnes qui ont été impliquées dans l'exploitation minière aurifère, ou qui ont tout bonnement visité une mine d'or, sont souvent frappées par la solidité des liens avec la communauté locale et, tout particulièrement dans les pays en voie de développement, par la mesure dans laquelle une mine est en mesure de contribuer au développement social et économique de l'économie locale et nationale. Ce secteur est derrière des centaines, voire des milliers, de projets de développement individuels – certains de petite envergure, d'autres plus importants – qui, ensemble, s'ajoutent à une contribution non négligeable à la réalisation des ODD des Nations Unies. Qu'il s'agisse d'un projet appuyant la connexion Internet dans une petite ville, de l'amélioration des infrastructures physiques telles que les routes et l'alimentation électrique, de la protection et l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, de l'amélioration de la biodiversité pour compenser les impacts

environnementaux ou du soutien apporté aux entreprises locales pour les aider à développer leurs opérations, le secteur minier aurifère joue de plus en plus le rôle d'un partenaire proactif et visible dans le parcours de développement d'un pays. Nombre de ces contributions auront un impact durable sur les économies d'accueil, même après la cessation de l'activité minière, tout particulièrement dans les domaines où de nombreuses compétences peuvent être déployées dans d'autres secteurs.

L'étude préparée conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Forum économique mondial, le Columbia Center on Sustainable Investments et le Sustainable Development Solutions Network souligne la manière dont le secteur minier contribue à l'atteinte des ODD.⁵¹ En 2020, le WGC a publié son propre rapport, la Contribution de l'exploitation minière aurifère aux Objectifs de développement durable des Nations Unies,⁵² qui a examiné la contribution du secteur dans presque tous les ODD.

L'Annexe 4 fournit une liste détaillée des cibles des ODD et des indicateurs couverts dans ce rapport. Les contributions apportées par le secteur à l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) sont particulièrement notables. D'autres exemples, moins bien connus mais néanmoins importants, comprennent les efforts visant à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement (ODD 6), l'amélioration de la biodiversité (ODD 15) et, plus important encore, les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD 13). Les efforts du secteur visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, en soutien à l'ODD 13, font le sujet d'une discussion plus approfondie dans le prochain chapitre.

Le prochain chapitre développe également spécifiquement les actions prises par l'industrie minière pour améliorer sa performance et opérer de manière responsable, notamment la manière dont elle atténue proactivement les impacts sociaux et environnementaux négatifs associés à l'exploitation minière aurifère qui, si on n'y remédie pas, pourraient affecter négativement les progrès réalisés en matière d'ODD.

51 www.undp.org/publications/mapping-mining-sdgs-atlas

52 www.gold.org/about-gold/gold-supply/responsible-gold/gold-minings-contributions-sdgs

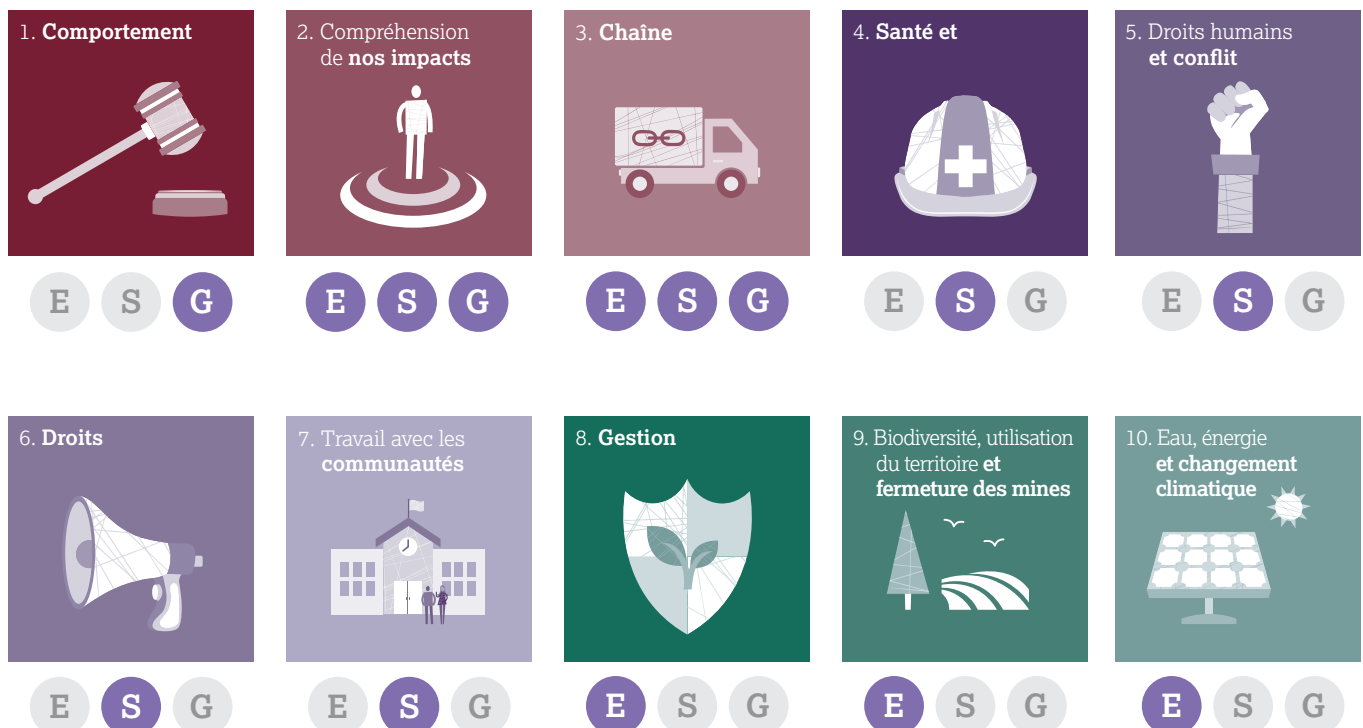
L'exploitation minière responsable

Améliorer les normes ESG dans le secteur de l'exploitation minière aurifère

Bien que ce rapport examine les impacts sociaux positifs de l'exploitation minière aurifère, il est également important de reconnaître ses effets négatifs, notamment les impacts environnementaux sur les terres et les ressources en eau, la perte de biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre. Les impacts négatifs non atténués peuvent affecter de manière disproportionnée les groupes de personnes vulnérables, les femmes et les populations autochtones. De plus, des risques économiques tels qu'une mauvaise gestion des revenus issus des ressources, la recherche de profit économique et les liens limités avec les autres secteurs de l'économie peuvent surgir si les gouvernements n'ont pas de gouvernance des ressources naturelles efficace et des structures de reddition de comptes en place. Bien qu'il soit important de reconnaître ces risques ainsi que les échecs passés, le secteur a néanmoins fait des progrès considérables au cours des dernières années. Des mesures conscientes ont été prises pour gérer les impacts environnementaux, sociaux et en matière de droits humains, améliorant ainsi la sécurité et l'inclusion de l'environnement de travail, accroissant l'efficacité énergétique et fournissant une transparence sur les flux financiers.

La publication des Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable (RGMP) en 2019 a représenté une étape importante dans la formalisation de l'engagement de l'industrie à intégrer les questions de durabilité dans les opérations quotidiennes. Ce cadre a été développé sous l'égide du WGC, avec une solide contribution des divers parties prenantes, dont la société civile, les investisseurs, les gouvernements et les entreprises au sein de la chaîne de valeur de l'or, au travers d'un vaste processus de consultation. Les 51 principes couvrent les questions matérielles environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) pertinentes pour l'industrie minière aurifère, et exposent clairement les attentes concernant la notion d'exploitation minière aurifère responsable. Les RGMP reconnaissent et incluent les normes et instruments existants en matière d'ESG, tels que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, la norme relative à l'exploitation aurifère sans conflit du WGC et l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). Un aperçu des 10 grands domaines couverts par les RGMP est présenté dans le **Graphique 20**.

Graphique 20 : Aperçu des Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable



Source : World Gold Council

Ces RGMP ont été lancés fin 2019 parallèlement à un calendrier de mise en œuvre de trois ans. Au moment de leur lancement, de nombreuses entreprises membres du WGC avaient déjà de solides systèmes ESG en place, bien que de manière peut-être moins structurée. Ainsi, les RGMP ont contribué à créer un cadre organisateur visant à développer les bonnes pratiques existantes et à incorporer les nouvelles aspirations et les attentes des parties prenantes. Le plein respect des RGMP, notamment une exigence d'assurance indépendante et de divulgation publique au travers d'un rapport RGMP, est obligatoire pour tous les membres du WGC. Leur mise en œuvre, cependant, n'est pas restreinte aux membres du WGC et plusieurs non-membres ont également adopté ce cadre.

En raison de la période de mise en œuvre de trois ans, aucune information et donnée agrégée n'est encore disponible et ne peut donc pas être incluse dans ce rapport.

Alors que les attentes internationales en matière de critères ESG continuent de croître, mues par les défis sociétaux tels que le changement climatique, les inégalités et la pandémie de COVID-19, des efforts soutenus seront nécessaires pour combler les écarts existants et améliorer continuellement la performance opérationnelle.

Atténuer les émissions de gaz à effet de serre

L'impact économique des membres du WGC décrit dans la section 4.1 se conjugue avec les émissions de gaz à effet de serre. Alors que l'apparition des effets néfastes, tels que la contamination de l'eau, dépend de l'(in)adéquation des processus et non du volume de la production minière, à moins que les technologies de production ne changent, les émissions de gaz à effet de serre continueront à augmenter en fonction de l'utilisation de l'énergie reposant sur les carburants fossiles, utilisée pour encourager l'augmentation de la production. En raison de ce lien complexe entre l'impact économique et climatique, il est approprié de les analyser côte à côte.

Le WGC a publié quatre rapports sur le changement climatique au cours des dernières années : L'or et le changement climatique : une introduction ;⁵³ L'or et le changement climatique : impacts actuels et futurs ;⁵⁴ L'or et le changement climatique : la transition énergétique ;⁵⁵ et enfin L'or et le changement climatique : décarboner les portefeuilles d'investissement.⁵⁶ Ces rapports montrent que, alors que l'industrie minière aurifère consomme intrinsèquement énormément d'énergie, il existe néanmoins des opportunités évidentes et des plans concrets de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris. En d'autres termes, il existe une voie claire et réaliste pour les mineurs du secteur aurifère d'atteindre zéro émission d'ici 2050.

Les émissions de GES cumulées des entreprises membres du WGC peuvent être estimées à l'aide des intensités des GES telles qu'elles sont déterminées pour l'intégralité du secteur minier aurifère dans les rapports du WGC décrits ci-dessus.⁵⁷ Bien que ces intensités moyennes masquent les énormes différences entre les pays, elles suffisent à estimer les émissions de GES totales couvertes par ce rapport.

53 www.gold.org/goldhub/research/gold-and-climate-change-introduction

54 www.gold.org/goldhub/research/gold-and-climate-change-current-and-future-impacts

55 www.gold.org/goldhub/research/gold-and-climate-change-the-energy-transition

56 www.gold.org/goldhub/research/gold-and-climate-change-decarbonising-investment-portfolios

57 www.gold.org/goldhub/research/gold-and-climate-change-current-and-future-impacts

Tableau 1 : Émissions de gaz à effet de serre en tonnes de CO₂ équivalent à l'ensemble de la production des membres du WGC

Scope	Tonnes de CO ₂ e par tonne d'or	Tonnes de CO ₂ e par onces troy d'or	Émissions de CO ₂ e en tonnes
Scope 1	13 197	0,41	14 153 352
Scope 2	15 931	0,50	17 085 478
Scope 3 (en amont) ⁵⁸	7 287	0,23	7 815 070
Total	36 415	1,13	39 053 900

Source : World Gold Council

Le **Tableau 1** résume les intensités des GES pour les émissions de Scope 1 (émissions directes), de Scope 2 (électricité achetée) et de Scope 3 (chaîne logistique en amont) du Protocole des gaz à effet de serre.

Pour chaque once d'or produite, un peu plus d'une tonne de GES est émise. La production totale des membres du WGC couverte par ce rapport étant de 34,5 millions d'onces, les émissions de gaz à effet de serre totales sont donc équivalentes à 39 millions de tonnes de CO₂. 36 % de ces émissions correspondent à des émissions de Scope 1, 44 % à des émissions de Scope 2 et 20 % à des émissions de Scope 3.

Afin de remettre les émissions de GES dans leur contexte financier, le Pacte mondial des Nations Unies a exhorté les entreprises à adopter un prix de 100 dollars par tonne de CO₂e.⁵⁹ Le revenu moyen par once d'or en 2020 était d'environ 1 743 dollars. Cela implique que le coût monétaire des émissions de GES est supérieur à 6 % des revenus.⁶⁰ Cela souligne l'importance de la décarbonation de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère du point de vue financier de l'entreprise.

D'un point de vue socio-économique plus large, il est révélateur de comparer les émissions de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère dans son ensemble à sa contribution globale au PIB. Il s'agit d'un ratio important parce qu'il est capturé comme indicateur ODD 9.4.1 : les émissions de CO₂ par unité du PIB. Les émissions de Scope 1, 2 et 3 (en amont) du **Tableau 1** capturent l'ensemble des émissions de GES des entreprises membres du WGC et de l'intégralité de leurs chaînes logistiques. L'analyse de la contribution au PIB de l'exploitation minière aurifère couvre également l'intégralité de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère et les résultats qui en découlent peuvent par conséquent être comparés directement aux émissions de GES mentionnées ici. La contribution totale au PIB d'un montant de 37,9 milliards de dollars (voir la section 4.1), en conjonction avec les 39 millions de tonnes d'émissions de CO₂e, signifie que pour chaque dollar de contribution au PIB, 1,03 kg de CO₂e est émis. Il est difficile de comparer cela directement aux autres secteurs ou chaînes de valeur en raison des différences inhérentes dans les activités. Néanmoins, à titre de référence, l'intensité des gaz à effet de serre de l'ensemble de l'économie mondiale en 2018 représentait 0,39 kg par dollar du PIB⁶¹

58 Les émissions de Scope 3 en aval équivalant à 375 tonnes de CO₂ par tonne d'or représentent 5 % des émissions en amont, ou 1 % des émissions totales. Les émissions de Scope 3 sont les plus difficiles à quantifier. Les émissions de Scope 3 indiquées ici comprennent une provision pour la transmission et la distribution de la consommation d'électricité incluse dans les émissions de Scope 2.

59 Au 4 octobre 2021, le prix par tonne de CO₂ dans le Système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE) est de 63 € (soit 73 dollars) et le prix du SEQE-R.-U. est de 74 £ (soit 99 dollars), bien qu'il ne s'agisse pas d'un coût actuel pour les entreprises aurifères. Le prix du CO₂ dans les économies en voie de développement est susceptible de différer sensiblement des prix du SEQE-UE. Par exemple, de récentes discussions concernant les prix du CO₂ en Chine et en Inde se sont concentrées sur un niveau de prix plus bas.

60 1,13 tonne de CO₂e par once multiplié par 100 dollars par tonne de CO₂e/1 750 dollars par once = 6 %.

61 Les indicateurs du développement de la Banque mondiale rapportent une valeur de 0,41 kg de CO₂ pour 1 dollar du PIB mesuré en dollars américains constants de 2010 en 2018. Le déflateur du PIB mondial pour la période 2010-2018 est de 1,04, par conséquent 0,41/1,04 = 0,39 kg.

Le WGC a récemment étudié les voies vers la transition énergétique des producteurs d'or et de leurs chaînes logistiques. Sa principale conclusion était que, sur la base des plans actuels, les émissions chuteraient de 35 % en 2030, et potentiellement de 9 % supplémentaires. Cette amélioration peut être obtenue au travers de la décarbonation des sources d'électricité provenant des réseaux (Scope 2 dans le **Graphique 21**) et par le remplacement de l'auto-génération d'électricité reposant sur les carburants fossiles par des réseaux d'électricité plus verts et la production d'énergie renouvelable par les entreprises aurifères. La diminution de la production des mines fortement émettrices jouera également un rôle. Atteindre la réduction complète de

44 % amènerait les émissions de GES par unité du PIB à 0,58 kg par dollar. Bien que ce chiffre soit toujours globalement plus élevé que l'économie, il alignerait le secteur sur les cibles de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C de réduction de l'Accord de Paris.

Il est important de noter que sensiblement toutes les émissions de gaz à effet de serre de l'or proviennent de l'étape d'extraction. Si l'on inclut également les émissions de gaz à effet de serre dans le traitement en aval et l'ajout de valeur, par exemple, dans la joaillerie, cela réduirait quand même l'intensité globale des gaz à effet de serre émis par l'intégralité de la chaîne de valeur.

Conclusion

L'exploitation minière aurifère a lieu dans le monde entier, souvent dans des zones reculées. Effectuée de manière responsable, elle peut apporter une contribution notable au développement social et économique, aussi bien au niveau local que national. Cela nécessite des entreprises minières aurifères qu'elles développent et investissent dans les employés et entreprises locaux, apportent leur soutien aux communautés d'accueil et collaborent avec les gouvernements et la société civile afin d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles.

Notre analyse contribue à aborder certaines des idées fausses les plus courantes à propos du secteur, notamment le fait que les mineurs de l'industrie aurifère ne dépensent pas leur argent dans leur pays d'accueil. Au contraire, nos données montrent que pour chaque dollar de revenu provenant de l'or, 63 % au moins reste dans les pays d'accueil, où il s'accumule sous forme de revenu pour les employés, les entreprises et les gouvernements. Tout aussi important, chaque employé d'une entreprise aurifère crée quasiment six autres emplois ailleurs dans la chaîne logistique, et près de quatre emplois supplémentaires dans l'économie au sens large. Au total, les entreprises membres du WGC sont venues en appui à plus de 2 millions d'emplois dans le monde en 2020.

Cependant, les chiffres moyens masquent de grandes différences entre les pays. Dans les pays développés, la valeur économique de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère s'accompagne de relativement peu d'emplois, chacun d'entre eux générant une énorme valeur ajoutée. À l'inverse, dans les pays moins développés, avec une productivité moindre de la main-d'œuvre, la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère soutient de nombreux emplois qui créent relativement moins de valeur ajoutée. La productivité de la main-d'œuvre des entreprises membres du WGC, notamment, est élevée partout, aussi bien dans les pays développés que dans ceux en voie de développement.

Les emplois liés à l'exploitation minière aurifère sont systématiquement bien payés et représentent souvent plusieurs fois la moyenne nationale. Les entreprises ont également dépensé énormément de temps à former leurs employés pour garantir des normes élevées en matière de sécurité et d'efficacité des opérations, et la plupart des emplois faisant l'objet d'un recrutement au sein des pays d'accueil (environ 95 % par rapport à 5 % d'expatriés), ces compétences peuvent souvent être transférées ailleurs dans l'économie, engendrant des retombées positives. Bien que le secteur minier reste dominé par les hommes, les femmes sont de mieux en mieux représentées au sein de la main-d'œuvre, ainsi qu'aux niveaux des Conseils d'administration et de la direction. Néanmoins, les entreprises pourraient prendre davantage de mesures pour promouvoir les femmes aux postes de cadres moyens, à des fonctions techniques ou encore à des postes de cadres supérieurs.

Alors que la durée de vie d'une mine est limitée et que les pays et communautés d'accueil doivent considérer son exploitation comme une « fenêtre d'opportunité », nombre des bénéfices accumulés pendant le cycle de vie de la mine perdurent une fois celle-ci fermée. Ces bénéfices peuvent inclure des infrastructures telles que l'approvisionnement en électricité et en eau, une main-d'œuvre locale qualifiée et une communauté commerciale plus active. Les entreprises minières responsables reconnaissent maintenant qu'elles ont l'obligation de concevoir des opérations pour une fermeture responsable et de collaborer avec les parties prenantes pour faire en sorte que la dislocation sociale causée par une éventuelle fermeture soit minimale.

Il est également encourageant d'observer que la qualité des ressources et la gestion des revenus dans plusieurs pays à exploitation aurifère intensive s'améliorent. L'association des trois facteurs suivants – la contribution aux recettes gouvernementales, la promotion des investissements et l'amélioration de la gouvernance – est très prometteuse pour les pays qui espèrent transformer leurs économies pour le plus grand bien de leurs populations, stimulées par la présence de l'exploitation minière aurifère.

Ce rapport s'efforce de quantifier comment l'exploitation minière aurifère crée et soutient les économies nationales et locales, ainsi que les moyens de subsistance et l'emploi. Nombre des constats permettent la quantification de la contribution globale des entreprises membres du WGC envers les ODD des Nations Unies. Une seule année fournit uniquement un aperçu de la contribution de l'exploitation minière aurifère et par conséquent, davantage de travail est requis pour mesurer cela sur une plus longue période. Cela permettrait de mieux capturer la contribution et les impacts globaux sur l'intégralité du cycle commercial. Une telle tâche peut nécessiter une standardisation accrue du processus de recueil des données pour les membres du WGC. De même, la portée du rapport pourrait également être élargie pour inclure d'autres impacts négatifs, si possible d'une manière quantitative. Les informations que les entreprises membres du WGC signaleront, conformément aux Principes permettant une exploitation minière aurifère responsable, peuvent fournir un bon point de départ à cet effet.

Annexe 1 : Méthodes et modèle économique

Aperçu

Ce rapport quantifie les contributions socio-économiques de l'industrie minière aurifère. L'impact socio-économique peut être mesuré par le biais de différentes mesures, mais nous nous concentrons principalement sur deux des plus importantes :

1 Valeur ajoutée (équivalente au PIB)

- Impôts
- Salaires
- Avantages

2 Emploi (emplois)

Dans les pays d'accueil, les entreprises minières paient des impôts aux gouvernements (y compris la perception d'impôts en lien avec les revenus de leurs employés) ainsi que des salaires et des avantages aux employés. Elles soutiennent également l'activité économique dans la chaîne logistique locale par le biais de l'approvisionnement auprès des entreprises locales. Les activités de ces entreprises génèrent une fois encore des recettes fiscales, des emplois, des salaires et des avantages pour les propriétaires d'entreprises, tout en favorisant l'activité économique au travers de l'approvisionnement auprès des entreprises locales. De plus, toutes les personnes employées dans la chaîne logistique dépensent une partie de leurs salaires en biens et en services, tels que les denrées alimentaires, le logement, les soins de santé, etc. De ce fait, l'approvisionnement local des entreprises minières a un impact profond sur les économies nationales, créant de la valeur ajoutée et des opportunités d'emploi aux différentes étapes de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère.

Il est par conséquent pratique de distinguer l'impact à travers trois stades :

- Les impacts directs : effets directement reliés aux dépenses des entreprises minières aurifères. Cela comprend le salaire et les avantages, les paiements d'impôts et les avantages fiscaux générés qui restent dans l'économie locale, ainsi que l'emploi direct sur le site de la mine.
- Les impacts indirects : effets se produisant chez les fournisseurs de biens et services, ainsi que chez leurs fournisseurs respectifs, et ainsi de suite, en matière de revenus et d'emplois générés.
- Les impacts induits : effets de l'emploi associés à la réaffectation des salaires des personnes impliquées dans l'intégralité de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère.

Description du modèle

La modélisation Entrée-Sortie (E-S) est la méthode utilisée pour quantifier l'impact socio-économique des opérations minières aurifères.⁶² Cette méthode combine les données financières des membres du WGC avec les statistiques macro-économiques et sur l'emploi. Le modèle E-S nous permet de suivre les dépenses liées aux achats locaux effectués par les membres du WGC dans les économies nationales au sein desquelles ils opèrent. Cela permet de quantifier la valeur ajoutée et l'emploi facilité par les membres du WGC et leurs chaînes logistiques locales.

La composante essentielle de l'approche de modélisation E-S est la Matrice de responsabilité sociale (Social Accounting Matrix - SAM). La SAM est un schéma de l'économie nationale qui quantifie les flux financiers entre les secteurs économiques.⁶³ Il s'agit d'une représentation statique et statistique de la structure économique et sociale de l'économie locale.⁶⁴ Comme le montre le **Graphique 21**, dans la SAM, le nombre de colonnes et de rangées est identique car tous les secteurs ou acteurs économiques (secteurs d'activité, ménages, état et secteur étranger) sont à la fois des acheteurs et des vendeurs. Les colonnes représentent les acheteurs (dépenses) et les rangées les vendeurs (reçus). Sur les quatre quarts de la SAM, trois sont pertinents dans le cas qui nous concerne. La consommation finale provoque la production, qui entraîne des transferts financiers entre les différents secteurs, qui, à leur tour, génèrent des revenus pour les ménages, l'État (impôts) ainsi que des bénéfices (dividendes et économies).

Encouragées par les exportations d'or (dans la rangée relative à l'exploitation minière), les dépenses totales des membres du WGC vers d'autres secteurs du pays peuvent être dérivées de la colonne correspondante. Dans chaque « cycle » de dépenses, de la valeur ajoutée (salaires, impôts et bénéfices) est générée et de l'argent s'échappe de l'économie au profit des importations.

62 Développé par Wassily Leontief, pour lequel il a reçu le prix Nobel d'économie en 1973.

63 Un SAM spécifique est disponible pour chaque pays. Dans certains cas, un SAM spécifique à un pays donné n'était pas disponible. Dans de tels cas de figure, nous avons utilisé le SAM disponible de la région agrégée la plus petite (p. ex. pour la République dém. du Congo, le SAM du Sud de l'Afrique centrale a été utilisé). Les SAM sont disponibles auprès de la base de données du GTAP (Global Trade Analysis Project ; <http://www.gtap.agecon.purdue.edu>).

64 Les SAM sont valides pour une année spécifique. Les économies sont sujettes à changement et les SAM doivent par conséquent être mis à jour régulièrement.

Données économiques et suppositions

L'analyse du présent rapport porte sur l'année 2020. Outre les données financières de 2020 provenant des membres du WGC, les principales sources de données sont le Global Trade and Analysis Project (GTAP), le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et l'Organisation internationale du travail (OIT). Le **Graphique 22** énumère toutes les sources de données pertinentes. Le présent rapport utilise les données les plus récentes disponibles.⁶⁵

Sorties et valeur ajoutée

Les sorties et la valeur ajoutée sont des indicateurs fréquemment utilisés pour quantifier l'importance des économies, mais ils sont intrinsèquement différents. Les sorties correspondent à la valeur de la production d'un secteur : il s'agit de la somme de la valeur ajoutée d'un secteur et des entrées intermédiaires. La valeur ajoutée est un sous-ensemble des sorties et constitue une mesure utile des revenus créés : il s'agit des salaires, impôts et bénéfices gagnés en raison des activités économiques.

Considérons une entreprise minière aurifère qui s'approvisionne en biens et en services auprès de ses fournisseurs, puis qui utilise ces biens et services pour produire de l'or qui possède une plus grande valeur (sortie) que la somme des biens et services achetés (entrées intermédiaires). Cette augmentation de valeur correspond à la valeur ajoutée par l'entreprise minière aurifère. Cette valeur ajoutée est ensuite utilisée pour verser des salaires et payer des impôts, et, dans l'idéal, il reste des bénéfices après coup.

Dans ce rapport, nous quantifions la valeur ajoutée des entreprises membres du WGC et de leurs chaînes logistiques. Cela diffère de la Valeur économique directe générée et distribuée qui est souvent déclarée conformément à la divulgation 201-1 des Normes GRI, une approche axée sur les sorties (voir l'encadré intitulé « Rapport GRI sur les flux financiers »). L'avantage de l'approche axée sur la valeur ajoutée est qu'elle examine les revenus effectifs perçus par les salariés, les gouvernements et les propriétaires d'entreprises.

Rapport GRI sur les flux financiers

De nombreuses entreprises minières aurifères effectuent leur rapport conformément à la norme GRI. La divulgation GRI sur la Valeur économique directe générée et distribuée (201-1) fait la distinction entre : les revenus, les coûts d'exploitation, les salaires et les avantages des employés, les paiements effectués aux fournisseurs de capital, les paiements effectués au gouvernement et les investissements communautaires. Tous ces éléments sont présentés dans le **Graphique 8**, dans lequel les coûts d'exploitation sont divisés entre les importations et l'approvisionnement local (c.-à-d. au sein du pays). Dans le graphique, les salaires et les impôts constituent la valeur directe générée (en supposant prudemment que le surplus est amassé par les actionnaires étrangers). Les paiements effectués aux fournisseurs sont une mesure relative aux sorties et non à la valeur ajoutée.

Dans l'approche de modélisation économique adoptée dans ce rapport, nous suivons la manière dont les dépenses locales circulent au sein de l'économie et se traduisent en valeur indirecte pour les salariés, les gouvernements et les entreprises, ou, au contraire, quittent l'économie sous forme d'importations effectuées par les entreprises au sein de la chaîne logistique de la mine d'or. De cette manière, il est possible de voir qui sont les véritables bénéficiaires de l'approvisionnement local des mines d'or, dans quelle mesure ils en bénéficient et dans quels secteurs ils évoluent.

À des fins de comparaison avec l'approche axée sur les sorties, le tableau ci-dessous synthétise les dépenses nationales totales des entreprises membres du WGC.

Catégorie de dépenses nationales	Montant (en millions de dollars)	%
Approvisionnement local	26 203	61 %
Salaires	8 716	20 %
Impôts	7 634	18 %
Dépenses communautaires	438	1 %
Total	42 990	100 %

⁶⁵ L'ensemble des SAM date de 2014, les statistiques macro-économiques leur ayant été ajoutées. Il s'agit des données les plus récentes disponibles. La structure d'une économie change très peu sur de courtes périodes, c'est pourquoi les résultats sont toujours valides si l'on utilise les SAM des dernières années.

Le présent rapport différencie la valeur ajoutée créée et facilitée. Les membres du WGC créent directement de la valeur en versant des salaires à leurs propres employés, en payant des impôts et en réalisant des bénéfices. Cependant, la valeur ajoutée indirecte créée par l'approvisionnement en biens et en services auprès de fournisseurs locaux est facilitée. Il s'agit d'une distinction importante, étant donné qu'une partie de la valeur ajoutée créée dans la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère aurait pu l'être de toute façon, même sans la présence de l'activité minière.

Supposition

La supposition principale dans le modèle décrit ci-dessus est que l'analyse « entrées-sorties » suppose implicitement qu'on peut répondre à une augmentation de la demande en accroissant la production à des prix constants dans tous les secteurs affectés de l'économie. Cependant, certains secteurs ne ressentiront pas l'effet d'une demande accrue et ne connaîtront par conséquent pas une augmentation de la production. Parallèlement, des secteurs pourront aussi se trouver dans l'incapacité d'augmenter la production à des prix constants en raison d'un manque de main-d'œuvre, d'une pénurie de matières premières ou d'une capacité de production insuffisante, par exemple. Cette supposition est tout particulièrement pertinente lorsqu'on analyse l'impact économique des mines récemment construites. Une autre supposition majeure est que les flux monétaires des fournisseurs sont équivalents aux moyennes des secteurs dans lesquels on les trouve.

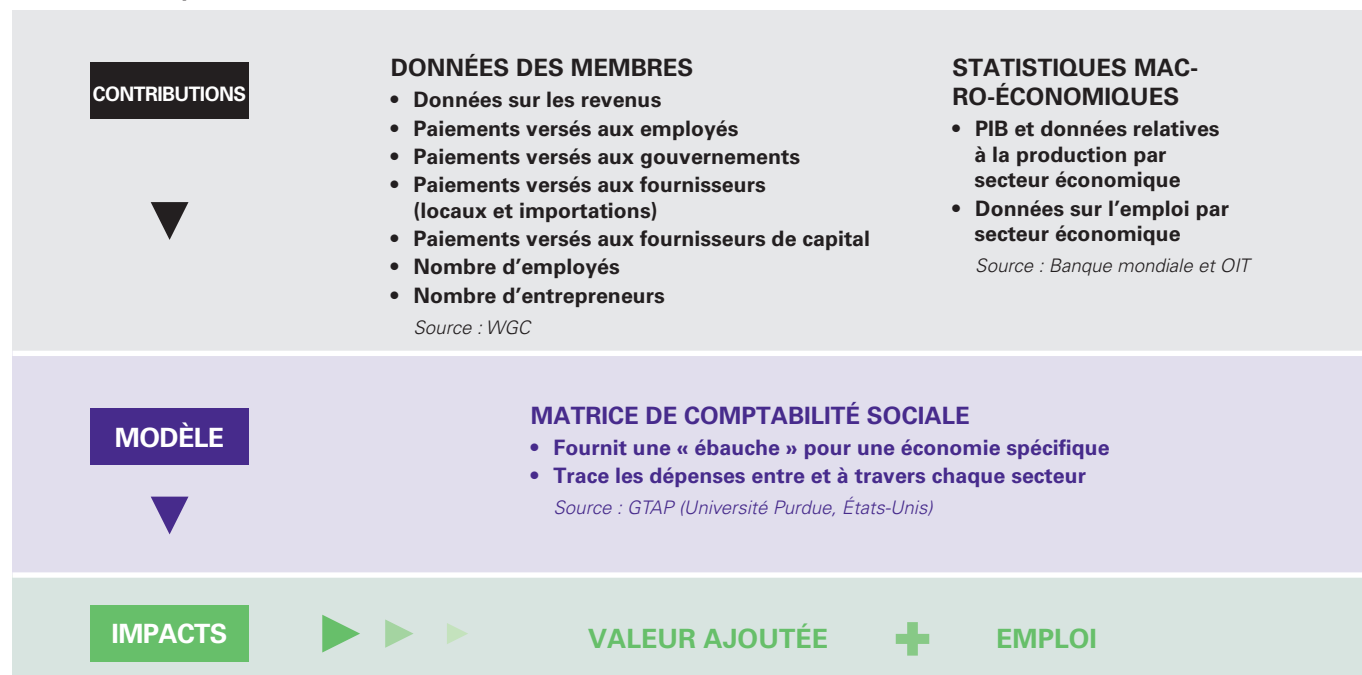
Estimation de l'approvisionnement par secteur

Le modèle utilise des tendances de dépenses moyennes provenant du secteur minier GTAP pertinent pour retracer les transactions économiques dans l'ensemble de l'économie car aucune répartition détaillée des dépenses par secteur économique n'était disponible.

Estimations relatives aux emplois

Les chiffres 2020 de l'emploi direct ont été fournis par les entreprises membres du WGC. L'emploi indirect est estimé à l'aide d'une intensité de l'emploi (c.-à-d. emploi par unité de sortie). Nous avons récupéré les données relatives à l'emploi par secteur auprès de l'OIT et les données en lien avec les retombées économiques auprès des bases de données du GTAP et du WBDI.

Graphique 22 : La méthodologie combine les données des membres avec les statistiques macro-économiques pour estimer les résultats de l'impact



Annexe 2 : Recueil et analyse des données

Recueil des données

Le processus de recueil des données a eu lieu entre le 30 juin et le 14 septembre 2021. Des informations sur les 31 membres du WGC ont été recueillies, dont des observations sur 41 pays, parmi lesquels 38 sont des pays producteurs d'or qui font l'objet de ce rapport. Un modèle a été partagé et deux ensembles de données ont été recueillis :

- 1 des données clés et
- 2 des données additionnelles.

Les deux tableaux ci-dessous représentent ces deux ensembles de données.

Tableau 2 : Données clés des membres du WGC

Points de données	Ventilés par
Production d'or (en onces)	Opérations de production
Revenus provenant des ventes d'or (en millions de dollars)	
Revenus miniers totaux (en millions de dollars)	
Nombre d'employés	Opérations de production et de non-production
Nombre d'entrepreneurs	
Paiements aux employés (employés du pays)	Dépenses effectuées dans le pays et à l'extérieur de celui-ci, opérations de production et de non-production
Paiements aux fournisseurs	
Paiements aux gouvernements : redevances et paiements relatifs à l'utilisation des terres	
Paiements aux gouvernements : impôts sur le revenu et autres impôts sur les sociétés	
Paiements aux gouvernements : cotisations salariales	
Paiements aux gouvernements : autre	
Paiements aux communautés et investissements communautaires	
Paiements aux fournisseurs de capital	

Tableau 3 : Données additionnelles requises des membres du WGC

Points de données	Ventilés par
Poste	
Haute direction	Hommes/Femmes
Cadres supérieurs	
Cadres moyens/débutants/techniques	
Opérateurs/administrateurs	
Nombre total d'employés	
Nombre total d'entrepreneurs	
Conseil d'administration	
Emploi	
Nombre total d'employés	Nationaux/expatriés
Nombre total d'entrepreneurs	
Dépenses communautaires	
Santé	Par pays
Éducation	
Eau et environnement	
Développement économique	
Infrastructures	
Dons et autres partenariats	
Paievements pour les aides d'urgence versées en raison de la pandémie de COVID-19	
Paievements aux groupes autochtones	
Autre	
Informations relatives à la formation	
Nombre moyen d'heures de formation par employé en 2020 (GRI 404-1)	Globalement
Dépenses totales consacrées à la formation en 2020	
Nombre d'employés formés	
Nombre de membres de la communauté formés	

Traitement des données

Une fois le processus de recueil des données terminé, des ajustements finaux ont été effectués afin de traiter les données.

Certaines entreprises membres n'ont pas été en mesure de compléter les tableaux relatifs aux données additionnelles. Par exemple, elles ne possédaient pas de ventilation des postes de leurs employés au format requis ou ne disposaient pas de données sur la formation. Dans la plupart des cas, seules les données fournies par les membres ont été utilisées. La seule exception concernait les dépenses consacrées à la formation par employé, que nous avons estimées en extrapolant les données reçues des 16 entreprises membres puis en les appliquant pour l'ensemble de la main-d'œuvre des membres du WGC.

Dans les cas où il y avait des incohérences entre les paiements versés aux communautés dans les données clés et les dépenses communautaires totales dans les données additionnelles, nous avons utilisé, dans la plupart des cas, les données additionnelles (généralement inférieures), à moins qu'il n'y avait une raison logique d'utiliser les données clés totales. Ces ajustements n'étaient pas matériels aux chiffres globaux.

Annexe 3 : Définition des pays à exploitation aurifère intensive

Dans cette Annexe, nous identifions la mesure dans laquelle les pays dépendent de la présence de l'exploitation minière aurifère et de l'exploitation minière en général. Cela est pertinent parce qu'une forte dépendance vis-à-vis des ressources peut susciter des inquiétudes concernant la prétendue « malédiction des ressources naturelles ». Cette malédiction des ressources naturelles estime essentiellement qu'un important secteur des ressources peut freiner le développement économique d'un pays car il réduit la compétitivité des autres secteurs, et par conséquent la diversification économique, et accroît la volatilité.

La richesse des ressources ou la dotation en ressources fait référence à la disponibilité naturelle des minéraux, du bois, du charbon, du pétrole et des réserves de gaz naturel au sein d'un pays. Bien qu'il y ait de grandes différences dans la disponibilité de telles ressources naturelles entre les pays, il est plus pertinent pour l'analyse de ce rapport de faire la distinction entre les pays en fonction de la mesure dans laquelle les revenus provenant des ressources sont importants par rapport à l'économie globale d'un pays. Pour faire cette distinction, le rapport suit la méthodologie de l'ICMM qui identifie les pays dépendants des ressources et ceux dépendants de l'exploitation minière.^{66/67} Le résultat de cette analyse est illustré dans le **Graphique 4** ainsi que dans le **Graphique 23** ci-dessous.⁶⁸

Afin de capturer l'importance économique des ressources naturelles, le rapport examine la création de revenus provenant des ressources naturelles dans l'économie tout entière, ainsi que la valeur des exportations de ces ressources par rapport à l'ensemble des exportations d'un pays. Par conséquent, on dit qu'un pays est très gourmand en ressources lorsque :

- Les rentes des ressources naturelles totales représentent au moins 10 % du PIB total ou ;
- La valeur des exportations de charbon, de métaux et de minéraux représente au moins 20 % de la valeur des exportations totales du pays.⁶⁹

Les rentes des ressources correspondent aux revenus provenant des ressources naturelles moins le coût d'extraction ou de récolte de ces dernières. Les rentes des ressources naturelles totales correspondent à la somme des rentes provenant du pétrole,

du charbon, des minéraux et du bois multiplié par les quantités physiques respectives. Elles sont ensuite rapportées comme part du PIB. Les données proviennent de la Banque mondiale.⁷⁰ La part des exportations de charbon, de métaux et de minéraux dans les exportations totales est disponible auprès de l'ICMM. En utilisant ces règles, 20 des 38 pays du rapport sont classés comme gourmands en ressources.

Au sein de l'ensemble des pays gourmands en ressources, un pays est considéré comme un pays à exploitation minière intensive lorsque : au moins 33 % de la valeur des exportations totales proviennent du charbon et des minéraux.⁷¹

Sur les 20 pays gourmands en ressources, seuls 3 n'ont pas d'exploitation minière intensive : le Sénégal, la Russie et la Colombie. En raison de cela, et parce que le rapport se concentre sur les opérations minières, les pays gourmands et non gourmands en ressources sont inclus sous une seule et même catégorie : les pays à exploitation minière non intensive.

La méthodologie utilisée par l'ICMM ne fait aucune distinction entre les pays à exploitation aurifère intensive et les pays à exploitation minière intensive. Par conséquent, l'approche utilisée examine la valeur des exportations nationales d'or brut comme part de la valeur totale des exportations d'un pays.⁷² Les données utilisées pour cette analyse proviennent de l'UN Comtrade. Un seuil de 20 % de la valeur des exportations totales d'un pays a été utilisé pour distinguer les pays à exploitation aurifère intensive de ceux à exploitation minière intensive. Cela a résulté en un ensemble de neuf pays à exploitation aurifère intensive. Les pays sont énumérés par catégorie dans le **Graphique 4**.

Le **Graphique 23** illustre la relative importance de l'exploitation minière et de l'exploitation minière aurifère dans ces neuf pays en termes de contribution aux exportations et aux recettes gouvernementales. Dans les neuf pays à exploitation aurifère intensive⁷³, les exportations d'or représentent plus de 20 % des exportations totales. Dans des pays tels que la Chine, la Russie, les États-Unis et le Canada, la bulle semble petite parce que leurs considérables exportations d'or sont assez modestes par rapport à l'importance de leurs économies et aux volumes de leurs exportations.

66 Voir www.icmm.com/en-gb/research/social-performance/social-progress-2-2021

67 L'approche utilisée dans ce rapport diffère légèrement de la méthodologie utilisée par l'ICMM en raison des contraintes relatives à la disponibilité des données. Nous utilisons par conséquent également une définition différente qui fait référence aux pays dépendants des ressources comme à des pays gourmands en ressources.

68 Les moyennes entre 2014 et 2018 sont utilisées parce que cela élimine le risque de distorsions en raison des fluctuations annuelles, et parce qu'elles couvrent la période depuis le dernier rapport sur l'impact socio-économique jusqu'à l'année la plus récente avec des données comparables disponibles.

69 La définition originale utilisée dit que la valeur des ressources naturelles exportées représente au moins 20 % de la valeur des exportations totales d'un pays. Cependant, la définition utilisée par l'ICMM n'était pas assez claire pour répliquer la valeur des exportations de ressources naturelles, et les parts n'étaient pas facilement accessibles pour les pays couverts par ce rapport. Les exportations de charbon et de minéraux sont par conséquent utilisées en remplacement.

70 <https://databank.worldbank.org/metadataglossary/adjusted-net-savings/series/NY.GDP.TOTL.RT.ZS>

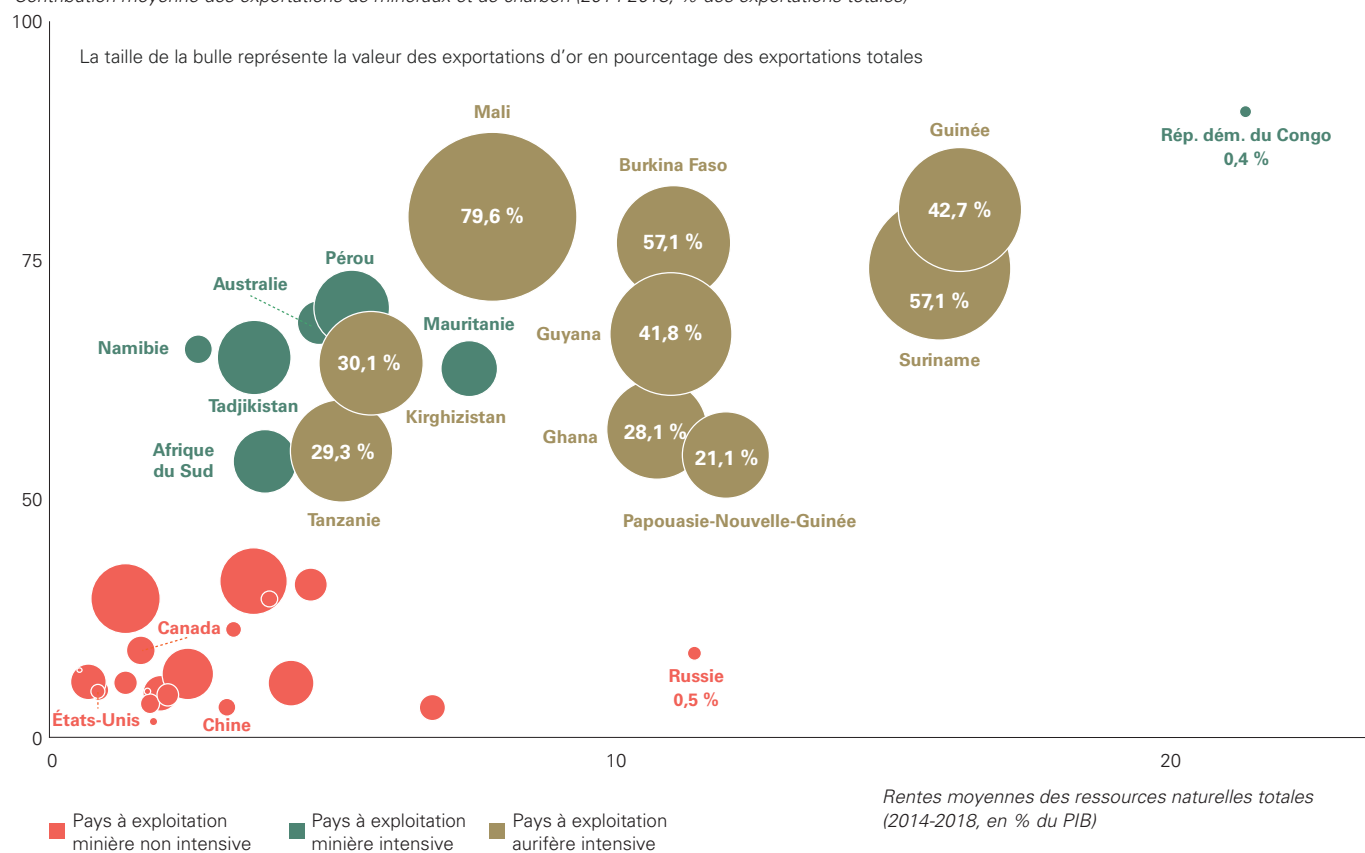
71 La définition originale dit qu'au moins 75 % de la valeur des exportations de ressources naturelles correspond à des métaux et des minéraux. En raison de l'absence de ces données, nous avons utilisé les exportations de charbon et de minéraux en remplacement. Puisque ces données représentent la part des exportations de charbon et de minéraux dans les exportations totales, et non les exportations de ressources naturelles, nous prenons un seuil de 33 % pour faire la distinction entre les pays à exploitation minière intensive et ceux gourmands en ressources. Bien que ce ne soit pas la même chose, cela reflète le même raisonnement.

72 Dans l'UN Comtrade, les données différencient de nombreux produits reposant sur le Système Harmonisé à 6 chiffres. Nous utilisons le code 7108.12 pour identifier les exportations d'or brut qui excluent, par exemple, l'or semi-manufacturé et monétaire. Voir également www.globalwitness.org/en/campaigns/natural-resource-governance/how-gold-trade-data-could-be-better-used-for-due-diligence/

73 Burkina Faso, Ghana, Guinée, Guyana, Kirghizistan, Mali, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Suriname et Tanzanie.

Graphique 23 : Pays à exploitation aurifère, pays à exploitation minière intensive et pays à exploitation minière non intensive

Contribution moyenne des exportations de minéraux et de charbon (2014-2018, % des exportations totales)



Source : Banque mondiale, ICMM, UN Comtrade

Tableau 4 : Les 39 pays couverts par le rapport par catégorie



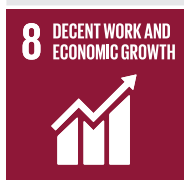
Pays à exploitation minière non intensive		Pays à exploitation minière intensive	Pays à exploitation aurifère intensive
Argentine	Indonésie	Australie	Burkina Faso
Brésil	Mexique	Chili	Ghana
Canada	Nouvelle-Zélande	République démocratique du Congo	Guinée
Chine	Nicaragua	Mauritanie	Guyana
Colombie	Philippines	Namibie	Kirghizistan
Côte d'Ivoire	Russie	Pérou	Mali
République dominicaine	Sénégal	Afrique du Sud	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Équateur	Serbie	Tadjikistan	Suriname
Finlande	Turquie		Tanzanie
Grèce	États-Unis		
Honduras			





Annexe 4 : Résumé des résultats par objectif de développement durable (ODD) des Nations Unies

Tableau synthétique des résultats quantitatifs pour les indicateurs des ODD pertinents

La chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère possède de nombreux liens avec les Objectifs de développement durable. D'après les données détaillées au niveau national fournies par les entreprises membres du WGC et la modélisation économique et sur l'emploi par pays, plusieurs indicateurs spécifiques des

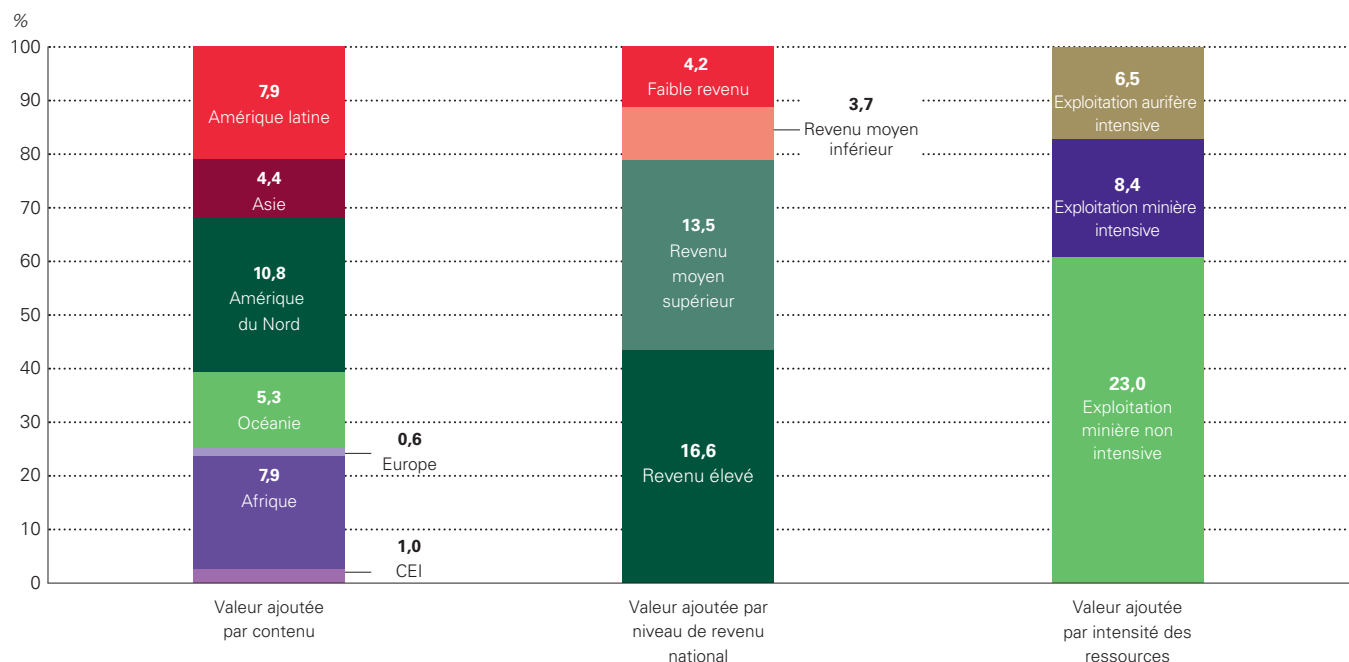
ODD peuvent être quantifiés avec un degré élevé de certitude. Les résultats globaux sont présentés dans le tableau ci-dessous. Nous notons que tous les indicateurs peuvent essentiellement être quantifiés pour chacun des pays inclus dans ce rapport.

Objectif de développement durable	Indicateurs pertinents	Contribution des membres du WGC et de leurs chaînes logistiques
	1.a.2 Proportion des dépenses gouvernementales totales en services essentiels (éducation, santé et protection sociale)	13,7 milliards de dollars d'impôts ont été payés par les membres du WGC et leurs chaînes logistiques. Bien que cela n'indique pas la manière dont les gouvernements dépensent les recettes fiscales, on peut dire sans risquer de se tromper que, dans la plupart des cas, ces paiements leur permettent de dépenser une plus grande proportion en services publics essentiels. Cela permet aux personnes des régions non minières du pays de bénéficier également de l'extraction minière.
	5.1.1 Présence ou non de cadres juridiques mis en place pour promouvoir, faire respecter et surveiller l'égalité et la non-discrimination en fonction du genre	Bien qu'il ne s'agisse pas d'un cadre juridique, les RGMP soulignent l'importance de créer un environnement de travail plus inclusif, notamment l'égalité des chances pour les femmes. Des pratiques progressistes promouvant l'égalité des genres au sein d'une entreprise peuvent souvent se répercuter sur d'autres parties de l'économie au travers des employés, des fournisseurs et des autres partenaires, et en modifiant les normes et les attentes.
	5.5.2 Proportion des femmes aux fonctions de direction	Parmi tous les membres du WGC, la représentation des femmes au sein des Conseils d'administration est de 24,6 %, alors qu'elle est de 17,6 % à des postes de direction et de 13,9 % à des fonctions de cadres supérieurs. La main-d'œuvre totale employée par les membres du WGC comprend 17,3 % de femmes. Ces chiffres sont tous plus élevés que les moyennes du secteur minier total (bien qu'aucune donnée ne soit disponible pour les moyennes du secteur minier total pour les postes de cadres supérieurs).
		Par rapport à 2013, le pourcentage de femmes au sein de la main-d'œuvre du WGC est passée de 10 % à 17,3 %, bien qu'il existe encore de grandes différences entre les pays.
	8.2.1 Taux de croissance annuel du PIB réel par salarié	L'industrie minière aurifère soutient environ 1,35 million d'emplois et 37,9 milliards de dollars de valeur ajoutée, directement et tout au long de la chaîne logistique (à l'exclusion des emplois induits). Pour chaque pays, la contribution de la valeur ajoutée moyenne par emploi excède celle du PIB moyen par salarié, avec un facteur allant de 1,3 (États-Unis) à 11,7 (République démocratique du Congo). La plus grande partie de cette contribution peut être attribuée aux activités minières fortement productives des membres du WGC.
	8.3.1 Proportion de l'emploi informel dans l'emploi total, par secteur et par sexe	Dans l'intégralité de la chaîne logistique des membres du WGC, y compris leurs propres opérations, 53 % de la main-d'œuvre totale était formellement employée. Cela équivaut à 709 278 emplois, dont 106 378 entrepreneurs.
	8.5.1 Salaire horaire moyen des employés par sexe, âge, occupation et personnes souffrant de handicap	Les emplois directement créés par les membres du WGC ont des salaires annuels plus élevés que le salaire annuel moyen dans tous les pays. Comme l'illustre le Graphique 16 , les salaires annuels sont entre 2 (Australie) et 28 (Mauritanie) fois plus élevés que la moyenne nationale. Cependant, les emplois soutenus dans la chaîne logistique semblent être à la traîne par rapport à ceux créés directement par les membres du WGC, reflétant la productivité moins élevée des économies dans lesquelles l'exploitation minière aurifère est présente et peut-être, dans les entreprises plus petites, un niveau de syndicalisation organisée moindre pour les conventions collectives.

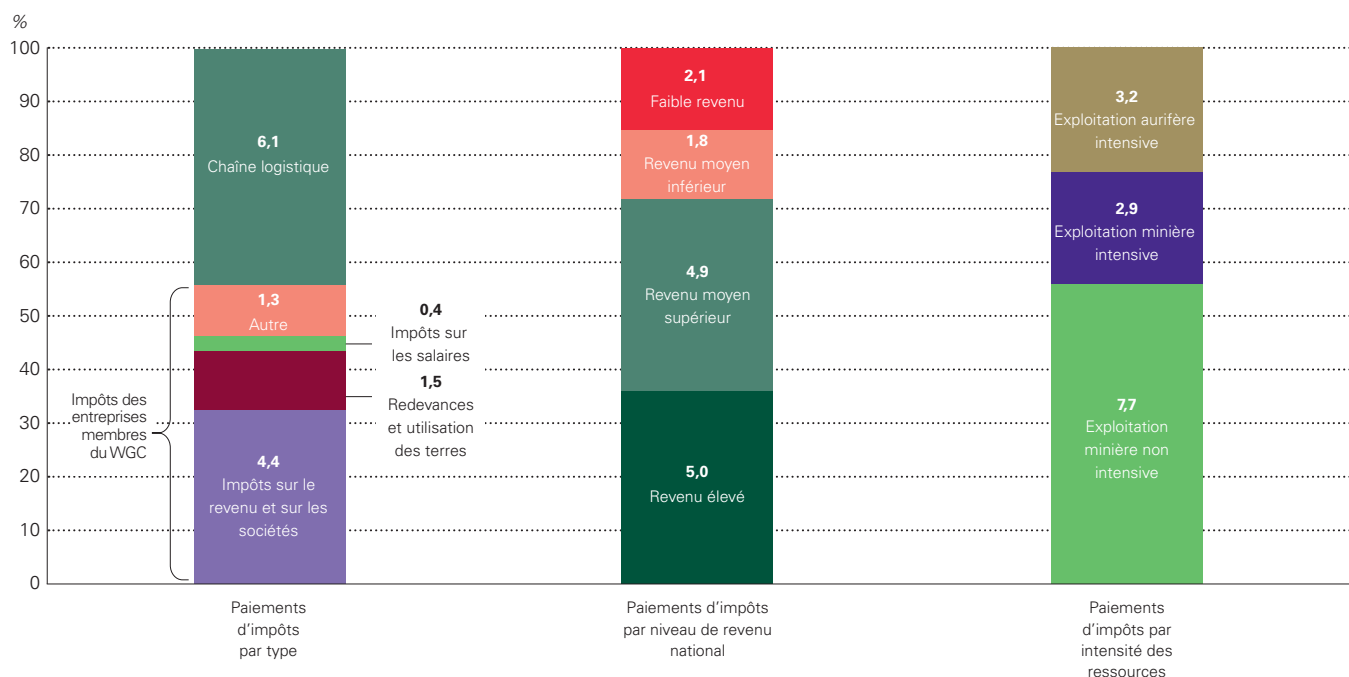
Objectif de développement durable	Indicateurs pertinents	Contribution des membres du WGC et de leurs chaînes logistiques
	9.2.1 Production de valeur ajoutée en proportion du PIB et par habitant	Pour tous les membres du WGC combinés, plus d'un tiers des revenus aurifères est utilisé pour s'approvisionner localement en biens et en services, fournissant des opportunités de développement des capacités et d'acquisition de compétences dans l'économie locale. Dans l'ensemble des chaînes logistiques locales, les membres du WGC soutiennent la production de valeur ajoutée à hauteur de 4,4 milliards de dollars environ, soit 11,5 % de valeur ajoutée totale soutenue par les membres du WGC.
	9.2.2 Création d'emplois en proportion de l'emploi total 9.4.1 Émissions de CO ₂ par unité de valeur ajoutée	La création d'emplois en pourcentage de l'ensemble des emplois dans la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère des membres du WGC s'élève à 17,8 %. L'activité économique appuyée au travers des chaînes logistiques est également liée à l'émission de gaz à effet de serre. Les entreprises au sein de la chaîne logistique de l'exploitation minière aurifère locale émettent 0,94 kg par dollar de valeur ajoutée facilitée. C'est plus du double de la valeur moyenne mondiale de 2018, qui s'élevait à 0,39 kg par unité de valeur ajoutée.
	10.4.1 Part de la main-d'œuvre dans le PIB	Les salaires et les avantages représentent 16,2 milliards de dollars, soit 42,6 % des 37,9 milliards de dollars de la contribution totale en valeur ajoutée des membres du WGC.
	16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux	78 % des volumes de production totaux des membres du WGC proviennent des pays qui mettent en œuvre la norme ITIE, ou qui la soutiennent.
	17.1.1 Recettes gouvernementales totales en proportion du PIB, par source	Sur les 37,9 milliards de dollars de valeur ajoutée facilitée, 13,7 milliards de dollars, ou 36,2 %, sont engrangés par les gouvernements sous la forme d'impôts, à la fois directement et à travers la chaîne logistique.
	17.3.1 Investissement direct étranger, aide au développement officielle et coopération Sud-Sud en proportion du revenu national brut	L'IDE total en pourcentage du PIB pour les pays à exploitation aurifère intensive est plus important que pour les pays à exploitation aurifère non intensive. Aucune donnée sur l'IDE spécifique au secteur aurifère par pays n'était disponible.
	17.11.1 Part des exportations globales des pays en voie de développement et des pays les moins développés	La valeur totale des exportations d'or des pays à faible revenu et de ceux à revenu moyen inférieur équivaut à 15 milliards de dollars, soit 25 % de la production d'or totale des membres du WGC.

Annexe 5 : Ventilation supplémentaire des données

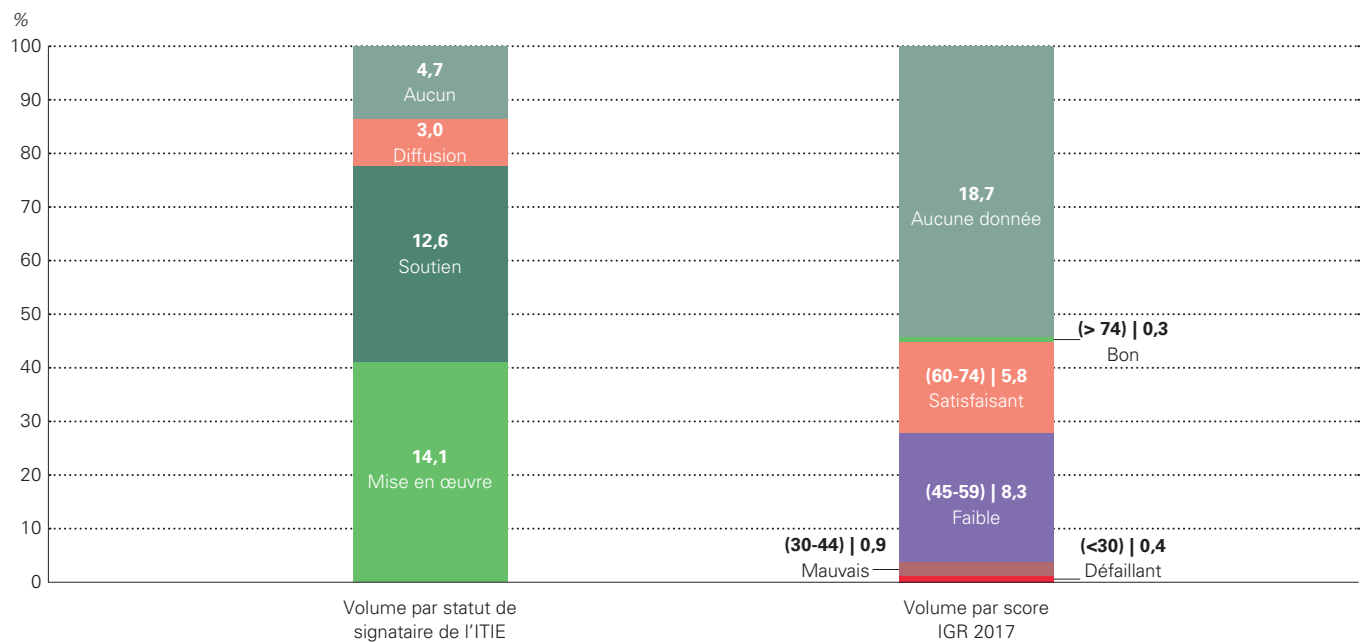
Graphique 24 : Valeur ajoutée facilitée par région, classification de revenu et type de dépendance (en milliards de dollars)



Graphique 25 : Impôts soutenus par type, niveau de revenu national et intensité des ressources (en milliards de dollars)



Graphique 26 : Volumes de production des membres du WGC par type de membre ITIE et score IGR 2017 (2020, en millions d'onces)

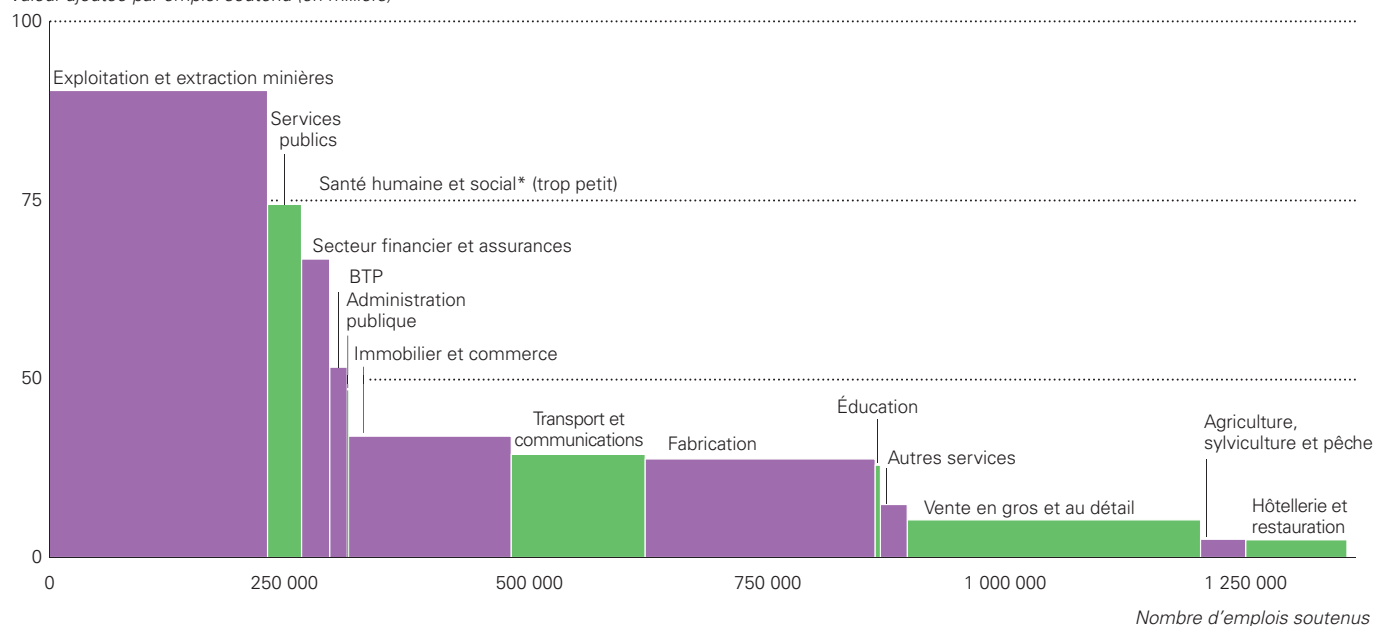


Le **Graphique 27**, qui illustre la valeur ajoutée par emploi ainsi que le nombre d'emplois dans les différents secteurs, permet de mieux comprendre l'envergure de la chaîne logistique minière globale. La taille de chaque rectangle représente la valeur ajoutée totale facilitée par l'exploitation minière aurifère dans le secteur concerné. Comme l'on peut s'y attendre, la plus grande valeur ajoutée par emploi se situe dans le secteur minier à fort investissement en capital, suivi par les services publics et les services financiers, des secteurs qui, même dans les pays à faible revenu, sont entièrement formels et plus productifs. Il peut paraître surprenant qu'un secteur comme l'agriculture fasse partie de la chaîne logistique de l'exploitation aurifère, mais de nombreuses entreprises fournissent des repas à leur main-d'œuvre minière, et les ingrédients nécessaires à leur préparation et leur cuisson doivent provenir de sources locales.

Il existe également de nombreux programmes communautaires qui permettent de fournir une assistance aux programmes agricoles locaux, qui, en retour, vendent leurs produits aux mineurs. Dans l'ensemble des pays, la valeur ajoutée par employé du secteur minier est 4,5 fois supérieure que dans le reste de la chaîne logistique. En général, plus la valeur ajoutée par emploi est élevée, plus les salaires sont élevés également. Ce point est abordé plus en détail dans la section intitulée Aide à la subsistance.

Graphique 27 : Valeur ajoutée par emploi par rapport au nombre d'emplois pour différents secteurs⁷⁴

Valeur ajoutée par emploi soutenu (en milliers)



Une grande partie de l'emploi à faible valeur ajoutée dans les secteurs situés vers la droite est informelle par nature (p. ex. agriculture et commerce à petite échelle). Cela reflète le profil économique des pays en voie de développement, où la plupart des gens sont des travailleurs indépendants, ne reçoivent pas de salaire régulier et ne bénéficient pas de protection sociale. Ainsi, l'Organisation internationale du travail (OIT) estime que 73 % des emplois en Afrique subsaharienne sont « vulnérables ».⁷⁵

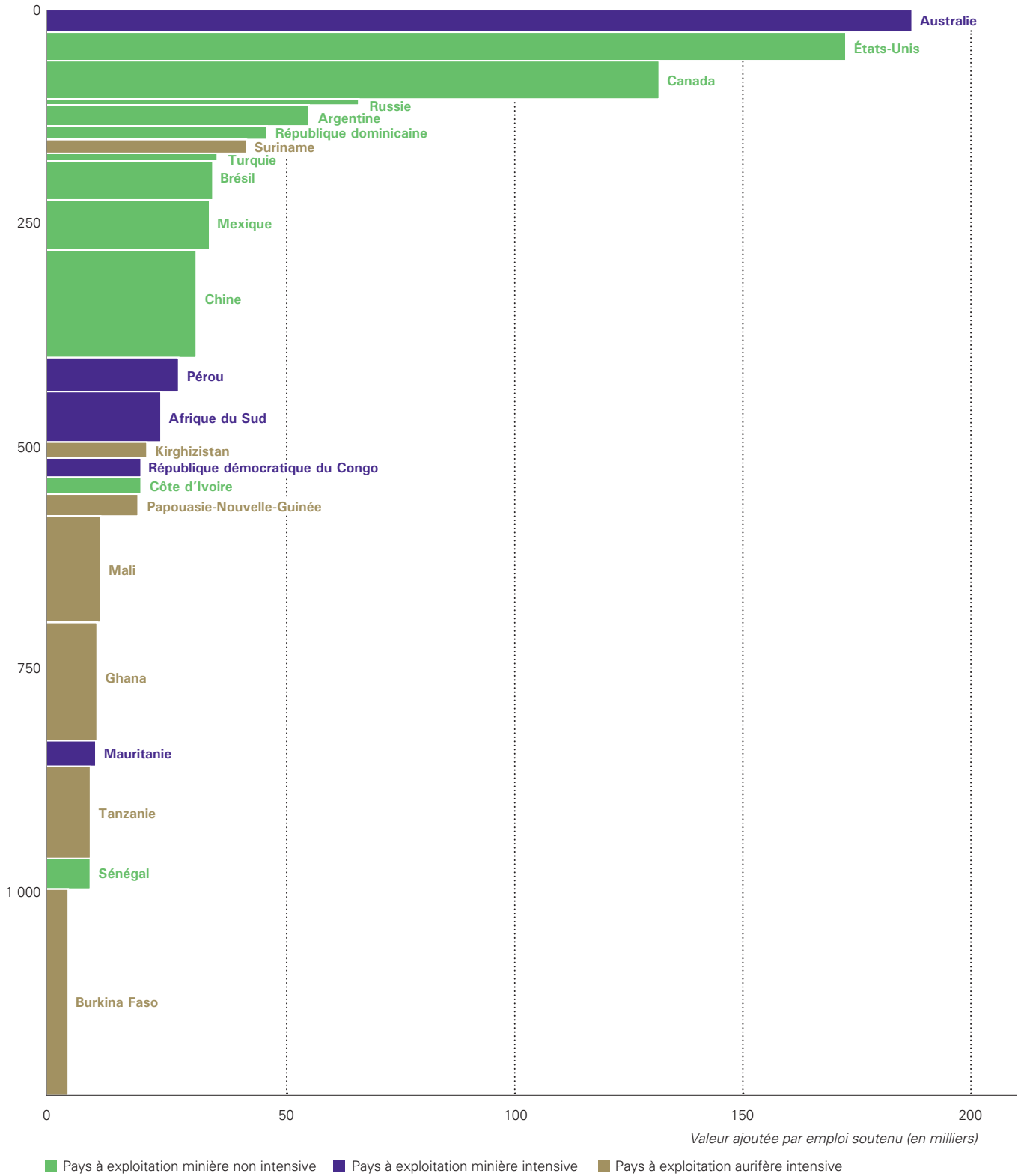
Néanmoins, ces personnes, dont la plupart ne savent pas qu'elles font partie d'une chaîne logistique aurifère, profitent quand même des bénéfices qui parviennent jusqu'à elles. Le **Graphique 28** le montre clairement. On peut y voir un très grand nombre d'emplois dans les pays en voie de développement, mais avec, en moyenne, une faible valeur ajoutée par emploi, en dépit du fait que les emplois fournis par les membres du WGC ont une grande valeur ajoutée par emploi.

⁷⁴ Les données proviennent des 38 pays. Les emplois soutenus n'incluent que les emplois directs et indirects, et pas les emplois induits.

⁷⁵ Les estimations modélisées de l'OIT concernant les emplois vulnérables sont incluses dans la base de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

Graphique 28 : Valeur ajoutée par emploi par rapport au nombre d'emplois pour différents pays⁷⁶

Nombre d'emplois soutenus (en milliers)



76 Seuls les pays où la production des membres du WGC est supérieure à 1 % de la production totale des membres du WGC sont indiqués ici. Les emplois soutenus n'incluent que les emplois directs et indirects, et pas les emplois induits.

Entreprises membres du World Gold Council :

- 1 Agnico-Eagle Mines
- 2 Alamos Gold Inc.
- 3 AngloGold Ashanti
- 4 Aura
- 5 B2Gold
- 6 Barrick
- 7 Calibre Mining
- 8 Centerra Gold Inc.
- 9 China National Gold Group Corporation (China Gold)
- 10 Compania de Minas Buenaventura
- 11 Eldorado Gold
- 12 Endeavour Mining Corporation
- 13 Equinox Gold
- 14 Franco-Nevada Corporation
- 15 Golden Star Resources
- 16 Hummingbird Resources
- 17 IAMGOLD Corporation
- 18 Kinross Gold
- 19 Kirkland Lake Gold
- 20 Newcrest Mining Limited
- 21 Newmont
- 22 OceanaGold
- 23 Pretivm
- 24 Resolute
- 25 Royal Gold
- 26 Sandstorm Gold Royalties
- 27 Shandong Gold Group
- 28 Sibanye-Stillwater
29. Torex Gold Resources Inc.
- 30 Wheaton Precious Metals
- 31 Yamana Gold Inc.
- 32 Shandong Zhaojin Group
- 33 Zijin Mining Group Co.

Droit d'auteur et autres droits

© 2021 World Gold Council. Tous droits réservés. Le World Gold Council et le logo en forme de cercle sont des marques déposées du World Gold Council ou de ses affiliés.

Toutes les références au LBMA Gold Price sont utilisées avec la permission d'ICE Benchmark Administration Limited et ont été fournies à des fins d'informations uniquement. ICE Benchmark Administration Limited n'accepte aucune responsabilité concernant l'exactitude des prix ou le produit sous-jacent auquel les prix peuvent se rapporter. Les autres contenus tiers sont la propriété intellectuelle du tiers concerné et tous les droits lui sont réservés.

La reproduction ou la redistribution de n'importe laquelle de ces informations est expressément interdite sans l'accord préalable écrit du World Gold Council ou des propriétaires de droit d'auteur appropriés, sauf dans les cas prévus ci-dessous.

L'utilisation des statistiques dans ces informations est permise aux fins d'examen et de commentaires (y compris des commentaires dans les médias) conformément aux pratiques industrielles équitables, sous réserve des deux conditions préalables suivantes : (i) que seuls des extraits limités des données ou des analyses soient utilisés ; et (ii) que toutes les utilisations de ces statistiques soient accompagnées par une référence au World Gold Council

et, le cas échéant, à Metals Focus, Refinitiv GFMS ou toute autre source tierce identifiée, comme source de ces statistiques.

Le World Gold Council ne garantit pas l'exactitude ou l'exhaustivité des informations. Le World Gold Council n'accepte aucune responsabilité pour toute perte ou tout dommage découlant directement ou indirectement de l'utilisation de ces informations.

Ces informations ne constituent ni une recommandation ni une offre d'achat ou de vente d'or, de tout produit ou service lié à l'or ou de tout autre produit, service, valeur mobilière ou instrument financier (ensemble, les « Services »). Les investisseurs doivent discuter de leur situation personnelle avec un spécialiste des investissements approprié avant de prendre toute décision relative aux Services ou aux investissements.

Ces informations contiennent des déclarations prospectives, telles que des phrases qui utilisent les verbes « penser », « s'attendre », « pouvoir », « suggérer », ou une terminologie similaire, qui reposent sur les attentes actuelles et sont sujettes à changement. Les déclarations prospectives impliquent un certain nombre de risques et d'incertitudes. Aucune garantie n'est fournie concernant la concrétisation de ces déclarations prospectives. Nous n'assumons aucune responsabilité concernant la mise à jour de n'importe laquelle des déclarations prospectives.



Imprimé sur du papier certifié FSC fabriqué entièrement avec de l'énergie éolienne et contenant 100 % de fibres recyclées post-consommation.

Ce papier est certifié par le Green Seal pour les normes FSC qui promeut une gestion environnementalement appropriée, socialement bénéfique et économiquement viable des forêts du monde.

World Gold Council
7th Floor, 15 Fetter Lane
Londres EC4A 1BW
Royaume-Uni

T +44 20 7826 4700

F +44 20 7826 4799

W www.gold.org